ARABIE SAOUDITE IRAN
LE RISQUE D'EMBRASEMENT

ENVIRONNEMENT —
Y AURA-T-IL DES BANANES À NOËL ?

Courrier international

N° 1507 du 19 au 25 septembre 2019
courrierinternational.com
France : 4,50 €

Afrique CFA 3 400 FCFA
Algérie 530 DA Allemagne 5,40 €
Andorre 5 € Autriche 5,40 €
Canada 7,75 $CAN DOM 5 €
Espagne 5,20 € G-B 4,60 £
Grèce 5,20 € Italie 5,20 € Japon 850 ¥
Liban 9 000 LBP Maroc 41 DH
Pays-Bas 5,20 € Portugal cont. 5,20 €
Suisse 6,70 CHF TOM 850 XPF
Tunisie 7,20 DT

Lettre aux futurs habitants des Maldives

Ces atolls de l'océan Indien seront bientôt submergés. Un auteur irlandais, consultant pour l'ONU, écrit aux Maldiviens qui auront été contraints à l'exil. **Et, à travers eux, à tous les réfugiés climatiques.**

M 03183 - 1507 - F: 4,50 €

Nouveaux GLC et GLC Coupé.
La force intérieure.

Plus intelligents et plus dynamiques que jamais. L'expérience de conduite devient totalement intuitive grâce à l'intelligence artificielle MBUX et l'assistant vocal qui répond à la moindre de vos demandes. Rien n'est plus sûr que leur force intérieure pour vous guider sur tous les terrains.
Découvrez les Nouveaux GLC et GLC Coupé sur mercedes-benz.fr.

Consommations combinées (l/100 km) du Nouveau GLC : 5,1-12,4 (NEDC corrélé) / 5,8-13,3 (WLTP). CO_2 combinées (g/km) : 134-283 (NEDC corrélé) / 152-300 (WLTP) ; GLC Coupé : 5,2-12,3 (NEDC corrélé) / 5,8-13,0 (WLTP). CO_2 combinées (g/km) : 137-280 (NEDC corrélé) / 152-295 (WLTP). Mercedes-Benz France - Siren 622 044 287 RCS Versailles.

MB-253-CL

LES CHOIX DE "COURRIER"

CLAIRE CARRARD

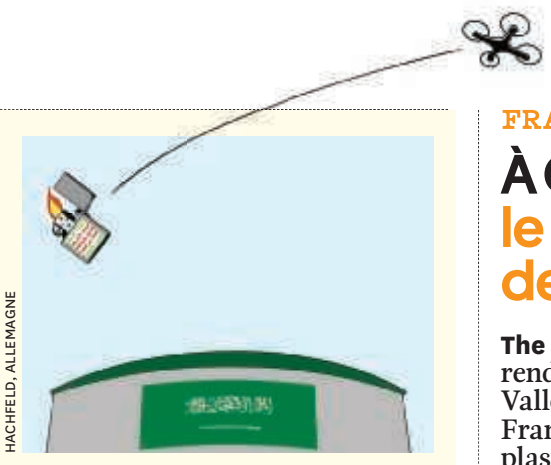
Lettre aux futurs habitants des Maldives

p.30

Récemment, une lettre est arrivée à *Courrier international*. Du moins est-elle parvenue à notre connaissance. Elle vient du futur. C'est l'une de nos journalistes qui l'a repérée dans la *Mekong Review*, une revue trimestrielle que nous tenons en très haute estime, publiée à Sydney. Elle est signée Robert Templer, un auteur irlandais, aujourd'hui consultant pour l'ONU. Face aux conséquences dramatiques de la montée des eaux, Templer s'est projeté en 2060 et, depuis ce proche avenir, imagine la lettre qu'il écrirait aux derniers habitants des Maldives, ceux d'aujourd'hui, qui, précisément, n'ont déjà quasiment plus d'avenir. D'ordinaire, à *Courrier international*, nous privilégions les textes journalistiques. Mais ce texte-là, le récit qui nous en a été fait, nous a saisis, tant il est empreint d'une nostalgie du temps présent qui s'efface sous nos yeux sans que nous puissions rien faire. Le 23 septembre s'ouvre à l'ONU le Sommet Action Climat, dont l'objectif est de renforcer les engagements des États à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de l'accord de Paris. Dès le 20, les jeunes reprennent leur grève mondiale contre le réchauffement climatique. Partout dans le monde, des actions de sensibilisation sont prévues. À l'initiative de la *Columbia Journalism Review* et de *The Nation*, 170 organes de presse se sont engagés à renforcer leur couverture de la crise climatique. À *Courrier international*, nous continuerons à couvrir largement les conséquences de ce bouleversement majeur des équilibres du monde. En les décrivant et en les questionnant. Après tout, la prise de conscience mondiale actuelle est peut-être une chance. Selon le dernier rapport du Giec, qui sera présenté le 25 septembre à Monaco, 280 millions de personnes devront quitter leur habitation en raison de la hausse du niveau des mers. Et si la plupart de ces réfugiés viendront des villes comme New York ou Singapour, comme un symbole, plus immédiatement visible, nous avons choisi de consacrer ce dossier aux îles appelées à disparaître. À l'instar des Maldives, où, en 2009 déjà, le gouvernement avait organisé une réunion ministérielle sous-marine pour alerter l'opinion mondiale. Ces paradis perdus, devenus des lieux de vacances pour privilégiés, bientôt n'existeront plus. Et ce qu'ils disent de nous, comme la lettre du futur écrite par Robert Templer, c'est que, oui, nous aurons tout fait pour provoquer leur perte, et que, non, nous ne pourrons pas dire que nous ne savions pas. Tout n'est pourtant pas encore joué : aux îles Salomon (Pacifique), les habitants, qui refusent d'être catalogués comme "réfugiés climatiques", tentent de s'adapter en construisant des digues. Cela suffira-t-il ? Rien n'est moins sûr, mais au moins l'espoir subsiste.

En couverture : *l'atoll Ari, aux Maldives. Photo Birgit Kleber/Visum.* **M.-O. :** *dessin de Hachfeld, Allemagne.* **Environnement :** *dessin de Magee, Royaume-Uni.*

Sommaire



HACHFELD, ALLEMAGNE

MOYEN-ORIENT p.10

Les risques d'un embrasement

Des installations pétrolières saoudiennes ont été attaquées le 14 septembre. Le président américain aurait dû être plus ferme avec Téhéran, selon **The Wall Street Journal.**

FRANCE p.26

À Oyonnax, le paradoxe de l'emploi

The New York Times s'est rendu dans la "Plastics Vallée", dans l'est de la France, où l'industrie de la plasturgie peine à recruter, alors que la France affiche un taux de chômage parmi les plus élevés d'Europe.

360° p.40

TYSHAWN JONES A DOMPTÉ NEW YORK

À 20 ans, ce prodige du Bronx est salué comme l'un des plus grands talents du skate américain. Un portrait du New York Times Magazine.

ÉCONOMIE p.36

Le rugby japonais attend un effet Coupe du monde

La compétition, qui débute le 20 septembre à Tokyo, doit développer le business de l'ovalie. Mais cela suppose une plus forte professionnalisation, estime la **Nikkei Asian Review**.

LES SOURCES

Chaque semaine, les journalistes de *Courrier international* sélectionnent et traduisent des articles tirés de plus de 1 500 médias du monde entier. Voici la liste exhaustive des journaux, sites et blogs utilisés dans ce numéro :

Ha'Aretz Tel-Aviv, quotidien. ***Asharq Al-Awsat*** Londres, quotidien. ***Business News*** (businessnews.com.tn) Tunis, en ligne. ***The Daily Telegraph*** Londres, quotidien. ***Daraj*** (daraj.com) Beyrouth, en ligne. ***Foreign Policy*** Washington, bimestriel. ***Gatopardo*** Mexico, mensuel. ***Gazeta.ru*** (gazeta.ru) Moscou, en ligne. ***The Independent*** (independent.co.uk) Londres, en ligne. ***Mekong Review*** Sydney, trimestriel. ***Il Messagero*** Rome, quotidien. ***Al-Modon*** (almodon.com) Beyrouth, en ligne. ***The New York Times*** New York, quotidien. ***The New York Times Magazine*** New York, hebdomadaire. ***Nikkei Asian Review*** Tokyo, hebdomadaire. ***Stuff*** (stuff.co.nz) Wellington, en ligne. ***Süddeutsche Zeitung*** Munich, quotidien. ***Die Tageszeitung*** Berlin, quotidien. ***The Times*** Londres, quotidien. ***The Wall Street Journal*** New York, quotidien.

GREECE

A 365 DAY DESTINATION

GREECE

www.visitgreece.gr

SOMMAIRE

7 jours dans le monde
10. Arabie Saoudite. Le risque d'un embrasement
13. Controverse. Est-il souhaitable de retarder l'âge de la ménopause ?

D'un continent à l'autre
14. Union européenne. Le grand bluff d'Ursula von der Leyen
16. États-Unis. Les récrés pour adultes font le plein d'adeptes
18. Mexique. Marre du pillage dans la mode !
20. Palestine. Désacraliser la cause
22. Égypte. À l'école, l'islam exclut
24. Libye. D'où vient l'argent du maréchal Haftar ?
26. France. L'emploi à Oyonnax, au cœur du paradoxe français
28. Hong Kong. Les groupies chinoises à l'attaque

À la une
30. Lettre aux futurs habitants des Maldives

Transversales
36. Économie. Le rugby japonais attend un effet Coupe du monde
38. Environnement. N'y aura-t-il plus de bananes à Noël ?
39. Signaux. La spirale de la dette

360°
40. Sport. Tyshawn Jones a dompté New York
44. Culture. Poisson, quel est ton nom ?
46. Plein écran. Il était une fois la Fête de la bière
48. Tendances. Géométries accidentelles
50. Histoire. À la recherche d'un Pinochet soviétique

SUR NOTRE SITE

L'horoscope de Rob Brezsny

Le signe de la semaine

Vierge (23 août-22 septembre). En 1959 éclata un scandale qui horrifia les Américains amateurs de beurre de cacahuète. Des analyses révélèrent que les fabricants mettaient tellement d'huiles végétales hydrogénées et de glycérine dans leur produit que 75 % seulement méritaient vraiment le nom de beurre de cacahuète. Un long processus juridique démarra alors pour assurer la qualité de cette friandise. Une loi finit par être adoptée, spécifiant que l'appellation "beurre de cacahuète" ne pouvait s'appliquer qu'aux produits contenant plus de 90 % d'arachides. J'espère que ce combat pour l'authenticité t'encouragera à livrer une campagne métaphoriquement similaire. Assure-toi que toutes les ressources et influences importantes dans ta vie sont à leur niveau d'efficacité et d'intensité optimal. Dis NON à toutes les versions diluées et frelatées.

DESSIN DE MIKEL CASAL, ESPAGNE, POUR *COURRIER INTERNATIONAL*

Également sur notre site

Long format. Aux États-Unis, des végans se lancent dans la boucherie pour mieux lutter contre l'industrie agroalimentaire. Aux antipodes de l'élevage intensif, les nouvelles "boucheries éthiques" proposent de la viande de bêtes élevées en plein air et nourries à l'herbe, dans le respect de l'environnement et du bien-être animal. Un récit et des photos du *New York Times* à découvrir dès dimanche sur notre site.

Vidéo. Le Japon accueillera la Coupe du monde de rugby 2019 à partir du 20 septembre, une grande première sur le continent asiatique. Les éclairages de Carole Gomez, chercheuse et spécialiste de la géopolitique du sport.

Retrouvez-nous aussi sur Facebook, Twitter, Instagram et Pinterest

Courrier international

Édité par Courrier international SA, société anonyme avec directoire et conseil de surveillance au capital de 106 400 €
Actionnaire : La Société éditrice du Monde
Président du directoire, directeur de la publication : Arnaud Aubron
Directrice de la rédaction, membre du directoire : Claire Carrard
Conseil de surveillance : Louis Dreyfus, président
Dépôt légal septembre 2019. Commission paritaire nº 0722c82101.
ISSN nº 1154-516X Imprimé en France/Printed in France

Rédaction 6-8, rue Jean-Antoine-de-Baïf, 75212 Paris Cedex 13 **Accueil** 33 (0) 1 46 46 16 00 **Fax général** 33 (0) 1 46 46 16 01 **Fax rédaction** 33 (0) 1 46 46 16 02 **Site web** www.courrierinternational.com **Courriel** lecteurs@courrierinternational.com **Directrice de la rédaction** Claire Carrard (16 58) **Rédactrice en chef** Hamdam Mostafavi (17 33) **Rédactrice en chef adjointe** Virginie Lepetit (16 12) **Rédacteur en chef adjoint** Raymond Clarinard (16 77) **Direction artistique** Sophie-Anne Delhomme (16 31) **Conception graphique** Javier Errea Comunicación

Édition Virginie Lepetit (chef d'édition, 16 12), Fatima Rizki (17 30) **7 jours dans le monde** Paul Grisot (chef de rubrique, 17 48) **Europe** Gerry Feehily (chef de service, 16 95), Danièle Renon (chef de service adjointe, Allemagne, Autriche, Suisse alémanique, 16 22), Laurence Habay (chef de service adjointe, Russie, est de l'Europe, 16 36), Jean-Hébert Armengaud (Espagne 16 57), Sasha Mitchell (Royaume-Uni, Irlande, 19 74), Carole Lyon (Italie, Belgique 17 36), Antoine Mouteau (Pays-Bas), Vincent Barros (Portugal), Corentin Pennarguear (chef de rubrique, France, 16 93), Alexandre Lévy (Bulgarie), Solveig Gram Jensen (Danemark, Norvège, Suède), Alexia Kefalas (Grèce, Chypre), Joël Le Pavous (Hongrie), Romain Su (Pologne), Guillaume Narguet (République tchèque, Slovaquie), Kika Curovic (Serbie, Monténégro, Croatie, Bosnie-Herzégovine), Marielle Vitureau (Lituanie), Alda Engoian (Caucase, Asie centrale), Larissa Kotelevets (Ukraine) **Amériques** Bérangère Cagnat (chef de service, Amérique du Nord, 16 14), Sabine Grandadam (chef de service, Amérique latine, 16 97), Morgann Jezequel (Brésil), Martin Gauthier (Canada) **Asie** Agnès Gaudu (chef de service, Chine, Singapour, Taïwan, 16 39), Christine Chaumeau (Asie du Sud-Est, 16 24), Ysana Takino (Japon, 1638), Zhang Zhulin (Chine, 1747), Guillaume Delacroix (Asie du Sud), Élisabeth D. Inandiak (Indonésie), Jeong Eun-jin (Corées) **Moyen-Orient** Marc Saghié (chef de service, 1669), Ghazal Golshiri (Iran), Pascal Fenaux (Israël), Philippe Mischkowsky (pays du Golfe) **Afrique** Sébastien Hervieu (chef de rubrique, 1629), Hoda Saliby (chef de rubrique, Maghreb, 1635), Sidy Yansané (Afrique de l'Ouest et Afrique centrale), Adrien Barbier (Afrique australe et Afrique de l'Est) **Transversales** Pascale Boyen (chef des informations, Économie, 16 47), Catherine Guichard (Économie, 16 04), Carole Lembezat (chef de rubrique, Courrier Sciences, 16 15), Virginie Lepetit (Signaux) **Magazine 360°** Marie Bélœil (chef des informations, 17 32), Claire Pomarès (16 74), Delphine Veaudor (16 76), Mélanie Liffschitz (Histoire, 16 96)

Site Internet Carolin Lohrenz (chef des informations, 19 77), Claire Pomarès (chef de service adjointe), Adrien Oster (chef d'édition), Paul Grisot (Actualité), Gabriel Hassan (rédacteur multimédia, 1632), Carole Lyon (rédactrice multimédia, 1736), Hoda Saliby (rédactrice multimédia, 1635), Laura Geisswiller (vidéo, 16 65), Paul-Boris Bouzin (développement web) **Courrier Expat** Ingrid Therwath (16 51), Jean-Luc Majouret (16 42)

Traduction Raymond Clarinard (responsable, Courrier Histoire), Mélanie Liffschitz (chef de service adjointe, anglais, espagnol), Julie Marcot (chef de service adjointe, anglais, espagnol, portugais), Catherine Baron (anglais, espagnol), Isabelle Boudon (anglais, allemand, portugais), Françoise Escande-Boggino (japonais, anglais), Caroline Lee (anglais, allemand, coréen), Françoise Lemoine-Minaudier (chinois, anglais), Olivier Ragasol (anglais, espagnol), Leslie Talaga (anglais, espagnol) **Révision** Jean-Baptiste Luciani (chef de service, 1735), Isabelle Bryskier, Philippe Czerepak, Aurore Delvigne, Françoise Hérold, Julie Martin **Pôle visuel** Sophie-Anne Delhomme (responsable), **Web design et animation** Alexandre Errichiello (chef de service, 1617), Benjamin Fernandez, Jonnathan Renaud-Badet, Pierrick Van-Thé **Iconographie** Luc Briand (chef de service, 1641), Lidwine Kervella (1610), Stéphanie Saindon (16 53), Céline Merrien (colorisation) **Maquette** Bernadette Dremière (chef de studio, 16 67), Alice Andersen, Catherine Doutey, Gilles de Obaldia, Denis Scudeller **Cartographie** Thierry Gauthé (16 70) **Infographie** Catherine Doutey (16 66) **Informatique** Denis Scudeller (16 84)

Directrice de la fabrication Nathalie Communeau, Nathalie Mounié (chef de fabrication, 4535) **Impression, brochage, routage :** Maury, 45330 Malesherbes

Ont participé à ce numéro Valentin Bigot, Jean-Baptiste Bor, Cécile Chemel, Mélanie Chenouard, Anne-Françoise Cochet, Nicolas Coisplet, Geneviève Deschamps, Maddalena De Vio, Marion Doutreligne, Audrey Fisné, Hugo Florent, François Gerles, Mona Heydari Targhi, Masatoshi Inoue, Beniamino Morante, Adrien Palluet, Polina Petrouchina, François Peyroux, Anne Romefort, Valentin Scholz, Jean-François Tubiana-Potiez, Louise Vallée, Suzi Vieira

Publicité M Publicité, 80, boulevard Blanqui, 75013 Paris, tél. : 01 57 28 20 20 **Directrice générale** Laurence Bonicalzi Bridier **Directeur délégué** David Eskenazy (david.eskenazy@mpublicite.fr, 38 63) **Directeur de la publicité** David Delannoy (ddela nnoy@regieobs.fr, 30 23) **Directeurs de clientèle** Marjorie Couderc (marjorie.couderc@mpublicite.fr, 37 97) Sébastien Herreros (sherreros@regieobs.fr, 30 54) **Assistante commerciale** Carole Fraschini (carole.fraschini@mpublicite.fr, 3868) Partenariat et publicité culturelle Guillaume Drouillet (guillaume.drouillet@mpublicite.fr, 10 29) **Régions** Éric Langevin (eric.langevin@mpublicite.fr, 38 04) **Direction commerciale online/opérations spéciales** Vincent Salini (vincent.salini@mpublicite.fr, 3700) **Agence Courrier** Patricia Fernández Pérez (responsable, 1737), Jessica Robineau (16 08) Dialla Konate (17 38)

Gestion Administration Bénédicte Menault-Lenne (responsable, 16 13), Emilien Hiron (gestion) **Droits** Eleonora Pizzi (16 52) **Comptabilité** 01 48 88 45 51 **Directeur de la diffusion et de la production** Hervé Bonnaud **Responsable des ventes France et International** Sabine Gude **Responsable commerciale internationale** Saveria Colosimo Morin (01 57 28 32 20) **Chef de produits** Charlotte Guyot (01 57 28 33 99) **Communication et promotion** Brigitte Billiard, Christiane Montillet **Marketing** Sophie Gerbaud (directrice, 1618), Véronique Lallemand (1691), Véronique Saudemont (1739), Kevin Jolivet (16 89), Martine Prévot (16 49)

Modifications de services ventes au numéro, réassorts 0805 05 01 47 Service clients Abonnements Courrier international, Service abonnements, A2100 — 62066 Arras Cedex 9 **Tél. 03 21 13 04 31** **Fax** 01 57 67 44 96 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h) **Courriel** abo@courrierinternational.com Prix de l'abonnement annuel en France métropolitaine : 119 €. Autres destinations : http://boutique.courrierinternational.com

Courrier international, USPS number 013-465, is published weekly 48 times per year (triple issue in Aug and in Dec), by Courrier International SA c/o Distribution Grid. at 900 Castle Rd Secaucus, NJ 07094, USA. Periodicals Postage paid at Secaucus, N.J. and at additional mailing Offices. POSTMASTER: Send address changes to Courrier International c/o Express Mag, 8275, avenue Marco-Polo, Montréal, QC H1E 7K1, Canada.

Certifié PEFC
Ce produit est issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées.
PEFC 10-31-1282
pefc-france.org

Origine du papier : Allemagne. 100 % de fibres recyclées.
Ce magazine est imprimé chez MAURY certifié PEFC.
Eutrophisations : PTot = 0,0011 kg/tonne de papier

Ce numéro comporte un encart "Télérama" posé sur la totalité des abonnés de France métropolitaine et un encart "First Voyages France – Crète" posé sur les abonnés d'Île-de-France

Offre d'abonnement

Bulletin à retourner à : *Courrier international*
Service Abonnements - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

RCO19BO003

Je m'abonne pour :
☐ **1 AN** (52 numéros) au prix de **119 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
☐ **1 AN** (52 numéros) **+ 6 hors-séries** au prix de **149 €** au lieu de ~~269,80~~ €*

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM..... PRÉNOM.....

ADRESSE.....

CP ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE.....

Je règle par chèque bancaire à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://boutique.courrierinternational.com
ou téléphonez au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

* Prix de vente au numéro. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse *https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles* ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui – 75707 Paris Cedex 13 *dpo@groupelemonde.fr*
Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par *Courrier International* avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ☐

Courrier international

Avantages abonnés :

Rendez-vous sur courrierinternational.com
- La version numérique du magazine dès le mercredi soir
- L'édition abonnés du site internet
- Nos archives, soit plus de 100 000 articles
- L'accès illimité sur tous vos supports numériques
- Les applications iOS et Androïd
- Réveil Courrier

Votre abonnement à l'étranger :
Belgique :
(32) 2 744 44 33 - abonnements@saipm.com
USA-Canada :
(1) 800 363 1310 - expressmag@expressmag.com
Suisse :
(41) 022 860 84 01 - abonne@edigroup.ch

AIRFRANCE

SKYTEAM

FRANCE IS IN THE AIR

CIEL, ME VOILÀ !

SKYPRIORITY Profitez d'un service exclusif pour être prioritaire à l'enregistrement, à l'embarquement et au retrait de vos bagages.

AIRFRANCEKLM GROUP

AIRFRANCE.FR

France is in the air : La France est dans l'air. Sur les vols effectués par Air France, SkyPriority est réservé aux membres Flying Blue Gold et Platinum ou SkyTeam Elite Plus, aux passagers des cabines La Première, Business et Premium Economy, aux passagers voyageant avec un billet Flex sur les vols entre la France et l'Europe, l'Afrique du Nord ou Israël, aux passagers abonnés Air France HOP !

Une frontière sous haute tension

Cette femme lance un projectile en direction d'Israël, seul son keffieh la protège des gaz lacrymogènes. À Gaza, depuis mars 2018, un grand nombre de Palestiniens se rassemblent pour protester à la frontière. Ils demandent la levée du blocus strict imposé par Israël sur cette enclave d'environ 360 km², mais aussi le droit pour leurs familles de retourner sur les terres qu'elles ont quittées en 1948, à la création de l'État hébreu (*lire l'analyse d'*Asharq Al-Awsat** *p. 20)*. Et chaque vendredi, ces rassemblements donnent lieu à des heurts avec les soldats israéliens, qui répondent en lançant des grenades lacrymogènes mais aussi en tirant à balles réelles. Depuis mars 2018, plus de 300 Palestiniens ont perdu la vie dans le cadre de ces violences. Et la colère côté palestinien est montée d'un cran encore depuis que le Premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, en pleine campagne pour les élections législatives du 17 septembre, a promis d'annexer une partie de la Cisjordanie – *"où vivent près de 65 000 Palestiniens"*, selon le quotidien **Ha'Aretz** – si sa majorité était reconduite.**

Photo Said Khatib/AFP

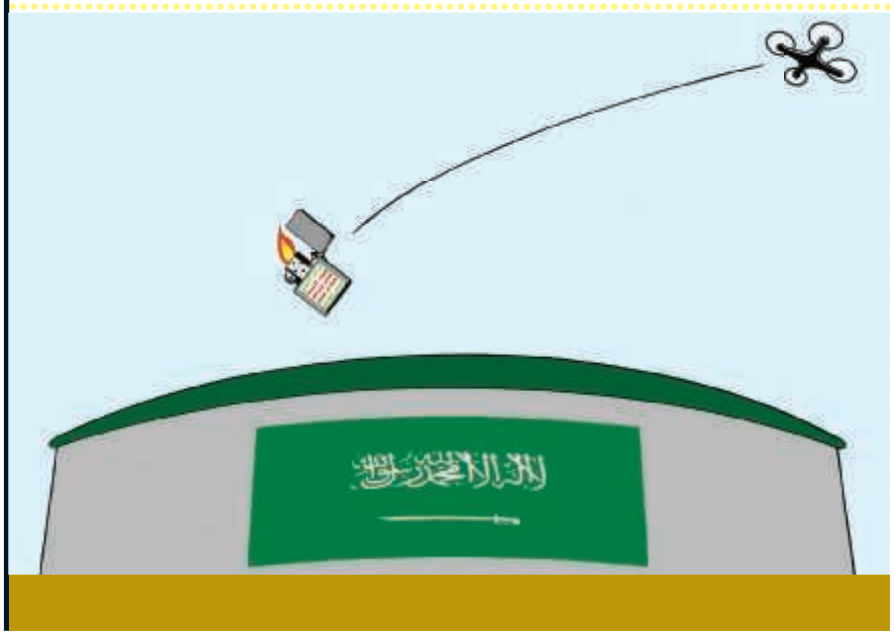
courrierinternational.com

Retrouvez tous les vendredis notre diaporama "Une semaine d'actu en photos". Et dans notre édition imprimée, chaque jeudi, la photo d'actualité la plus forte.

7 jours dans le monde

Arabie Saoudite. Le risque d'un embrasement

Avant les attaques d'installations pétrolières saoudiennes du 14 septembre, le président américain avait montré des signes de bonne volonté à l'adresse de Téhéran. Il en paie maintenant le prix, commente ce quotidien conservateur.



↙ *Sur la cuve, le drapeau saoudien et sa profession de foi musulmane. Dessin de* **Hachfeld** *paru dans* **Neues Deutschland,** *Berlin.*

—The Wall Street Journal *New York*

Depuis que le président Trump s'est retiré de l'accord de 2015 sur le nucléaire iranien, la République islamique teste la détermination des États-Unis par une escalade militaire dans tout le Moyen-Orient. L'implication probable de l'Iran dans les attaques de ce week-end contre des installations pétrolières saoudiennes marque une nouvelle phase dans cette entreprise de déstabilisation, et ce n'est pas un hasard si cela s'est produit alors que Trump envisage une approche plus modérée vis-à-vis de Téhéran.

ÉDITO

L'Arabie Saoudite a réduit sa production quotidienne de pétrole d'environ 5,7 millions de barils [soit plus de la moitié de sa production totale] après ces frappes. Les rebelles houthistes soutenus par l'Iran ont revendiqué ces attaques, mais le secrétaire d'État, Mike Pompeo, a tweeté que l'Iran était responsable et que *"rien ne [prouvait] que ces attaques venaient du Yémen"*. L'Iran rejette ces accusations, même si généralement il recourt à des alliés pour éviter toute confrontation directe. Or, il n'existe pas d'autres coupables plausibles.

On est au-delà d'un conflit local entre deux puissances régionales. Ces attaques ont entraîné une baisse de 5 % de la production pétrolière planétaire. Les Saoudiens ont promis de puiser dans leurs réserves pour compenser les pertes, mais les prix du pétrole pourraient augmenter et mettre à mal une économie mondiale déjà fragile si le royaume n'était pas capable de rétablir la production assez rapidement.

Cette attaque n'est qu'un nouvel épisode dans ce qui est déjà une guerre par procuration entre l'Iran et l'Arabie Saoudite, un important allié des États-Unis. L'étendue des dégâts conduit à se demander dans quelle mesure les Saoudiens sont capables de se défendre contre de futures attaques de drones. Le renseignement et la défense aérienne d'Arabie Saoudite ne semblent pas à la hauteur. Les recettes saoudiennes seraient pénalisées par une diminution de la production pétrolière, et les incertitudes ne manqueront pas de compliquer l'[imminente] introduction en Bourse de la compagnie pétrolière nationale, Aramco.

Même si ce ne sont pas les houthistes qui ont mené cette attaque, l'Iran soutient leur guerre contre une coalition arabe au Yémen [emmenée par Riyad]. Les houthistes sont devenus de plus en plus agressifs, attaquant des sites en Arabie Saoudite et des pétroliers en mer Rouge. Si les Saoudiens cèdent le Yémen aux houthistes, l'Iran aura gagné une nouvelle guerre par procuration, cette fois sur la péninsule arabique. Les Saoudiens sont loin d'être des alliés idéaux, mais les sénateurs américains qui veulent mettre fin au soutien américain à Riyad devraient songer que ce qui se profilerait est une domination régionale de l'Iran.

Les Iraniens, au même titre que les Saoudiens, sondent Trump. Ils testent sa détermination à exercer une "pression maximale", et ils perçoivent une certaine faiblesse. L'Iran a abattu un drone américain cet été, et Trump s'est refusé à une riposte militaire, malgré les conseils de son entourage. Par ailleurs, Trump a hâte de négocier directement avec le président iranien, Hassan Rohani, et Pompeo a émis l'idée d'une réunion sans caractère officiel entre les deux hommes lors de la prochaine Assemblée générale des Nations unies. Trump a même envisagé de reprendre l'idée du président Emmanuel Macron, à savoir celle de verser une ligne de crédit de 15 milliards de dollars aux mollahs pour leur meilleur comportement. Or, ce week-end, l'Iran a attaqué notre allié. Voilà comment il remercie les États-Unis de leur bonne volonté.

Les sanctions américaines ont pénalisé les exportations de pétrole brut de l'Iran, mais Téhéran gagne encore des centaines de millions de dollars d'autres produits pétroliers. Le sénateur Lindsey Graham soutient qu'il faudrait envisager des attaques directes contre les sites de production iraniens, et la République islamique doit savoir qu'une telle option n'est pas exclue.

La coalition saoudienne a aussi besoin de davantage d'aide pour intercepter les livraisons d'armes iraniennes aux houthistes. Les Américains redoutent à juste titre de s'impliquer davantage au Yémen, mais une victoire de l'Iran et la mise en place d'un régime inspiré du Hezbollah à Sanaa seraient contraires aux intérêts américains. Imaginez une nouvelle Syrie ou un nouveau Liban.

Trump pourrait également s'excuser auprès de [son ex-conseiller à la Sécurité nationale] John Bolton, qui avait averti à maintes reprises que l'Iran profiterait des manifestations de faiblesse de la Maison-Blanche. Bolton a donné sa démission la semaine dernière en raison de désaccords politiques, notamment sur l'Iran. Les événements de ce week-end donnent raison à l'ancien conseiller. Les pressions exercées par le gouvernement Trump avaient fonctionné jusqu'à présent. Y renoncer ne ferait qu'encourager Téhéran à prendre plus de risques militaires.—

Publié le 15 septembre

Une menace pour l'économie mondiale

L'envolée soudaine des prix du pétrole, le 16 septembre, survient au pire moment pour l'économie mondiale, s'inquiète le **Financial Times.** *"L'industrie est moribonde un peu partout dans le monde, le conflit commercial entre les États-Unis et la Chine n'est pas résolu et certaines économies parmi les plus importantes sont au bord de la récession"*, liste le journal financier britannique. Selon les économistes, l'attaque contre les installations pétrolières d'Abqaiq et de Khurais, en Arabie Saoudite, *"pourrait causer des dommages significatifs à l'économie mondiale si la hausse des prix qui en résulte devait durer au-delà de quelques mois"*.

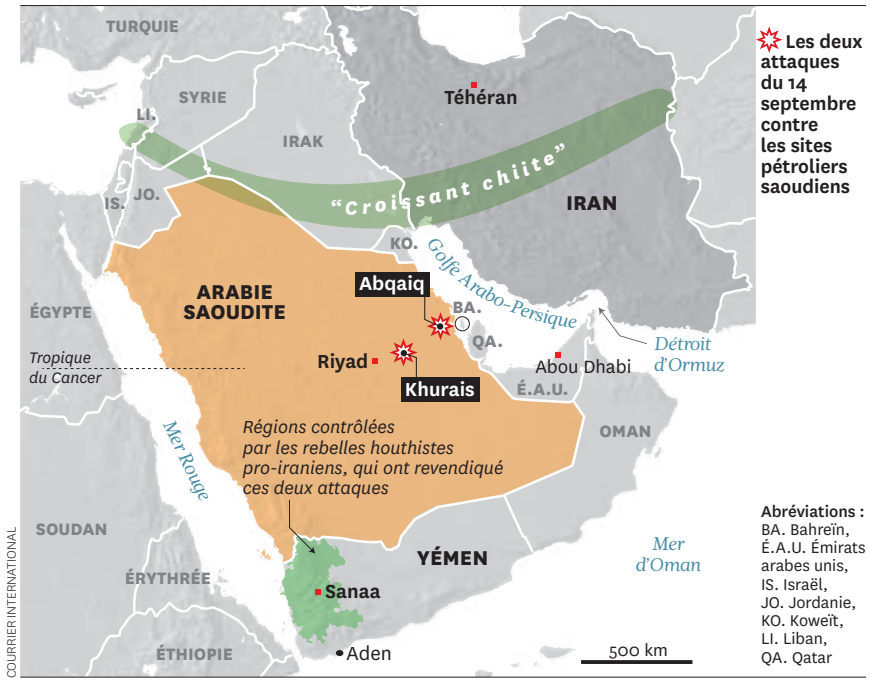
Au lendemain des frappes en Arabie Saoudite et de l'annonce de la réduction de la production quotidienne de 5,7 millions de barils, les prix de l'or noir ont crû de 20 %, le plus fort taux depuis l'invasion du Koweït par les troupes de Saddam Hussein, en 1990. Riyad s'est entretenu avec plusieurs membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et d'autres États pétroliers comme la Russie, indique le **Wall Street Journal.** Les autorités saoudiennes auraient signifié aux pays producteurs de pétrole qu'ils n'avaient pas besoin d'accroître leur production.

Réserves. Même si elles ont diminué ces dernières années, les réserves du royaume saoudien pourraient en effet suffire à continuer d'approvisionner ses clients, à condition que l'interruption dans sa production ne dure pas trop longtemps. Selon un analyste de Barclays cité par le journal des milieux d'affaires américains, ces réserves pourraient compenser le manque pendant trente-cinq jours.

La question cruciale pour l'économie mondiale est bien celle-là : de combien de temps l'Arabie Saoudite aura-t-elle besoin pour remettre en état ses installations ? Et en fonction de la réponse, il faudra accroître la production ou bien puiser dans les réserves ailleurs dans le monde.

Pour l'économie mondiale, les perturbations de la production saoudienne, si elles persistaient, seraient une mauvaise nouvelle. Même si les États-Unis résistent bien, l'économie chinoise, fortement dépendante des importations de pétrole, pourrait en pâtir. Et par conséquent, tous ses partenaires commerciaux, c'est-à-dire beaucoup de monde. En d'autres termes, la croissance mondiale.

— Courrier international



Des Saoudiens va-t-en-guerre mais vulnérables

Les attaques par drones contre des installations pétrolières ne sont pas les premières du genre. Mais ce sont les plus graves et elles montrent à quel point la défense du royaume est défaillante, commente la presse arabe.

Revue de presse

Jamais l'Arabie Saoudite n'a été confrontée à un événement de ce genre", écrit le grand quotidien de Djeddah **Okaz.** *"C'est un nouveau 11 septembre. Génération après génération, on a considéré que le premier ennemi était Israël, et que Moshe Dayan, Golda Meir ou Nétanyahou étaient l'incarnation du mal dans la région. Mais aujourd'hui, c'est l'Iran qui est notre principal ennemi." "Cette attaque révèle à quel point l'apathie internationale vis-à-vis de l'Iran est dangereuse"*, écrit pour sa part le grand quotidien international édité par les Saoudiens **Asharq Al-Awsat.** *"L'Iran dément évidemment être derrière, mais tout le monde sait que ce ne sont pas les Tigres tamouls qui ont commis cet acte, mais les agents de l'Iran. Peu importe si c'étaient les houthistes yéménites, une milice pro-iranienne ou le Hezbollah irakien. Tous sont l'émanation d'un même mal : Téhéran. Cette menace sur les approvisionnements de pétrole concerne le monde entier. Or la question qui se pose, surtout à l'Europe, est de savoir s'il faut s'habituer à ces agissements. Au nom de quoi ? Au nom d'un arrangement derrière lequel les Européens courent, entraînés par le doux rêveur Macron. [...] Il ne s'agit pas de partir en guerre fleur au fusil, mais de dire qu'à force de fuir ses responsabilités l'ennemi se convainc qu'il ne risque jamais de sanction. C'est pourquoi, de temps à autre, il faut sortir le bâton."*

Mais si la presse saoudienne se montre plus que jamais va-t-en-guerre contre l'Iran, la réalité est que ces attaques *"montrent la fragilité de la politique saoudienne"*, comme le titre le quotidien panarabe **Al-Quds Al-Arabi,** qui souligne que *"c'est la plus grave atteinte à la sécurité nationale que ce pays ait jamais subie"*. Qui plus est, *"cela intervient après les événements d'Aden, qui avaient déjà montré à quel point l'agenda saoudien était contraint, puisque Riyad avait dû s'incliner devant la nouvelle politique de son allié émirati, en sacrifiant des alliés sur le terrain yéménite [en août, dans la grande ville du sud du Yémen, les deux voisins, jusqu'alors alliés, se sont déchirés sur le statut futur du pays]. Et pour ce qui est des États-Unis, tout le monde a compris que la politique de Trump consiste à chercher des deals et non pas à faire la guerre. En résumé, les pseudo-alliés des Saoudiens, de Washington à Abou Dhabi en passant par l'Europe, les laissent seuls pour encaisser les coups et subir leurs échecs patents."*

Failles. Pour **Rai Al-Youm,** autre journal panarabe et franchement antisaoudien, cette *"opération de haut niveau de précision menée avec succès"* relance *"les migraines chroniques que provoque la question de la sécurité de l'Arabie Saoudite. Comment ces drones ont-ils pu atteindre leurs cibles, avec précision, dans une zone qui était censée être la plus protégée du pays, en raison de son importance stratégique, puisqu'elle concentre l'essentiel de la richesse du pays ? Comment se fait-il qu'ils n'aient pas été interceptés ?"*

Avant l'évocation par les Saoudiens et les Américains de la piste d'une milice chiite irakienne, les houthistes yéménites avaient revendiqué ces attaques. Pour le journal, ils font partie de ces groupes chiites qui *"forment un front dirigé par l'Iran, avec un haut degré de coordination, très opérationnels et complémentaires. [...] Le message qu'ils envoient est qu'ils peuvent frapper l'Arabie Saoudite n'importe où, même dans des endroits reculés, et que Riyad peut tuer toujours plus de Yéménites, mais qu'ils ne se rendront pas."*

Et *Rai Al-Youm* de rappeler que ce sont les troisièmes attaques depuis un an qui visent des installations pétrolières d'Aramco, et ce au moment où le géant finalise son entrée en Bourse : *"Qui va bien vouloir acheter maintenant des parts de cette compagnie pétrolière saoudienne que le prince héritier Mohammed ben Salmane avait promis d'ouvrir à des investisseurs privés ?"*

— Courrier international

La joie de Téhéran

Au lendemain des attaques contre deux raffineries saoudiennes, le quotidien iranien **Kayhan** ne cache guère sa joie face au malheur de Riyad, le rival sunnite régional de l'Iran chiite. *"La colonne vertébrale de l'Arabie Saoudite s'est brisée"*, a titré le journal ultraconservateur en une. En sous-titre, on peut lire : *"Les Al-Saoud et les États-Unis sont en deuil"*, l'Amérique étant un autre ennemi de la République islamique d'Iran. *Kayhan* ne se prive pas de rappeler *"la responsabilité des Saoudiens et de leurs soutiens occidentaux dans la crise au Yémen". "Voilà pourquoi toutes les conséquences de cette crise leur reviennent"* et *"rien ne changera cette vérité"*, assène le quotidien, tout en rejetant les déclarations américaines accusant l'Iran d'être à l'origine des attaques.

Un conflit inéluctable ?

"Les chances d'éviter un conflit dévastateur s'amenuisent au fil des incidents", prévient le quotidien britannique **The Guardian.** Jusqu'à présent, en arraisonnant des pétroliers dans le détroit d'Ormuz et en abattant un drone américain, l'Iran *"avait calibré ses attaques pour éviter une réponse militaire"*. Mais les frappes du 14 septembre pourraient tout changer – *"si Téhéran en est bien responsable"*. Même si l'Arabie Saoudite *"n'a pas les moyens techniques"* de mener une guerre et que *"la perspective semble peu attractive pour leur allié américain"*, le prince héritier Mohammed ben Salmane *"ne peut, politiquement, se permettre de rester inactif"*. En cas de riposte, *"les Iraniens répondraient encore plus fermement. C'est un cercle vicieux. Nous sommes dans une situation où personne ne veut de guerre mais personne ne sait non plus comment l'éviter."*

AFFAIRES ÉTRANGÈRES.
Christine Ockrent
SAMEDI 11H00-12H
franceculture.fr/
@Franceculture
En partenariat avec
Courrier international
france culture
L'esprit d'ouverture.

Les fumées de la discorde

INDONÉSIE — *"Sous un nuage de fumée"*, titre le 17 septembre **Koran Tempo** sur la photo d'un enfant traversant d'épaisses fumées qui se dégagent d'une plantation d'hévéas en feu dans le village de Soak Batok, sur la grande île de Sumatra, dans le nord de l'Indonésie. Depuis le début du mois, les incendies – sciemment déclenchés pour gagner de nouvelles terres agricoles – ont détruit plus d'un million d'hectares de forêt à Sumatra et Bornéo. Les fumées toxiques envahissent Singapour et Kuala Lumpur, en Malaisie, provoquant comme chaque année des tensions diplomatiques entre l'archipel et ses deux voisins.

Le plus vieil aïeul de l'araignée

PALÉONTOLOGIE – *"Une paire d'yeux en forme d'œuf, une ossature dorsale qui ressemble à une armure tranchante, ainsi que de nombreuses paires de membres qui pouvaient saisir, écraser et mâcher."* C'est ainsi que le réseau canadien **CBC** décrit le *Mollisonia plenovenatrix*, la créature fossile découverte en Colombie-Britannique et dévoilée dans la revue **Nature** le 11 septembre. Cet être à l'allure menaçante qui vivait il y a environ 506 millions d'années n'était pas plus grand qu'un pouce. C'est le plus vieil ancêtre connu des araignées et des scorpions.

Changement de cap

ITALIE – Le navire humanitaire *Ocean Viking* a été autorisé le 14 septembre à débarquer sur le sol italien les 82 migrants qu'il avait secourus. Une décision qui, souligne **La Repubblica,** marque une rupture nette avec la politique migratoire mise en place par l'ex-ministre de l'Intérieur Matteo Salvini. Peu après sa nomination, le gouvernement Conte II a en effet entamé des discussions avec la Commission européenne sur la répartition des demandeurs d'asile entre les États membres. Et, le 23 septembre, tous les ministres de l'Intérieur européens vont tenter, à Malte, de définir un nouveau cadre d'accueil des migrants.

Une présidentielle au forceps

ALGÉRIE — *"C'est parti !"* lance le 16 septembre **L'Expression**. La veille, le chef de l'État par intérim, Abdelkader Bensalah, a annoncé qu'un scrutin présidentiel se tiendrait le 12 décembre. Un scénario qui coïncide avec les exigences du chef de l'armée, Ahmed Gaïd Salah, prêt à recourir à la force pour imposer son calendrier. La rue, quant à elle, continue de s'opposer à une présidentielle organisée par les fidèles de l'ancien président Bouteflika.

35,88

C'EST, EN MILLIONS, LE NOMBRE DE PERSONNES ÂGÉES DE PLUS DE 65 ANS AU JAPON.

Soit près d'un tiers de la population (28,4 %), ce qui fait du Japon le pays du monde dont la population est la plus vieille, loin devant l'Italie (23 %). *"Cette proportion devrait atteindre 35,3 % en 2040"*, rapporte le Nihon Keizai Shimbun. L'âge de la retraite est aujourd'hui fixé à 65 ans. Mais, face à la pénurie de main-d'œuvre, le gouvernement envisage de le porter à 70 ans. *"Les personnes âgées jouent un rôle de plus en plus important sur le marché du travail"*, constate le journal économique.

TUNISIE

Un vote sanction

Le second tour du scrutin présidentiel se jouera entre deux candidats "antisystème". Un nouveau défi pour la transition démocratique de la Tunisie.

→ *Dessin de* **Willis,** *Tunisie.*

—Business News *(extraits)*
Tunis

Les dés sont jetés pour ce premier tour de l'élection présidentielle [qui s'est tenu le 15 septembre]. Et si une grande partie des Tunisiens s'attendaient à la victoire de Nabil Karoui [magnat des médias, surnommé le "Berlusconi tunisien", incarcéré depuis le 23 août pour blanchiment d'argent et fraude fiscale ; il arrive en deuxième position avec 15,8 % des voix], beaucoup ont été surpris par l'ascension de Kaïs Saïed [18,4 %]. Sans parti politique le soutenant officiellement, sans machine électorale apparente, ce candidat avare en apparitions médiatiques a réussi à dépasser tous les autres candidats, qui ont déboursé des millions de dinars pour leurs campagnes électorales et qui ont fait le show sur les plateaux des chaînes de télévision.

Mais qui est Kaïs Saïed ? C'est un universitaire et un juriste spécialiste en droit constitutionnel. Avec une quasi-absence de campagne médiatique et sans grands moyens financiers, Kaïs Saïed n'est pas un phénomène médiatique, mais un phénomène de société. Et s'il a réussi à gagner la confiance des Tunisiens, c'est parce que la majorité d'entre eux en ont eu assez de la classe politique. Certains estiment que Kaïs Saïed est capable de protéger les institutions de l'État.

Conservateur. Fort d'appuis parmi ses étudiants, Kaïs Saïed a déclaré qu'il n'y avait aucune motivation personnelle derrière sa candidature. Il s'est dit mû par le devoir envers son pays. Il estime que la classe politique actuelle a totalement échoué dans sa mission et qu'elle *"ne peut pas faire l'Histoire avec ses petites histoires"*. Connu pour son discours en langage littéraire à l'intonation saccadée [qui lui a valu le surnom de "Robocop"], Kaïs Saïed a pu se faire une image d'académicien spécialiste en droit constitutionnel, image qui reste tout aussi controversée puisqu'il ne détient pas le statut de professeur. Il a également pu gagner la sympathie de plusieurs conservateurs qui ont été séduits par ses positions fermes sur les questions relatives aux libertés individuelles, notamment, en ce qui concerne l'égalité dans l'héritage, la dépénalisation de l'homosexualité ou encore l'abolition de la peine de mort. Il a ainsi pu bénéficier d'une partie du réservoir électoral du parti Ennahda, notamment de la partie connue pour être l'aile dure du mouvement islamiste.

Kaïs Saïed envisage d'éliminer tout le système qui va le conduire, vraisemblablement, au pouvoir.

Mais au-delà de cet aspect, Kaïs Saïed se présente comme le candidat "antisystème". Il a annoncé qu'il est pour un changement total du système de gouvernance actuel, à commencer par la suppression des élections législatives. Il est pour l'élection de représentants locaux qui élisent à leur tour un représentant régional pour le Parlement.

Kaïs Saïed a créé la surprise pour une grande partie des Tunisiens. Le vainqueur de ce premier tour vient confronter la classe politique à une frange de la société dont elle ignore l'existence. Une frange qui a voté pour un homme qui donne une impression de rigueur, de fermeté, de conservatisme, le tout enveloppé par la stature d'un enseignant universitaire, expert en droit constitutionnel. Cette même frange a voté d'une manière démocratique pour un candidat qui, dans son programme, envisage d'éliminer tout le système qui va le conduire, vraisemblablement, au pouvoir.

—Sarra Hlaoui
Publié le 15 septembre

CONTROVERSE

Est-il souhaitable de retarder l'âge de la ménopause ?

Au Royaume-Uni, une clinique de Birmingham offre depuis peu à ses patientes la possibilité de congeler des tissus ovariens afin de les réimplanter au moment de la ménopause. Libération ou asservissement pour les femmes ? L'avancée scientifique divise.

OUI

C'est une révolution sexuelle

—The Times *(extraits) Londres*

Début août, nous avons appris une nouvelle stupéfiante : une clinique à Birmingham propose désormais aux femmes de retarder leur ménopause pour une durée allant jusqu'à vingt ans. Comment est-ce possible? En congelant du tissu ovarien prélevé grâce à une laparoscopie [quand la femme est encore en âge de procréer]. Au moment de la ménopause, l'échantillon est réimplanté, permettant ainsi de relancer la production d'hormones chez la femme concernée.

C'est une nette amélioration par rapport au traitement hormonal de substitution, mais c'est aussi une manière de prolonger la fécondité. Selon les médecins, les femmes pourraient avoir des enfants jusqu'à l'âge de 52 ans.

Ce serait une révolution si la procédure était un succès – elle est appliquée depuis le début des années 2000 chez les jeunes patientes cancéreuses, mais elle n'a été élargie aux autres femmes que tout récemment. Les femmes sont en effet otages de leur horloge biologique, une inégalité qui a des répercussions sur leur vie professionnelle (car il faut avoir une situation stable le plus vite possible) comme sur leurs relations avec les hommes (car l'équilibre des relations évolue à mesure que les choix à disposition des femmes se réduisent). L'égalité entre les sexes a fait un grand bond en avant dans les années 1960, quand la pilule contraceptive a donné aux femmes la possibilité de maîtriser un aspect de leur physiologie tyrannique. Aujourd'hui, peut-être pourront-elles en maîtriser un autre.

Mais on ne dirait pas, à en croire les réactions que la nouvelle suscite. Quasiment personne, quels que soient les camps politiques, ne s'en est réjoui. Les conservateurs craignent la surpopulation, la mise en œuvre d'une pratique "contre-nature" et la "sombre" perspective que des femmes âgées enfantent. Les féministes ont peur que les femmes subissent la cupidité du secteur qui vend des traitements contre la stérilité, ajoutant qu'il est répréhensible de chercher à changer le corps féminin au lieu de transformer la société, organisée autour de l'homme.

Ce sont des arguments qui valent la peine d'être examinés, mais j'aimerais préciser qu'ils n'ont rien de nouveau. Ils reviennent sur le tapis à chaque fois que l'on donne aux femmes une chance de maîtriser leur fécondité – avec la congélation des ovocytes depuis quelques années, en faisant appel à la FIV dans les années 1970, avec la pilule dans les années 1960 ou, au tout début du XXe siècle, avec les méthodes de contraception dites "barrières".

Vient d'abord la crainte que l'innovation soit "contre-nature". Suivent les préoccupations démographiques. Un peu plus tard, les avancées scientifiques sont acceptées, mais uniquement pour un usage thérapeutique. La société évolue rarement d'elle-même : ce sont souvent des innovations techniques qui la poussent à aller de l'avant. Les inquiétudes liées au fait de "changer" le corps féminin ne sont pas pertinentes, car elles omettent que ces avancées ont pris le contrôle accaparé par les hommes et l'ont donné aux femmes. Les femmes sont des adultes et savent appréhender les risques. Pourquoi ne pas les laisser tenter leur chance si elles le souhaitent? Affirmer qu'il faut absolument protéger les femmes de l'exploitation et non leur accorder l'autonomie est un réflexe ancestral. De plus en plus de femmes veulent retarder la maternité. Et si on respectait leur choix?

Les femmes ayant les moyens de bénéficier de ce traitement y feront appel en grand nombre, comme en témoigne l'histoire de la pilule. Mais une réaction négative du grand public risque d'empêcher les autres d'y accéder dans un premier temps. Après tout, les scientifiques savent depuis plus de dix ans retarder la ménopause : c'est une dizaine d'années passées à débattre dans des conférences médicales sur l'application de ces connaissances. Au Danemark, la procédure est déjà interdite, sauf chez les jeunes patientes cancéreuses. La prochaine révolution sexuelle frappe à la porte. Nous devrions l'accueillir à bras ouverts.

La pilule a donné aux femmes la possibilité de maîtriser un aspect de leur biologie tyrannique.

—Martha Gill
Publié le 7 août

NON

Changeons plutôt la société

—The Daily Telegraph *(extraits) Londres*

Dans le roman d'Oscar Wilde, *Le Portrait de Dorian Gray,* le héros vend son âme pour conserver la beauté de sa jeunesse, tandis que son portrait, à l'abri dans un grenier, subit les outrages du temps. Essayons maintenant d'imaginer une Dora Gray du XXIe siècle. Des scientifiques ont mis au point une technique terriblement ingénieuse consistant à congeler un échantillon des ovaires de Dora avant ses 40 ans. Alors qu'elle approchera de la ménopause, environ dix ans plus tard, celui-ci sera réimplanté dans le corps de Dora et libérera toutes les hormones qui la maintiendront jeune et en mesure d'avoir des enfants plus tard que n'importe quelle femme dans l'histoire de l'humanité.

Dora pourrait avoir la capacité de procréer pendant près de soixante ans. D'ici à 2040, les grands-mères seront une espèce en voie de disparition : si une femme n'a pas besoin de faire des enfants avant la quarantaine, voire la cinquantaine – tellement pratique pour mener à bien sa carrière! –, et qu'elle reste fertile jusqu'à au moins 70 ans, il est probable qu'elle sera déjà morte lorsque ses enfants deviendront à leur tour parents. Pourquoi Dora et ses contemporaines ne profiteraient-elles pas de cet avantage, le remède ultime contre le vieillissement? Mince, qui aurait envie d'être une vieille peau avec des bouffées de chaleur, des os fragilisés, une taille alourdie et des sautes d'humeur imprévisibles si l'on peut régler son horloge biologique à sa guise? Qu'en coûtera-t-il à Dora, en dehors de six décennies de tampons et de syndromes prémenstruels?

Ce n'est pas de la science-fiction, juste de la science. Une récente découverte en fertilité pourrait désormais permettre aux femmes de repousser la ménopause de près de vingt ans. Neuf femmes britanniques ont déjà testé la procédure proposée par la société ProFam (Protecting Fertility and Menopause). Cette nouveauté est incontestablement une bénédiction pour les femmes qui souffrent de ménopause précoce ou qui, comme deux de mes amies, ont subi une hystérectomie et sont précipitées du jour au lendemain dans le tourbillon de cet immense changement.

Je suis peut-être d'un naturel cynique, mais je ne peux pas m'empêcher de constater que tous les "progrès" qui permettent de modifier la physiologie des femmes pour mieux les adapter à un monde du travail largement pensé par et pour des hommes impliquent des expérimentations à long terme sur leur corps. Et si au lieu de cela on changeait radicalement le monde du travail pour permettre aux femmes d'interrompre (et de reprendre) sans crainte leur carrière et d'avoir leurs enfants à l'âge où la nature le leur permet?

De toute évidence, ce n'est pas ce vers quoi l'on se dirige. Pourquoi? Parce que ce n'est pas pratique pour le travail. Honnêtement, les filles, c'est beaucoup plus simple pour tout le monde si les femmes acceptent de modifier une horloge biologique remontant aux origines de l'espèce humaine.

Libérée de la folie des cycles menstruels, on ressent pourtant un incroyable sentiment de liberté. Je ne m'étais pas rendue compte du handicap que représentait le syndrome prémenstruel jusqu'à ce que j'en sois délivrée. Même si cette nouvelle procédure avait été une option, jamais je n'aurais payé 11000 euros pour retarder ma ménopause, sachant que je devrais alors la subir après mes 70 ans et vivre d'ici là avec toutes sortes de séquelles physiques ou mentales.

Ce n'est pas un hasard si les humains sont les seuls grands singes dont les femelles vivent longtemps après avoir perdu la capacité de procréer. Les grands-mères ont été un rouage essentiel dans l'évolution, tant pour la survie des petits que pour le bien-être du groupe. Et elles le sont toujours. Je ne peux pas imaginer un monde sans grands-mères, un monde privé d'une telle source de sagesse, d'attention et de perspective quant aux choses qui comptent réellement.

Dora Gray devrait vraiment se méfier de la tentation de retarder la ménopause au nom d'une jeunesse éternelle. Elle n'y perdrait peut-être pas son âme, mais elle raterait son entrée dans un âge où les caprices menstruels n'existent plus et où une femme peut être l'héroïne de la magnifique seconde partie de sa vie.

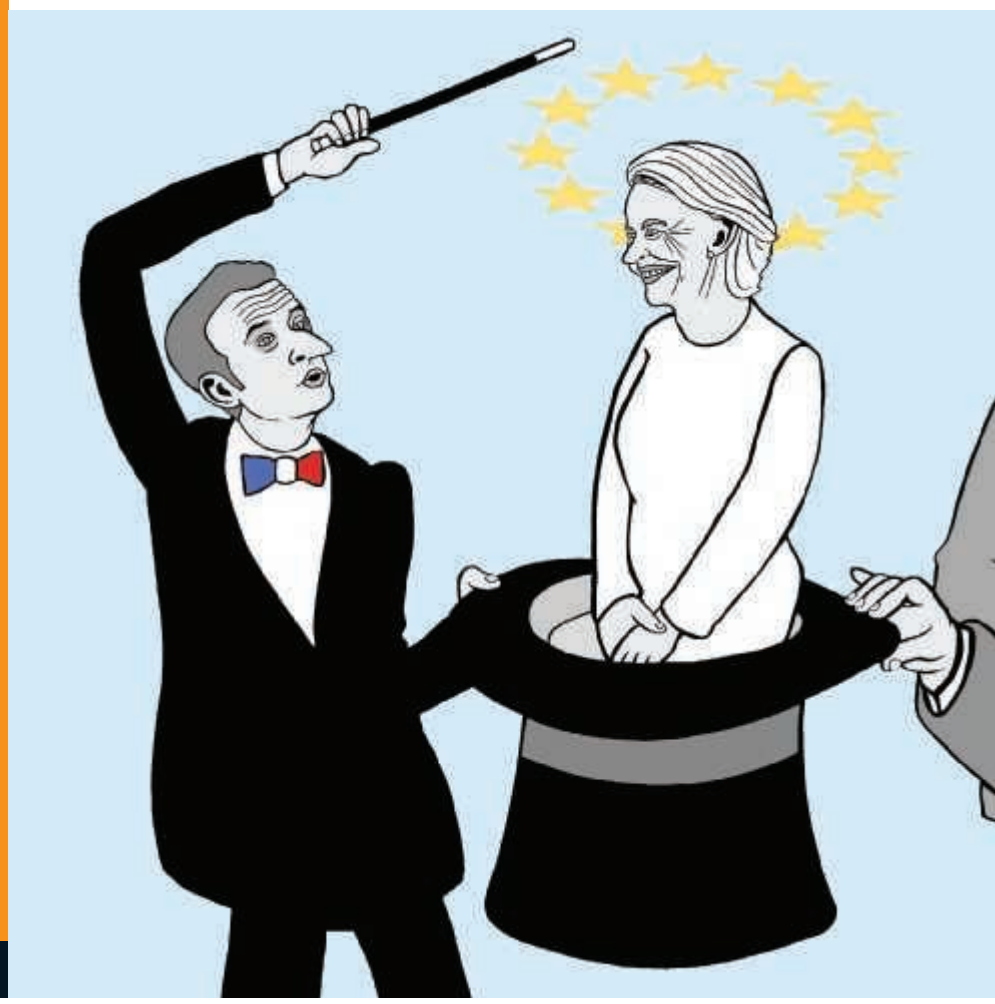
—Allison Pearson
Publié le 6 août

d'un continent à l'autre.
europe

Amériques..... 16
Moyen-Orient... 20
Afrique..... 24
France..... 26
Asie 28

UE. Le grand bluff d'Ursula von der Leyen

La présidente de la Commission n'a pas fait l'unanimité en présentant sa nouvelle équipe, constate la presse européenne. Le redécoupage des portefeuilles interroge, comme la création d'un commissaire à la "protection de notre mode de vie".



—Die Tageszeitung *Berlin*

Sur le papier, elle a fière allure, la nouvelle Commission d'Ursula von der Leyen. La première femme au sommet de la puissante autorité de Bruxelles a exaucé tous les souhaits que lui ont formulés les chefs d'État et de gouvernement de l'Union lors de sa nomination contestée en juillet.

La Commission est plus féminine, elle n'a échoué que de peu à atteindre la parité promise. Sur le plan politique, elle est assez équilibrée, même si les écologistes [groupe des Verts/ALE] y ont été à peine inclus, et la gauche [Gauche unitaire européenne, GUE/NGL] pas du tout. Et les Européens du Sud et de l'Est, jusqu'alors négligés, ont obtenu des postes importants.

Margrethe Vestager, Vera Jourova et Sylvie Goulard seront les nouvelles "femmes fortes" de Bruxelles – aux côtés de von der Leyen, qui tire toutes les ficelles. L'Est est valorisé avec le Letton Valdis Dombrovskis, le Sud avec l'Italien Paolo Gentiloni.

Quant à l'Irlandais Phil Hogan, il est désormais chargé du commerce, un message fort à l'adresse des Britanniques. Après le Brexit – si jamais il a lieu –, ces derniers comptent négocier un accord de libre-échange avec l'UE. L'Irlande se retrouve maintenant au premier rang.

Mais cette *"dream team"* a un problème : les postes sont taillés sur mesure individuellement pour chaque commissaire – non pour la cause, mais plutôt au profit de la personne, voire de l'État membre qu'elle représente. De plus, von der Leyen a inventé des titres qui sonnent bien, mais qui, considérés de plus près, s'avèrent n'être qu'un bluff sur les étiquettes.

Margaritis Schinas en est un exemple frappant. Le Grec, auparavant porte-parole en chef du président Juncker, devra s'occuper de *"protéger notre mode de vie européen"*. Derrière cette appellation ne se dissimule pas la culture ou l'alimentation, mais la défense contre les migrants "illégaux".

Cette *"dream team"* est taillée sur mesure pour chaque commissaire ou l'État membre représenté.

Rien d'étonnant à ce que cette nomination se heurte à une certaine résistance. Cette étiquette aurait quelque chose d'*"effrayant"*, a écrit Ska Keller, coprésidente du groupe des Verts au Parlement européen. Elle dit espérer que von der Leyen *"ne voie pas de contradiction entre l'aide aux réfugiés et les valeurs européennes"*. D'autres députés ont aussi l'intention de s'y opposer.

La nouvelle vice-présidente pour *"les valeurs et la transparence"*, la Tchèque Vera Jourova, se heurte elle aussi à des vents contraires. Elle est cofondatrice du parti populiste ANO, du Premier ministre Andrej Babis, soupçonné de fraude. Les Tchèques sont nombreux à considérer que le fait que Jourova soit justement chargée de l'État de droit et de la démocratie n'est pas sans une certaine ironie, et ils ne sont pas les seuls.

"L'économie au service des personnes" éveille également quelques doutes. Sous cette description séduisante du poste de Dombrovskis se cachent des questions aussi cruciales que la stabilité financière, les prestations de services financiers et l'union du marché des capitaux. Il s'agit plus d'une démocratie conforme aux marchés que de la protection des salariés.

La présidente de la Commission elle-même alimente une certaine dissonance cognitive. Elle promet plus d'engagement pour le climat et la protection sociale, et son discours devant le Parlement européen a parfois donné l'impression d'être tiré d'un programme "rouge-vert" [élaboré par sociaux-démocrates et écologistes], mais, dans la pratique, pour chaque nouvelle loi de l'UE elle veut en abroger une ancienne, ce qui, par le passé, s'est le plus souvent traduit par des coupes claires dans les prestations sociales.

Par ailleurs, elle a fait de la défense, de l'armement et de la "géopolitique" les nouveaux centres de gravité de la politique européenne. L'ancienne ministre allemande de la Défense veut même créer une nouvelle direction de *"l'industrie de la Défense et de l'armement"* et subventionner les arsenaux européens avec de l'argent de l'UE. Elle n'en avait rien dit lors de son audition. Encore aujourd'hui, elle n'adopte pas une position claire. La devise de sa Commission est : *"Une Union qui veut réaliser plus."* Reste à savoir quoi.

—Eric Bonse
Publié le 11 septembre

SOURCE

DIE TAGESZEITUNG
Berlin, Allemagne
Quotidien, 49 400 ex.
taz.de
Né en 1979 à Berlin, "le quotidien" s'est rapidement imposé comme l'organe de la gauche alternative, des féministes, des écologistes, des pacifistes et des grands débats de société.

↓ *Emmanuel Macron, Angela Merkel et Viktor Orbán entourent Ursula von der Leyen. Dessin de* **Hachfeld** *paru dans* **Neues Deutschland,** *Berlin.*

Pourquoi il faut protéger notre mode de vie européen

Vu d'Italie. Selon le quotidien romain *Il Messaggero,* l'intitulé du commissariat chargé des questions migratoires est tout à fait légitime.

—Il Messaggero *Rome*

C'est scandaleux. C'est si scandaleux que les apôtres du politiquement correct ont dû faire front commun contre ce qu'ils ont pris comme une attaque envers leur hégémonie, qui semblait pourtant incontestable. Le fait est que la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a confié au commissaire chargé des Migrations, le conservateur grec Margaritis Schinas, le portefeuille de "protection du mode de vie européen". La décision a suscité l'indignation : *"c'est de droite"*, voire *"d'extrême droite", "c'est du racisme", "du néocolonialisme", "de la xénophobie"*.

Les réactions outrées d'Amnesty InternationaI, de Human Rights Watch, du Parti socialiste européen et de LREM n'ont pas tardé, tout comme celles du peuple des réseaux sociaux et d'ONG de tout acabit. Car oui, parler d'un "mode de vie européen" cacherait, allez savoir pourquoi, un irrépressible besoin d'imposer l'apartheid aux migrants. C'est ce dont sont persuadés les indignés, en tout cas. L'impérialisme serait de retour. Les chantres du multiculturalisme se doivent donc de monter au créneau pour réparer cet affront. Comme si chaque civilisation n'avait pas son propre mode de vie (mais a-t-on encore le droit de dire "civilisation" ?).

La souveraineté de l'Europe, c'est avant tout la volonté de défendre son identité.

L'UE en perte de vitesse. Les plus modérés se contentent de dire qu'on ne sait pas vraiment ce que c'est, ce "mode de vie européen". On ironise : *"Plutôt bière ou plutôt vin ? Porc ou poulet ? Patates ou choucroute ? Tongs ou sandales ?"* Mais il n'y a rien de plus facile à définir que le mode de vie européen. C'est un mode de vie fondé sur la démocratie, la liberté, l'État providence, la culture, le droit, la modernité, l'Antiquité, la laïcité, et la sécurité. L'Europe est le continent le plus riche de tout cela, et elle entend bien le rester. Et l'on nous dit qu'il ne faudrait pas défendre ce patrimoine que l'on a construit à grand-peine, depuis la Rome antique en passant par le siècle des Lumières, entre grandes guerres et grands idéaux ? Bien sûr que si !

La souveraineté de l'Europe, c'est avant tout la volonté de défendre son identité. C'est une façon de prouver que l'Europe n'est pas *"gouvernée par des poules mouillées"*, comme l'ont dit Salvini et bien d'autres. C'est peut-être peine perdue, et la *Soumission* décrite par Houellebecq et le politiquement correct auront peut-être raison de la Commission européenne, mais il ne faut pas perdre espoir. Changeons de ton (sans s'arrêter à l'étiquette d'un commissariat européen, à supposer qu'elle survive à ce tollé), prenons au sérieux ceux qui parlent d'une perte de vitesse de l'Europe et faisons en sorte que la conscience de la force culturelle et la glorification de ce "moi" européen puissent devenir des leviers pour accueillir et intégrer… mais que ce soit selon nos propres règles, nos propres valeurs. Des règles et des valeurs desquelles nous ne devons pas avoir honte.

Benoît XVI lui-même affirmait que pour survivre l'Europe avait besoin de s'accepter elle-même. Peut-être ses positions trouvent-elles un écho chez sa compatriote allemande Ursula von der Leyen, dont la décision fait tant enrager les bien-pensants. Mais ne nous attardons pas sur le pape et son fameux discours de Ratisbonne [prononcé en 2006], de peur que quelqu'un ne lance l'anathème *"c'est un réac !"*.

Le mode de vie européen interdit à un père d'imposer un mari à sa fille, que ce soit pour des raisons religieuses ou familiales. Il permet à chacun de se vêtir comme il l'entend, de suspendre une croix au mur, sans que celle-ci ne dicte la loi. Dans son ouvrage *De la France,* Emil Cioran affirme : *"Qui trop embrasse falsifie le monde."* Certes, Cioran était un pessimiste notoire, mais pourquoi ne pas nous embrasser nous-mêmes, ne serait-ce qu'un petit peu plus ? L'histoire montre bien que nous le méritons.

—Mario Ajello
Publié le 12 septembre

"Protéger contre les populistes"

●●● À la suite des polémiques qui ont accompagné la nomination du commissaire chargé de "protéger notre mode de vie européen", Ursula von der Leyen a précisé sa pensée. La future présidente de la Commission a affirmé que "protéger le mode de vie européen" signifie *"construire une UE faite d'égalité, où tout le monde a les mêmes opportunités, l'instruction et les compétences nécessaires pour vivre et travailler avec dignité"*.
Il ne s'agit donc pas de se "protéger" des migrations, mais plutôt *"des antieuropéistes"*. *"Nous avons vu des puissances extérieures interférer avec nos élections, et des populistes essayer de nous déstabiliser. Nous ne devons pas permettre à ces forces de s'approprier la définition de mode de vie européen et d'en changer la signification."*

amériques

États-Unis. Les récrés pour adultes font le plein d'adeptes

Non, les jeux de cour de récréation ne sont pas réservés aux enfants. De Seattle à Greensboro, les grandes personnes se pressent pour s'amuser ensemble et retrouver leurs sensations d'enfance.

→ *Dessin de* **Martirena,** *Cuba.*

—The Wall Street Journal *(extraits) New York*

Enfant, Colleen Fazio se souvient qu'elle avait peur du ballon lorsqu'elle jouait à la balle au prisonnier dans la cour de récréation. Vingt ans plus tard, ce sentiment n'a pas tellement changé. *"J'ai ressenti la même peur enfantine"*, explique la jeune femme aujourd'hui âgée de 24 ans, après une partie de dodgeball – une version pour adultes de ce jeu de cour d'école. *"La seule différence, c'est qu'on était tous plus âgés."* Certains adultes revivent aujourd'hui des souvenirs d'enfance – bons ou mauvais – au cours de ce que l'on appelle des "récrés pour adultes".

Cet été, un millier de personnes sont venues un samedi dans le parc Cal Anderson de Seattle pour participer à une récré pour adultes proposant des parties de kickball (un mélange de base-ball et de football), de marelle et de speedball (une sorte de jokari) ainsi que pour partager des nuggets de poulet et des croque-monsieur. *"J'ai repensé à la dernière fois que je m'étais vraiment amusé, et ce sont ces jeux d'enfance qui me sont venus à l'esprit"*, explique Clay Lundquist, responsable de l'agence d'événementiel Center Stage Entertainment Marketing, qui organisait cette récréation pour adultes.

En Caroline du Nord, la municipalité de Greensboro a décidé d'organiser une récré pour adultes dans un des parcs de la ville en juillet. Parmi les activités proposées, des parties de Twister et divers jeux de ballon tout droit sortis des cours de récréation.

Avec 600 participants, l'événement a dépassé les attentes des organisateurs. Certaines activités ont eu davantage de succès que d'autres : *"Nous n'avons pas eu autant d'amateurs de hula-hoop qu'escompté"*, reconnaît Jennifer Hance.

Les récrés pour adultes rencontrent un tel succès dans les villes de Kokomo et Tipton, en plein cœur de l'Indiana, que la branche locale de l'organisation à but non lucratif United Way a prévu d'organiser plusieurs autres sessions après un premier événement sponsorisé au mois de septembre.

Cherchant à réveiller l'enthousiasme pour des jeux comme le très populaire cornhole [qui consiste à lancer des sacs de grains de maïs sur une cible percée d'un trou], la porte-parole d'United Way, Bailey Franklin, a posté un message en ligne avec ces mots : *"Vous vous souvenez de ce que vous ressentiez enfant quand la cloche de la récré sonnait ?"*

Certaines récrés pour adultes se déroulent en intérieur, comme à Akron, dans l'Ohio, où une bibliothèque a commencé depuis l'an dernier à organiser des récrés mensuelles accueillant une trentaine d'adultes en manque de jeux de construction et de pâte à modeler.

Par un récent après-midi, un groupe – essentiellement des retraités – s'est retrouvé dans la bibliothèque pour jouer aux osselets et au Yam's avec d'énormes dés en mousse. *"Ça n'a pas arrêté de rigoler,* raconte Tonya Gardella, responsable de la bibliothèque. *Je pense sincèrement que cela permet d'utiliser une autre partie du cerveau, celle du jeu et de l'amusement."*

Ces activités peuvent se révéler physiquement éprouvantes. À Greensboro, Jennifer Hance s'est réveillée pétrie de courbatures après avoir fait une course d'obstacles dans des châteaux gonflables. *"On se lance en se disant qu'on peut le faire, sauf qu'on n'a plus 12 ans"*, résume-t-elle.

À Seattle, Clay Lundquist dit employer des balles plus molles que celles utilisées dans de nombreuses cours de récréation.

À San Francisco, Oliver Chang, fondateur de la Play Recess league ["ligue de la récré"], se souvient d'un joueur qui s'est blessé au genou en essayant d'imiter une technique d'un joueur de football américain pour attraper un Frisbee.

Il y a aussi des moments où l'on a besoin que quelqu'un fasse l'adulte. Oliver Chang, par exemple, a dû interdire le *bunting* – une technique de frappe de balle – dans les parties de kickball, car des équipes plus expérimentées que d'autres en abusaient. Les adultes animés d'un certain esprit de compétition utilisent souvent cette technique.

Ces activités peuvent se révéler physiquement éprouvantes pour les grandes personnes.

"C'est l'exact opposé de l'esprit que je voulais créer pour ces récrés", souligne Oliver Chang.

Âgé de 38 ans, cet entrepreneur du bâtiment a créé les Play Recess en 2010 avec l'idée de pratiquer une activité différente chaque semaine. Avec au départ 50 adhérents, son groupe est passé à 500 membres, qui s'acquittent chacun de la somme de 74 dollars.

Outre ses jeux d'enfance préférés, Conor Eusterman, membre de l'équipe Boozing and Losing ["boire et perdre"], explique qu'ils pratiquent d'autres activités comme des chasses au trésor.

Un après-midi, nous retrouvons Oliver Chang occupé à disposer des cônes jaunes et rouges sur un terrain du parc du Golden Gate à San Francisco, tandis qu'un assistant apporte deux gros sacs de ballons pour un tournoi de balle au prisonnier devant opposer huit équipes.

Entouré de joueurs portant les couleurs de leur équipe, Oliver rappelle certaines règles. *"Ne prenez pas la balle pour l'envoyer dans la tête de quelqu'un, ça ne comptera pas"*, dit-il, précisant que chaque joueur doit s'éloigner de trois pas par rapport à la ligne de démarcation au début de chaque partie. Puis il donne le coup d'envoi. Pour le premier de sept matchs, l'équipe des Truly Unruly ["les vrais turbulents"] en maillots bleus affronte les Flying Squirtles ["les Carapuces volants", du nom d'un personnage de la série de jeux vidéos Pokémon], vêtus de maillots verts.

Les Flying Squirtles succombent au bout d'à peine quarante-cinq secondes, tous les joueurs étant éliminés soit en étant touchés par un des six ballons en jeu, soit après qu'un joueur adverse a capturé leur ballon. L'équipe réussit néanmoins à remonter la pente durant les matchs suivants. À la fin, au lieu de retourner en classe, les joueurs mettent le cap sur un bar du quartier pour se lancer dans une autre compétition : le cup stacking ou l'empilage de gobelets vides. *"C'est là qu'on est vraiment les meilleurs"*, conclut un participant.

—Jim Carlton
Publié le 19 août

C’est juste un selfie.

Un selfie qu’on peut envoyer à toutes les copines.
Juste en appuyant sur un bouton.
Un selfie qui peut arriver en un clin d’œil chez les copines
du coin de la rue et chez celles à l’autre bout du monde. Truc de fou.
Et si les garçons le voient aussi, c’est pas grave.
Et les copains des copains des garçons ?
Ceux avec qui on n’a pas forcément envie de partager ce moment.
C’est juste un selfie, un petit moment intime et sympa.
Qui devrait toujours rester intime et sympa.

Nous avons tous de grands pouvoirs.
Nous avons tous de grandes responsabilités.
bienvivreledigital.fr

Vous rapprocher
de l’essentiel

orange™

Kit mains-libres recommandé.

↙ *Dessin de* **Cristina Sampaio** *paru dans* **Die Presse,** *Vienne.*

MEXIQUE

Marre du pillage dans la mode!

Nombre de designers de mode se saisissent de l'univers graphique d'ethnies amérindiennes. Une sénatrice mexicaine réclame une loi pour protéger les droits de ces communautés.

—**Gatopardo** *Mexico*

Une icône mondiale de la mode présente sa nouvelle collection. Les broderies et les motifs inspirés de l'artisanat traditionnel mexicain sont les vedettes de ses pièces. Certains se réjouissent qu'elle ait utilisé des trésors de la culture mexicaine dans des vêtements qui seront portés dans le monde entier, d'autres l'accusent d'avoir plagié des œuvres d'une valeur immense et exigent des sanctions.

Carolina Herrera et sa collection croisière 2020 se sont trouvées [en juin dernier] au centre d'une polémique qui mêle l'appropriation culturelle, l'hommage à une culture et le plagiat. La styliste vénézuélienne a été accusée d'avoir utilisé à son profit le travail de certains peuples autochtones, notamment les Otomis, de Tenango de Doria, l'une des 84 municipalités de l'État d'Hidalgo [au centre du Mexique].

Aucun droit. Ce n'est malheureusement pas la première fois que le patrimoine d'un peuple autochtone se trouve au cœur d'un conflit. En 2015, la marque française Isabel Marant causait un scandale similaire en copiant les motifs des blouses traditionnelles des femmes de Santa María Tlahuitoltepec, dans l'État d'Oaxaca [dans le sud du pays]. Les créateurs de mode, aussi bien étrangers que mexicains, s'abritent derrière l'argument de l'inspiration et assurent que leur travail ne porte pas atteinte aux racines des traditions mexicaines.

"Ils disent qu'ils rendent hommage à ces cultures, mais ils vendent ce qu'ils fabriquent et en tirent de l'argent : ils en font donc un usage commercial", déclare Susana Harp Iturribarría, sénatrice de l'État d'Oaxaca et membre du parti Morena [Mouvement de régénération nationale, fondé par Andrés Manuel López Obrador]. *"L'argument de l'inspiration est ridicule"*, assène-t-elle.

La richesse des cultures autochtones est incontestable et fait la fierté du Mexique. Le pays compte aujourd'hui 68 ethnies, qui possèdent des langues, des croyances et des traditions différentes, faisant du Mexique une mosaïque exceptionnelle de couleurs, d'histoires, d'odeurs et de saveurs.

Pourtant, la situation des peuples autochtones est catastrophique. Ils n'ont aucun droit d'auteur sur leurs formes d'expression culturelles et identitaires, et donc aucun contrôle sur leur utilisation et leur exploitation. La loi mexicaine ne les protège pas contre les abus dont ils peuvent être victimes de la part de certaines industries, comme la mode ou le design. Et Harp d'insister : *"Aller parler avec les communautés et travailler avec elles, voilà ce qui aurait été un vrai hommage."*

L'article 159 de la loi mexicaine sur la propriété intellectuelle dit que *"l'utilisation d'œuvres littéraires, artistiques, d'art populaire ou artisanal est libre de droits"*.

Il est *"inconcevable qu'une loi mexicaine contienne une disposition pareille"*, déplore Harp, qui est entrée au Sénat le 1er septembre 2018 et a derrière elle une carrière de chanteuse consacrée à promouvoir la culture mexicaine sur les scènes du monde entier. Aujourd'hui, elle défend aussi le patrimoine culturel des peuples autochtones du Mexique.

Elle propose donc une loi pour la sauvegarde des savoirs, de la culture et de l'identité des communautés et des peuples autochtones et afro-mexicains afin de lutter contre toute appropriation, utilisation ou exploitation commerciale non autorisée des éléments de leur patrimoine intangible. Cette loi établit un principe de droit collectif, à la différence des actuelles lois sur la propriété intellectuelle, fondées sur les droits individuels.

Susana Harp est indignée que quelqu'un *"puisse prétendre qu'il 's'inspire' d'un travail alors qu'il ne fait que le copier"*. *"Parmi tous les artisans avec qui je me suis entretenue, aucun ne m'a dit qu'il ne voulait pas que son travail soit connu*, lance-t-elle. *Mais la façon dont croisière 2020 a fait connaître le travail de ces artisans n'a tout simplement pas été correcte."*

La sénatrice rappelle qu'en 2015 une belle collaboration avait vu le jour entre la marque [Carolina Herrera] et les artisans amérindiens. L'Association des amis du musée d'Art populaire de Mexico (MAP) avait aidé la créatrice à réaliser une édition spéciale de son célèbre sac Matryoshka. Mais à la différence de ce qui s'est passé pour croisière 2020, c'est la communauté de Tenango de Doria qui avait effectué le travail de broderie, et celui-ci avait été reconnu à sa juste valeur. Herrera avait même reversé à la communauté un pourcentage des ventes du sac.

> **"Ils disent qu'ils rendent hommage à ces cultures, mais ils en tirent de l'argent."**
> **Susana Harp Iturribarría,** SÉNATRICE DE L'ÉTAT D'OAXAC

Début juin, la ministre de la Culture mexicaine, Alejandra Frausto, a été l'une des premières voix à s'élever pour demander à Carolina Herrera des explications sur son usage du patrimoine des peuples autochtones.

Dans une lettre, elle a exigé que la marque dise sur quels fondements elle s'est appuyée pour se permettre *"d'utiliser des éléments culturels dont l'origine est clairement établie"*, et en quoi *"cette utilisation est avantageuse pour les communautés à l'origine de ces éléments"*.

Le styliste Wes Gordon, qui est à la tête de la direction artistique de Carolina Herrera et à l'origine de la collection croisière 2020, s'est défendu en soutenant qu'il avait voulu rendre hommage à *"la richesse de la culture mexicaine"*. Pour Harp, dire une chose pareille, c'est se moquer du monde.

La sénatrice insiste également sur la responsabilité des acheteurs : *"Carolina Herrera peut proposer ce qu'elle veut, mais le Mexique et le monde entier peuvent décider de ne pas acheter ses pièces."*

Beaucoup de marques mexicaines et étrangères savent travailler avec les communautés autochtones et les traitent avec respect, poursuit-elle. L'un des meilleurs exemples est donné par la créatrice [mexicaine] Carla Fernández.

Carla Fernández travaille main dans la main avec les artisans mexicains. Les techniques de tissage et de broderie sont à la base de ses modèles, et non de simples éléments décoratifs. Les artisans sont présents à toutes les étapes du processus, depuis la création jusqu'à la répartition de la rémunération. *"Les communautés autochtones veulent ces collaborations, mais conduites de façon correcte*, souligne l'intéressée. *Environ 90 % de celles avec lesquelles je travaille sont venues d'elles-mêmes me proposer de développer ensemble de nouveaux projets et d'élargir le marché."*

Patrimoine vivant. Aujourd'hui, explique-t-elle, beaucoup de stylistes du monde entier collaborent avec des communautés autochtones aussi bien à l'étape de la création que de la fabrication. Les artisans reçoivent en échange une rémunération équitable, et les labels, les vidéos et les photos font connaître leur patrimoine et leur savoir-faire.

Carla Fernández applaudit la proposition de loi déposée par Susana Harp. *"Ce sera un précédent très important, non seulement pour le Mexique mais pour le monde entier*, affirme-t-elle. *C'est le patrimoine vivant des peuples autochtones qui est en jeu."*

"La mode est aujourd'hui l'une des industries les plus polluantes de la planète, ajoute-t-elle. *Cela est dû en grande partie au manque de respect pour ce qui est fait à la main."* Ainsi, de grandes marques comme Carolina Herrera, Louis Vuitton, Dior, H&M ou Zara, qui ont déjà été accusées de plagiat, ne veulent pas travailler avec les communautés. Et la créatrice de s'interroger : *"Comment se fait-il que de toutes petites marques indépendantes soient capables de travailler avec les communautés autochtones, de payer les artisans et de saluer leur travail, et pas les géantes?"*

—Samantta Hernández Escobar

Publié le 25 juin

L'accès aux soins pour tous : un défi à relever ensemble.

Sandrine Silvestre est chargée des relations avec les personnes qui souhaitent transmettre leurs biens à Médecins Sans Frontières. Pour elle, chacun peut jouer un rôle décisif dans la mission de l'association et relever ce formidable défi : être toujours là, pour soigner ceux qui en ont besoin.

©Vincenzo Livieri

Quelle est la mission de Médecins Sans Frontières ?

Médecins Sans Frontières fournit un accès aux soins aux personnes victimes de catastrophes naturelles, de conflits armés ou d'épidémies, pour défendre ce qui devrait être un droit universel : l'accès aux soins pour tous. Pour nous, il est intolérable qu'une mère perde son bébé faute d'un suivi médical adapté ou qu'un malade ne prenne plus ses médicaments parce que les stocks manquent. Même si les Conventions de Genève qui dictent les règles en matière de protection des civils et des personnels humanitaires lors de conflits ne sont pas respectées, nous continuerons d'être là, d'alimenter en médicaments des structures de santé et de soigner.

D'où proviennent les ressources de Médecins Sans Frontières ?

98,8 % des ressources de Médecins Sans Frontières proviennent de donateurs individuels et de testateurs, c'est à dire des personnes qui nous transmettent leurs biens après leur décès. Cela nous permet d'agir en toute indépendance.

Quelle est la différence entre léguer et donner ?

Le legs est un don fait par testament qui prend effet au décès du testateur, contrairement à la donation qui permet de donner de son vivant. Une assurance-vie peut également être transmise par un legs ou être donnée au cours de sa vie.

Qui sont les personnes qui choisissent de transmettre leurs biens à Médecins Sans Frontières ?

Les personnes qui nous contactent pour évoquer avec nous un projet de transmission ont des parcours de vie très différents. Certaines d'entre elles ont découvert Médecins Sans Frontières sur le terrain, au cours d'un de leurs voyages, d'autres ont fait carrière dans le domaine médical, d'autres encore soutiennent Médecins Sans Frontières de génération en génération… Il n'y a pas deux histoires qui se ressemblent et pas de profil type de testateurs. Le fait de transmettre ses biens est un acte personnel, propre aux envies, aux convictions et à l'histoire de chacun.

Comment accompagnez-vous les testateurs dans leur projet de transmission ?

Les personnes que je rencontre me confient parfois leur parcours de vie et leurs motivations. Mon rôle est de les écouter avec attention et bienveillance et de m'adapter à chaque situation pour leur proposer un accompagnement sur mesure. Je réponds à leurs interrogations, leur transmets des documents d'information et, si nécessaire les mets en relation avec nos experts du pôle juridique, legs et donation pour les questions plus spécifiques. Je suis disponible par e-mail, par téléphone, à domicile ou dans nos locaux pour rencontrer ceux qui le veulent et qui souhaitent savoir comment soutenir durablement une mission qui leur tient à cœur. Mon travail est d'autant plus passionnant que chaque projet de transmission est différent et intimement lié à des histoires personnelles.

LEGS - DONATIONS - ASSURANCES-VIE / Demande de documentation gratuite et confidentielle

À renvoyer à Sandrine Silvestre service Relation testateurs - Médecins Sans Frontières 14-34 avenue Jean-Jaurès 75019 PARIS.

☐ **Oui, je souhaite recevoir sans engagement de ma part, votre documentation sur les legs, donations et assurances-vie.**

MES COORDONNÉES

Prénom : ..... Nom : .....

Adresse : .....

Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : .....

E-mail .....@.....

©MSF

Sandrine Silvestre, chargée des relations testateurs, répond à vos questions en toute discrétion.

TÉL : 01 40 21 57 00
E-MAIL : relations.testateurs@paris.msf.org

Les informations recueillies dans ce formulaire sont destinées au département de la collecte de dons et aux tiers mandatés par MSF à des fins de gestion interne et pour faire appel à votre générosité. Elles ne sont conservées que pendant la durée strictement nécessaire à la réalisation de ces finalités.
Ces données peuvent faire l'objet d'un transfert, notamment vers un pays en dehors de l'Union Européenne, qui sera encadré par les garanties appropriées requises par la règlementation sur la protection des données. Conformément au RGPD et à la Loi Informatique et Libertés, vous disposez de droits sur vos données (accès, rectification, suppression, limitation, portabilité, opposition) quant à leur traitement et à leur utilisation à des fins de prospection, que vous pouvez exercer en nous écrivant par e-mail à donateurs@paris.msf.org ou par courrier à 14-34 avenue Jean Jaurès - 75019 PARIS. Pour plus d'information, vous pouvez consulter notre politique de confidentialité disponible sur notre site internet.

LEGS 1901

Reconnue d'utilité publique, Médecins Sans Frontières est habilitée à recevoir des legs, donations, assurances-vie exonérés de droits de succession.

MEDECINS SANS FRONTIERES

moyen-orient

Palestine. Désacraliser la cause

Si le combat pour les Palestiniens est aujourd'hui dans l'impasse, c'est parce qu'il a été sacralisé par des régimes autoritaires arabes pour étouffer les critiques. Il est temps de le soumettre au débat.

↙ *Dessin de* **Ramsés,** *Cuba.*

—Asharq Al-Awsat
(*extraits*) *Londres*

Lorsque l'Iran se fait passer pour le "porte-parole" de la Palestine, cela montre qu'il y a un problème avec la cause palestinienne. Et les Iraniens ne sont pas les premiers à s'attribuer cette fonction. Bien avant eux, le président syrien Hafez El-Assad [1970-2000] était déjà passé maître dans ce domaine. Lui qui avait tué plus de Palestiniens qu'Israël, lui qui avait divisé l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) pour la noyer dans une guerre qui s'était soldée par la terrible défaite de 1982 [avec l'invasion israélienne du Liban] et qui avait conduit l'OLP à se rendre, exsangue, à la table des négociations d'Oslo, celui-là même avait continué de jouer la comédie, s'érigeant en "représentant" des Palestiniens.

Quant à Bachar El-Assad, succédant à son père non seulement à la tête de la mal nommée "République" syrienne, mais aussi dans le rôle usurpé de "représentant" de la Palestine, il n'a pas cessé de nuire aux Palestiniens, comme en témoigne la destruction du camp de réfugiés palestiniens de Yarmouk [en 2018, au sud de Damas].

Quelle est donc cette équation qui fait que n'importe qui peut se prétendre "représentant" de la Palestine, quand bien même ses actes suggèrent tout autre chose? Il y a surtout un dysfonctionnement dans les cerveaux et dans les cœurs arabes.

C'est probablement la manière dont on évoque le sujet, depuis des générations, qui est principalement en cause. Car les régimes arabes, et plus particulièrement les régimes militaires, l'ont dépouillé de sa dimension politique pour en faire une cause sacrée. Le but était de la préserver de toutes ces questions très terre à terre que sont la construction de l'État, le développement de la société et la gestion concrète du quotidien pour améliorer les conditions de vie. La cause étant "sacrée", il fallait la prendre en bloc, sans rien ajouter, ni retrancher, ni modifier.

Toute critique, tout débat sérieux apparaissaient dès lors comme un outrage ou une trahison. C'est ainsi qu'à chaque fois que quelqu'un lance un obus sur Israël [de la bande de Gaza ou du Liban], on présente cet acte comme annonciateur du début de la fin de l'État juif. Alors qu'en réalité ce sont bien les Arabes qui encaissent les coups.

Les escarmouches entre Israël et le Hezbollah au mois d'août [et les cris de victoire du Hezbollah] ne sont qu'une farce de plus. Mais il n'y a rien d'étonnant à ce qu'on se réfugie dans les mystifications quand on se sent vaincu et quand on est profondément résigné. Dès 1948, la question palestinienne a servi à l'Égypte, à l'Irak et à la Jordanie pour justifier leurs politiques étrangères et régionales respectives. Cette appropriation a pris une telle dimension qu'elle est devenue un élément essentiel de la légitimité intérieure des régimes autoritaires qui se revendiquaient du nationalisme panarabe.

Tuer le pluralisme. Facteur aggravant, même les dirigeants palestiniens se sont laissés entraîner par le discours sacralisant. Ce qui a eu pour résultat que leur travail politique, qui par définition ne relève pas du sacré, a paru obsolète. Ils ont produit le strict minimum de pensée politique pour justifier leur ligne de conduite, alors qu'il en aurait fallu un maximum. Ils ont usé et abusé de mots d'ordre creux et ont été réduits à mener des politiques contradictoires. Cela les a surtout rendus peu crédibles face à leurs adversaires politiques.

Pour ce qui est des Palestiniens vivant en Israël [dans les frontières de 1948] et qui voudraient avoir accès à la politique au lieu d'être abreuvés de mythes, ils sont interdits de cité. Et s'ils osent prendre la parole, ils sont accusés de jouer le jeu de la "normalisation avec Israël".

Aujourd'hui, la cause palestinienne paraît comme sclérosée. Pis, elle ne peut plus s'articuler avec d'autres luttes sociales ou culturelles, toute autre cause apparaissant fatalement comme concurrente. Elle est devenue un instrument d'une grande efficacité pour tuer le pluralisme, réduire à néant le débat et renforcer tout régime autoritaire. Ce n'est donc pas un hasard si cela a produit un état d'esprit à la Hamas, propice à toutes les surenchères.

Aujourd'hui, avec l'impasse dans laquelle se trouvent les Palestiniens face à la violence d'Israël et à la perspective d'un "deal du siècle" [le plan américain assez biaisé de Trump] totalement inique, il apparaît que, pour raviver la cause palestinienne, il faut la repolitiser, la soumettre à nouveau au débat, l'interroger et se féliciter à chaque fois qu'elle suscite des désaccords.

Car tel est le cas de toute cause. Au minimum, cela rendra impossible que n'importe qui puisse s'autoproclamer "représentant" de cette cause qui est, encore aujourd'hui, adulée de tous mais instrumentalisée par n'importe qui. Il est grand temps que cette mascarade cesse.

—Hazem Saghieh
Publié le 16 septembre

Mais où est donc la Terre promise ?

●●● Ils étaient 400 000 réfugiés palestiniens au Liban. Ils ne sont plus que 174 000. Les discriminations, exclusions et politiques d'intimidation menées par les différents gouvernements de Beyrouth ont fait fuir les Palestiniens vers d'autres terres plus clémentes. Début septembre, des dizaines de milliers de Palestiniens ont manifesté devant les ambassades du Canada, d'Australie et de l'Union européenne pour demander l'asile humanitaire. Au cours des derniers jours, 24 000 Palestiniens ont postulé pour un visa d'immigration à l'ambassade canadienne à Beyrouth. Mais une rumeur propagée sur les réseaux sociaux commence à les séduire, révèle **Al-Modon.** Il y aurait un vaste territoire situé entre l'Égypte et le Soudan, et qui n'est sous la juridiction d'aucun des deux pays, qui pourrait accueillir tous les réfugiés de la terre. Les Palestiniens commencent à rêver de ce pays imaginaire.

TV5MONDE présente

20h de direct, 18 destinations, 5 continents :

Rendez-vous le 26 septembre sur TV5MONDE !

Avec les créations de Marc-Antoine Coulon

Diffusion sur les 9 chaînes de **TV5MONDE** à partir de 5h00.

#lapistedelafrancophonie

Illustrations : Marc-Antoine Coulon

Avec le soutien de Organisation internationale de la francophonie, Intelsat, Bateaux Mouches et la participation de Culture, 60

En partenariat avec france•tv, Radio-Canada, rtbf.be, RTS Radio Télévision Suisse, Télé-Québec, TV5 et rfi

ÉGYPTE

À l'école, l'islam exclut

La mainmise de la religion majoritaire sur l'enseignement favorise le croyant au détriment du citoyen égyptien. Et accentue les rancunes interconfessionnelles.

IKON-IMAGES

↙ *Dessin de* **Gary Waters,** *Royaume-Uni.*

—Daraj *(extraits) Beyrouth*

Nous étions élèves en première année du secondaire et nous avions à peine onze printemps au compteur. Un de nos camarades, qui était chrétien, a soudainement disparu de l'école pendant deux semaines sans que personne ne s'enquît de la raison, ni de ce qu'il était devenu. C'est qu'il n'avait pas vraiment d'amis proches. Personne ne savait où il habitait. Et que dire de la direction de l'école, qui n'en avait cure. Elle s'intéressait tout au plus à ceux qui, notamment les chrétiens, demandaient de se voir accorder le statut d'élève dispensé de présence à l'école. Ils pouvaient alors rester à la maison et ne venir qu'aux dates des examens.

Personne n'avait remarqué que cet élève chrétien vivait une crise existentielle dans le coin où il était acculé par une politique d'exclusion. Il ne pouvait que se sentir rejeté par nos comportements, qu'ils fussent délibérés ou inconscients. Il était assis au dernier rang, seul. Il se retirait sur la pointe des pieds, mi-honteux, mi-défaitiste, lors des cours de religion, sans que l'enseignant ne l'honore d'un seul regard, jusqu'à disparaître derrière la porte pour se retrouver, là encore, seul dans un sombre couloir.

Aujourd'hui en Égypte, sur la façade des écoles, ainsi que sur les murs intérieurs, il y a quantité de panneaux avec des inscriptions coraniques et des hadiths [actes et paroles attribués à Mahomet] pour véhiculer des valeurs islamiques, y compris, il est vrai, des valeurs d'entraide et d'amour du prochain. Reste qu'ils consacrent la prédominance d'une seule identité, d'une seule autorité morale, laissant l'élève chrétien dans le rôle du subalterne. Il en va de même pour le manuel d'arabe, obligatoire pour tous les élèves, dont les leçons contiennent des textes coraniques et des récits édifiants d'inspiration musulmane. Des textes que les élèves, tous les élèves, doivent apprendre par cœur pour passer en classe supérieure à la fin de l'année.

J'ai feuilleté le [manuel d'éducation islamique] imposé par le ministère de l'Éducation pour la dernière année de collège en 2018-2019. Un des chapitres est intitulé : *"L'heure [dernière] et ses affres : le Jugement dernier et ses terreurs"*. Puis, dans un texte à propos d'une sourate du Coran, on peut lire : *"Les gens ne pensent pas à l'autre monde. Ils ne pensent pas qu'ils seront les uns récompensés, les autres châtiés. Le Jugement dernier les attend, mais ils oublient ce jour terrible qui viendra pour eux, parce qu'ils se laissent emporter par les tentations de ce bas monde."* Puis l'auteur fait l'exégèse d'une autre sourate, qui parle des menteurs *"qui refusent d'écouter les avertissements, jusqu'au jour où ils sont pris dans la tourmente. Ils crient, hurlent et demandent clémence. Mais gare à eux! L'heure du repentir est passée."*

L'islam règne en maître à l'école, en tant que système fermé et totalitaire.

De ce flot de violence symbolique et morale se dégage une vision sinistre et effrayante du monde, qui écrase toute rationalité chez les élèves "bons croyants". Soumis à un tel matraquage, ils ne savent plus où donner de la tête, et finissent par se retourner contre autrui. Les interdits et contraintes qu'on ancre dans leurs têtes les mettent sous pression constante. Pour eux, la religion est synonyme de peur et d'inquiétudes, quelque chose d'obscur qui s'insinue dans leur âme, sans pitié et sans relâche. Comme le silencieux d'un revolver.

Les perdants. C'est ainsi que, selon les manuels religieux en vigueur dans les écoles égyptiennes, il n'y a qu'une seule [vraie] religion. Toutes les autres sont considérées comme des fausses pistes, si ce n'est comme un pur mensonge. Ce qui entraîne son lot de *takfir* [déchéance de statut de musulman] et de procès en impiété. La vraie religion, c'est l'islam, un point c'est tout. Ceux qui n'en font pas partie sont rejetés et ostracisés sans recours possible, marginalisés et exposés à la peur d'être la victime d'un soudain accès de violence confessionnelle.

Ainsi, de par ces manuels, l'islam règne en maître à l'école, en tant que système fermé et totalitaire, imposant sa marque sur l'identité des élèves, définissant leurs comportements et leurs valeurs, déterminant leur vision de l'État, de la société, de la culture et de l'art, ainsi que des autres.

Puis, en troisième année de collège, les élèves étudient la sourate Al-Imran, qui est sans équivoque : *"Quiconque cherche une religion autre que l'islam ne sera pas accepté, et il sera parmi les perdants dans l'autre monde."* Ainsi enseigne-t-on aux élèves que le destin d'environ 10 % de la population égyptienne [les chrétiens] est d'être "parmi les perdants". Le fond du problème est qu'on a affaire en fait à un État confessionnel, un État qui divise ses citoyens en catégories selon leur appartenance confessionnelle.

Cela étant dit, côté minorité chrétienne, le même phénomène se produit. Et dans les écoles du dimanche, dans l'église où l'élève s'enferme pour compenser son sentiment d'être perdu et rejeté par les musulmans, on lui inculque le même esprit intransigeant.

—Karim Shafiq

Publié le 13 août

ÉGYPTE

Parler de la Shoah au Caire

Il a fallu que des officiels israéliens se félicitent qu'une pièce de théâtre sur l'Holocauste ait été jouée au Caire pour provoquer l'ire des internautes arabes.

—Al-Modon *(extraits) Beyrouth*

C'est une pièce de théâtre qui a la particularité de traiter de l'Holocauste. Intitulée *Sobibor*, elle a été montée au mois d'avril dernier par une troupe d'étudiants de l'université Ain Shams [au Caire]. Pourtant, c'est aujourd'hui que la pièce fait l'objet d'une polémique, depuis que des responsables israéliens ont publié des messages sur Twitter, remerciant l'équipe qui a organisé les représentations. Le chef de la direction des affaires égyptiennes au ministère des Affaires étrangères israélien, Lior Ben Dor, en a fait l'éloge.

Or tout le monde n'est pas du même avis. Les réseaux sociaux du monde arabe ont vu fuser les condamnations, surtout chez ceux qui se proclament "militants contre la normalisation" des relations avec Israël : *"Cette pièce est la preuve que le sionisme a infiltré l'université et le théâtre égyptiens."*

"Qu'est-ce que le monde arabe a à faire avec l'Holocauste, pour qu'on fasse des pièces de théâtre sur le sujet? Hier, on a appris qu'un mémorial a été érigé au Maroc, et aujourd'hui on apprend qu'il y a ça en Égypte", écrit un autre [faisant référence à une construction sauvage érigée par un Allemand près de Marrakech, et détruite depuis].

Alors que l'Égypte entretient des relations diplomatiques avec Israël depuis 1979, la plupart des intellectuels arabes, à l'instar de l'éditorialiste palestinien Yasser Al-Zaatreh, considèrent que l'événement révèle *"l'empressement des gouvernements arabes à normaliser les relations avec l'État hébreu"*. D'autres accusent leurs gouvernements de tout faire pour que les jeunes générations oublient la cause palestinienne.

Mais le metteur en scène de la pièce en question, Mohamed Zaki, invite ceux qui le critiquent à regarder la pièce en entier avant de juger. Il rejette les accusations et explique qu'elle traite du camp d'extermination de Sobibor, où des prisonniers juifs ont été enfermés pour des travaux forcés avant d'être torturés et tués, et tourne autour de la question suivante : "Comment une personne qui a subi la torture peut-elle à son tour devenir tortionnaire?"—

Publié le 7 septembre

QUAND
VOUS REFERMEZ
UN MAGAZINE,
UNE NOUVELLE VIE
S'OUVRE À LUI.

EN TRIANT VOS JOURNAUX,
MAGAZINES, CARNETS, ENVELOPPES,
PROSPECTUS ET TOUS VOS AUTRES
PAPIERS, VOUS AGISSEZ POUR UN MONDE
PLUS DURABLE. DONNONS ENSEMBLE
UNE NOUVELLE VIE À NOS PRODUITS.
CONSIGNESDETRI.FR

CITEO
Le nouveau nom d'Eco-Emballages et Ecofolio

afrique

Libye. D'où vient l'argent du maréchal Haftar ?

Pour couvrir ses dépenses de guerre et divers frais de fonctionnement, le maréchal Khalifa Haftar, l'homme fort de l'est libyen, a plus d'une corde à son arc : contrebande pétrolière, saisie de biens ou encore exportation de ferraille.

CAGLE CARTOONS

↙ *Dessin d'***Emad Hajjaj** *paru dans* **Alaraby Aljadeed,** *Londres.*

—The Independent *Londres*

La propriété de bord de mer est située juste à l'ouest de la deuxième plus grande ville libyenne, Benghazi. C'est un petit joyau en matière de développement, tout au bord de la Méditerranée, qui pourrait être source de richesse lorsque ce pays d'Afrique du Nord aura résolu ses nombreux problèmes. Mais un beau jour de 2017, son propriétaire est convoqué par un officier de l'Armée nationale libyenne (ANL), dirigée par le chef de guerre Khalifa Haftar, pour s'entendre dire qu'une autorité financière obscure du nom de Comité militaire d'investissement et de travaux publics [CMITP] avait besoin de son bien.

Par peur pour sa propre sécurité et de crainte de ne plus pouvoir assurer sa subsistance, le propriétaire a rapidement accepté l'offre de vente à un prix dérisoire. De fait, de nombreux dissidents libyens ayant croisé le chemin de l'ANL ont disparu ou ont été forcés de fuir pour échapper à la mort. *"Ils n'ont pas besoin de faire grand-chose,* explique un chercheur, qui s'est entretenu avec l'ancien propriétaire à l'occasion d'un voyage en Libye. *Ils peuvent proférer une menace directe ou vous prier de vous rendre dans un certain bureau où on vous rappellera les règles du jeu, ou encore ils peuvent envoyer un groupe armé à la propriété pour s'en emparer de facto."*

Khalifa Haftar, le controversé militaire et homme fort qui dirige actuellement le siège de la capitale, Tripoli, bénéficie de l'appui militaire des Émirats arabes unis, de l'Arabie Saoudite et de l'Égypte, et du soutien politique de la Russie et de la France dans sa tentative depuis cinq ans de conquérir ce pays riche en pétrole. Cependant, pour financer l'effort de guerre, payer des dépenses comme celles d'un lobbyiste auprès de Washington et satisfaire les appétits de ses officiers, il se serait mis lui aussi à pratiquer ce que les critiques appellent des *"activités commerciales prédatrices"*, la plupart du temps par l'entremise du Comité militaire d'investissement et de travaux publics, un organe quasi légal qui permet l'expropriation de biens immobiliers ou leur rachat à bas prix, ainsi que la vente de matières premières à l'étranger.

Haftar se serait mis à pratiquer des *"activités commerciales prédatrices"*.

Trafics. Il s'avère difficile de mesurer exactement la valeur des biens et revenus du CMITP. Un chercheur estime cependant qu'il pourrait contrôler des actifs d'une valeur de 5 à 10 milliards de dinars libyens [entre 3,2 et 6,4 milliards d'euros], et indique qu'il pourrait disposer d'un patrimoine total d'au moins 1 milliard de dollars [0,9 milliards d'euros] générant des revenus annuels de plusieurs dizaines de millions de dollars. Ses mécanismes de financement supposés couvrent un large éventail d'activités. Des biens immobiliers ont été saisis sous prétexte qu'ils étaient nécessaires pour garantir la sécurité nationale. Des hommes d'affaires se voient extorquer de l'argent. Du carburant est vendu en contrebande à l'étranger. Un audit réalisé en 2017 par le gouvernement libyen estime à 5 milliards de dollars par an le montant de ce dernier trafic.

ENQUÊTE

Par ailleurs, des chefs d'entreprise ont vu leurs entrepôts confisqués, démontés et vendus à l'état de ferraille, selon le rapport intitulé *Predatory Economies in Eastern Libya* ("Économies prédatrices dans l'Est libyen"), publié en juin par l'ONG Global Initiative Against Transnational Crime. L'organisme de recherche a pu se procurer un document de 2018 montrant que l'exportation d'une seule cargaison de ferraille pouvait rapporter près de 750 000 dollars [plus de 677 000 euros].

Le CMITP ne paie ni taxes ni frais et fait l'objet d'une surveillance minime.

"C'est un moyen direct et non dissimulé utilisé par les chefs de l'ANL pour militariser des éléments clés de l'économie [dans l'est de la Libye], explique Jalel Harchaoui, spécialiste de l'Afrique du Nord à l'institut Clingendael, un groupe de réflexion néerlandais. *Le CMITP est une entité qui permet à des hauts gradés et, sans doute, à des fils de généraux de posséder carrément des ports, des exploitations agricoles ou des opérateurs de télécommunication."* L'organisme ne paie ni taxes ni frais, à l'inverse d'une entreprise normale, et fait l'objet d'une surveillance minime, contrairement à des fonds publics d'investissement comme l'Autorité libyenne d'investissement, qui gère un portefeuille de biens immobiliers et d'actions appartenant techniquement à l'État.

Il semble que le CMITP n'ait de comptes à rendre qu'à Haftar. Sur sa page Facebook, on peut voir des photos d'officiers aux cheveux blancs en train de discuter. Son site, des plus élémentaires, ne contient aucune explication sur son rôle ni de détails sur ses participations ou des informations de contact. Nous avons essayé de joindre à maintes reprises le fonds et son porte-parole, que nous avons contacté via la page Facebook du CMITP. Il n'a finalement répondu à aucune des questions posées, après avoir accepté dans un premier temps d'échanger avec nous, et a cessé de répondre à nos messages plus d'une semaine avant la publication de cet article.

rfi
PARIS 89 FM
LAURENT BERTHAULT, FRÉDÉRIQUE LEBEL, CATHERINE ROLLAND
ACCENTS D'EUROPE
DU LUNDI AU VENDREDI 18H40
En partenariat avec Courrier international

© A. Ravera

"Ils n'aiment pas parler ni partager des infos, explique un spécialiste qui réside en Libye mais qui a souhaité ne pas être cité directement de peur de s'attirer les foudres de l'ANL. *Ils savent à quel point tout cela paraît louche vu de l'extérieur."* Cependant, le chercheur souligne aussi que le CMITP fait parfois l'objet de jugements partiaux ou exagérés. En effet, depuis novembre 2018, les autorités civiles dans l'Est libyen ont quelque peu jugulé son activité, et les tribunaux se sont à plusieurs reprises opposés à ses tentatives d'outrepasser les règlements. *"En dehors de quelques pratiques prédatrices mineures, la plupart de ses activités s'inscrivent désormais dans un cadre légal,* dit le spécialiste. *Quand le comité a essayé de n'en faire qu'à sa tête, cela n'a pas marché. Il a été remis au pas. Aussi s'efforce-t-il désormais de faire en sorte que ses activités soient conformes à la législation concernant les investissements militaires, adoptée l'an dernier."*

Le CMITP a pour président le général Mohamed Al-Madani Al-Fakhri, l'un des adjudants les plus fidèles de Khalifa Haftar, et son conseil d'administration comprend d'autres hauts gradés appartenant au camp du maréchal. Selon les spécialistes, le comité posséderait parmi ses actifs des installations de chargement et de déchargement des cargos au port de Benghazi, ainsi que des exploitations agricoles, ce qui lui donnerait la possibilité d'exercer un monopole sur les leviers économiques stratégiques que sont les importations et la production alimentaire.

Confiscation. Par ailleurs, l'organisme a publié récemment une déclaration indiquant qu'il prenait en main l'entrée des étrangers sur le sol de l'Est libyen, ce qui lui donne, en fait, les moyens de suivre à la trace les entrepreneurs étrangers et de leur extorquer éventuellement des fonds.

"Cela a commencé par la confiscation d'immeubles, explique le chercheur, qui a préféré garder l'anonymat pour ne pas mettre en danger ses sources. *Mais aujourd'hui, c'est davantage organisé, et le mouvement s'accélère du fait de la volonté de l'ANL de trouver des revenus et du désir de certains commandants de gagner de l'argent."* Les besoins financiers de l'ANL se sont accrus en effet ces derniers mois. L'immense fortune pétrolière libyenne reste aux mains de la Banque centrale, qui, malgré la guerre civile, a conservé son indépendance et continue de verser les salaires du secteur public, les retraites, et à financer des institutions publiques comme les hôpitaux. L'ANL a essayé à plusieurs reprises de mettre le grappin sur la Banque centrale et sur la compagnie nationale pétrolière libyenne [Libyan National Oil Company, NOC], mais en vain.

Après avoir s'être emparé de l'est et du sud de la Libye à l'issue de près de cinq années de guerre par intermittence, l'ANL, avec Haftar à sa tête, a lancé en avril une nouvelle offensive pour prendre le contrôle de la capitale, Tripoli. Mais, malgré la promesse d'une rapide victoire faite à ses soutiens, le conflit s'enlise depuis maintenant plus de cinq mois, acculé dans une impasse sanglante, alors que les appuis de Haftar au Caire, à Riyad et à Abou Dhabi donnent des signes d'impatience.

Pillage. Bien que les alliés arabes du chef de guerre libyen lui fournissent un soutien militaire et diplomatique, il semblerait qu'ils ne lui donnent pas d'argent, le laissant se débrouiller tout seul pour financer ses aspirations militaires et reconstruire l'est de la Libye après des années de guerre. Or, en plus des soldes à verser à ses quelque 70 000 combattants, Haftar doit régler les services d'une société de lobbying de Houston qui, pour 2 millions de dollars, doit l'aider à atteindre ses *"objectifs diplomatiques"* vis-à-vis de Washington, d'après un contrat conclu avec elle cette année, selon des documents du Trésor américain.

Aux yeux des spécialistes, le CMITP est une manière de donner une apparence de légalité et d'ordre au pillage des ressources qui serait commis par les alliés et les combattants de Haftar. Ce fonds n'est pas sans rappeler les efforts déployés par le mentor, et semble-t-il modèle, de Haftar, le président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi, pour faciliter l'infiltration de l'armée dans l'économie, et fait penser également à l'action des fondations religieuses en Iran, qui ont confisqué les maisons et les biens d'hommes d'affaires. *"Ils ne cachent pas que le modèle égyptien est source d'inspiration pour eux afin de rendre l'ANL aussi indépendante financièrement que possible et pour diversifier ses sources de revenus",* explique le chercheur.

Certains redoutent que le CMITP soit un indicateur de la manière dont la Libye pourrait être dirigée sous Haftar, qui a reçu l'appui implicite du président américain, Donald Trump. *"Je pense que ce n'est pas bon,* dit Ahmed Sharksi, un militant de 29 ans originaire de Benghazi, qui vit maintenant en exil en Tunisie. *Là où les militaires sont impliqués au quotidien dans la gestion d'un pays, il y a beaucoup de mécontentement vis-à-vis de leur action. Toute organisation qui ne fait pas l'objet d'une surveillance attentive peut déraper."*

—Borzou Daragahi

Publié le 8 septembre

Contexte

●●● Le 4 avril, l'homme fort de l'Est libyen, le maréchal Khalifa Haftar, lance une offensive pour prendre le contrôle de Tripoli. Mais l'autoproclamée Armée nationale libyenne (ANL) qu'il mène se heurte à la résistance des forces soutenant le gouvernement d'union nationale (GNA) dirigé par Fayez Al-Sarraj. Installé à Tripoli en mars 2016 avec le soutien des Nations unies, le GNA bénéficie de la loyauté des diverses milices qui se partagent le contrôle de Tripoli, y compris les forces venues de la puissante ville de Misrata. Après près de six mois de combats, aucun des deux camps n'a pu annoncer avoir gagné du terrain.

Il semblerait que les alliés arabes du chef de guerre libyen ne lui donnent pas d'argent.

COMMANDEZ DÈS MAINTENANT

Agenda 2019-2020

La rédaction de *Courrier international* a imaginé pour vous un agenda original !

- Format : 145 mm x 210 mm
- Une double page par semaine
- Couverture rigide
- Ruban marque page

9,90 € Frais de port offerts

Grand Atlas 2020

Un ouvrage indispensable pour comprendre le monde.
– Plus de 100 cartes inédites et mises à jour ;
– Un tour d'horizon complet des grands enjeux internationaux.

- Format : 203 mm x 296 mm
- 144 pages.

19,90 € Frais de port offerts

BON DE COMMANDE

A retourner accompagné de votre règlement à :
Courrier international - Service VPC - A2100 - 62066 Arras Cedex 9

Agenda 2019-2020	9,90 €	x	exemplaire(s)	=	€
Grand Atlas 2020	19,90 €	x	exemplaire(s)	=	€
Frais de port offerts					0€
			Total	=	€

Mes coordonnées : VCO19BA1507

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM .....

PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CP |_|_|_|_|_| VILLE .....

Je règle par chèque à l'ordre de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, téléphonez au service Clients au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 h à 18 h)

Offre valable dans la limite des stocks disponibles en France métropolitaine jusqu'au 31/12/2019.
**Réception chez vous environ trois semaines après la prise en compte de votre commande. RCS Paris 344 761 861 000 48.En retournant ce formulaire, vous acceptez que Courrier international, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles ou écrivez à notre Délégué à la protection des données - 80, bd Auguste-Blanqui – 75707 Paris cedex 13.*
Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par Courrier International avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir de propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre. ☐

france

↙ À Oyonnax, au lycée Arbez-Carme, chez l'outilleur LMT Belin et chez PRP Creation.
Photo Andrea Mantovani/The New York Times

Emploi. À Oyonnax, au cœur du paradoxe français

The New York Times s'est rendu dans la Plastics Vallée, dans l'est de la France, où l'industrie de la plasturgie peine à recruter. La France affiche pourtant un taux de chômage parmi les plus élevés d'Europe.

—The New York Times *New York*

Disséminées au milieu d'une vaste plaine alpine, des centaines d'usines fabriquent des bouteilles de parfum en plastique, des pièces automobiles et des outils industriels. Des camions traversent les montagnes, embarquant dans leurs flancs des milliers de produits manufacturés destinés à l'exportation. *"On recrute!"* proclament des panneaux oscillant dans le vent et à l'entrée des bâtiments.

Les emplois ne manquent pas dans l'Ain, région manufacturière de l'est de la France surnommée la "Plastics Vallée". Et pourtant les usines installées dans cette région forestière voisine de la Suisse ont ralenti leur production car elles peinent à trouver du personnel pour travailler dans une filière exigeant de plus en plus de compétences informatiques et numériques.

"C'est un frein à la compétitivité", reconnaît Gilles Pernoud, président et directeur exécutif du groupe Pernoud, un spécialiste des moulages par injection qui fabrique des pièces automobiles pour BMW et plusieurs autres constructeurs. N'ayant pas pu trouver d'employés qualifiés acceptant de travailler en usine, il explique avoir dû renoncer à des contrats représentant près de 1 million d'euros au cours des deux dernières années. *"Nous avons besoin de gens qui maîtrisent les nouvelles technologies. Mais les candidats ne se battent pas pour ce genre d'emplois."*

Comme tant d'autres pays d'Europe, la France a un problème de main-d'œuvre. Sauf que dans ce pays où des milliers de gens sont descendus dans la rue habillés de gilets jaunes pour dénoncer les inégalités de revenus et le manque de perspectives économiques, la situation est quelque peu particulière.

Alors que le taux de chômage dépasse 8 % – soit le niveau le plus élevé d'Europe après l'Italie, l'Espagne et la Grèce –, près d'un quart des offres d'emploi ne trouvent pas preneur. Partout en France, des entreprises recherchent des plombiers, des ingénieurs, des serveurs ou des cuisiniers – et la liste est encore longue.

La France doit rapidement trouver une solution. À peine remise d'une récession en deux temps provoquée par la crise financière, la croissance, qui avait atteint 1,7 % en 2018, connaît un nouveau ralentissement au moment où la reprise des économies européennes s'essouffle. Concurrencée par des marques bon marché venues de Chine et d'Europe de l'Est, l'industrie française souffre en effet d'un problème d'image. Ce secteur, qui représentait 25 % de l'économie dans les années 1960, a vu sa place réduite à 10 % seulement aujourd'hui. La récente fermeture des usines Ford, Alstom et Whirlpool n'ont fait qu'aggraver cette image de déclin.

Des salaires trop bas. Du point de vue des syndicats pourtant, le problème n'est pas tant la pénurie de main-d'œuvre que la faiblesse des salaires proposés par des entreprises qui se plaignent ensuite de ne pas trouver de candidats. Si les entreprises offraient des salaires plus élevés, ils trouveraient des employés.

D'autres estiment toutefois que le problème français est plus compliqué que cela. *"Le véritable problème est que l'industrie française reste moins modernisée qu'ailleurs en Europe,* explique Patrick Artus, économiste en chef pour la banque Natixis, dont le siège est à Paris. *Résultat, la productivité reste faible, ce qui empêche les entreprises d'augmenter les salaires."* Les entreprises doivent augmenter leurs investissements, ajoute-t-il.

Le président Macron s'efforce de lever certains obstacles, notamment en modernisant le système de formation professionnelle. À l'heure actuelle, seul un tiers des étudiants français optent pour une formation professionnelle ou l'apprentissage, ces filières débouchant sur des métiers jugés peu prestigieux dans un pays qui consacre plutôt les carrières universitaires et les professions intellectuelles.

La réforme du président Macron a relevé le plafond de l'âge limite des apprentis de 25 à 30 ans et facilite leurs possibilités d'emploi. Le gouvernement prévoit également de rembourser les entreprises recrutant des personnes en contrat d'apprentissage. Un million de demandeurs d'emploi peu qualifiés et un million de jeunes issus de quartiers défavorisés se verront proposer une formation aux technologies numériques. En

outre, le versement des généreuses allocations chômage est désormais plus étroitement assujetti à un retour rapide à l'emploi.

Dans l'Ain, pourtant, ces initiatives tardent à produire les résultats escomptés.

C'est dans les années 1920, avec l'expansion de la fabrication de peignes et autres accessoires, que la région a commencé à devenir un centre de l'industrie plastique. L'activité s'est ensuite développée après la Seconde Guerre mondiale alors que la demande de produits plastiques, d'outils et de pièces de machinerie explosait.

Le développement de la plasturgie a fait la fortune d'Oyonnax, principale ville du département. Au début des années 1980, rappellent les habitants, c'est dans cette région que se trouvait la plus forte concentration de Ferrari en France.

Une filière en déclin. L'industrie française n'a toutefois pas résisté à la mondialisation et à la concurrence de pays aux coûts de main-d'œuvre moins élevés et à la fiscalité avantageuse. La crise financière européenne a contraint les entreprises à se moderniser rapidement. Les usines françaises peinent aujourd'hui à recruter des codeurs et des programmeurs capables de travailler sur des lignes de production de plus en plus automatisées. Comme le confirme Damien Petitjean, proviseur du lycée Arbez-Carme d'Oyonnax, la plasturgie est particulièrement difficile à promouvoir alors que l'impact environnemental de la culture du jetable suscite de plus en plus d'inquiétudes. Le lycée d'Oyonnax était autrefois spécialisé dans la formation aux métiers de l'industrie. Puis son cursus s'est rapproché de la filière généraliste dans les années 1970, reflétant le déclin du secteur secondaire. Aujourd'hui, il en revient aux diplômes techniques, en collaboration avec des entreprises et des instituts de recherche. Pourtant, seule la moitié de ses 1 100 étudiants s'inscrit à ce genre de diplômes, déplore Petitjean. L'an dernier, ils n'ont été que quarante à choisir l'industrie plastique.

Le niveau des salaires est la principale raison de ce faible intérêt des étudiants. Les salaires dans l'industrie ont connu une amélioration constante au cours des vingt dernières années, augmentant de 2 % l'an dernier. Néanmoins, le salaire d'entrée dépasse à peine de quelques centaines d'euros le salaire minimum établi en France à 1 521 euros mensuels. Les petites et moyennes entreprises, qui forment la colonne vertébrale de l'industrie française, affirment qu'elles ne peuvent pas faire mieux en raison du haut niveau de cotisations sociales qu'elles doivent verser pour financer le système de santé, l'éducation et les allocations-chômage.

"En France, les charges patronales représentent 40 % du salaire d'un employé", rappelle Stéphane Vandenabeele, directeur d'UNT, une société qui fabrique des outils de précision pour l'horlogerie et la lunetterie. Il a récemment perdu un employé qualifié, recruté par un concurrent suisse qui lui offrait près du double de son salaire net de 2 800 euros. Vandenabeele n'était pas en mesure de rivaliser.

Les employeurs de la Plastics Vallée tentent de plus en plus d'attirer les salariés d'entreprises concurrentes ou d'imaginer des solutions créatives. Gilles Pernoud a par exemple embauché un technicien du Portugal pour pourvoir l'un des postes parmi la dizaine qui sont aujourd'hui vacants dans son entreprise de 110 personnes. Il a beau proposer jusqu'à 3 000 euros de salaire par mois pour un emploi d'ingénieur, peu de candidats se montrent intéressés en France. Mais au Portugal, où le salaire moyen tourne autour de 1 900 euros, cela représente une coquette somme, précise Pernoud. *"Je n'ai pas d'autre choix que de me tourner vers l'étranger. Sinon, je ne peux pas développer mon entreprise."*

À dix minutes de là, la direction de la société PRP Creation, qui fabrique des bouteilles en plastique pour l'industrie cosmétique et travaille avec des marques de luxe telles que Dior, Chanel ou Estée Lauder, a trouvé une solution partielle à ce problème en publiant ses offres d'emploi sur Facebook, Twitter et LinkedIn. La tactique du directeur exécutif pour attirer les employés : entretenir de bonnes relations avec son personnel. Fils de chaudronnier, il sillonne souvent les allées de son usine pour discuter avec les employés où travaillent également des seniors et où plus de trente nationalités sont représentées. Autre constante, la présence à tout moment d'au moins quarante jeunes en contrat d'intérim, recrutés pour se faire une expérience.

D'autres entreprises craignent que la mise en œuvre des mesures du gouvernement ne prenne trop de temps et ont décidé d'unir leurs forces pour créer leurs propres programmes de formation.

C'est le cas de MLT Belin, un fabricant d'outils pour les industries plastique, automobile et aérospatiale. Bertrand Lefevre, son PDG, s'est associé à quatre autres entreprises pour proposer une expérience professionnelle concrète à des demandeurs d'emploi. Récemment, huit jeunes gens, penchés sur une machine fabriquant des pièces de perceuse de haute précision, étaient occupés à apprendre comment programmer des équipements robotiques.

Âgé de 23 ans, Mohamed El Hmidi a surtout travaillé dans le bâtiment et cumulé les petits boulots. *"C'est l'avenir"*, déclare-t-il en désignant d'un geste la rangée de machines automatisées, programmées par les employés. *"Ici, on s'initie aux nouvelles technologies."*

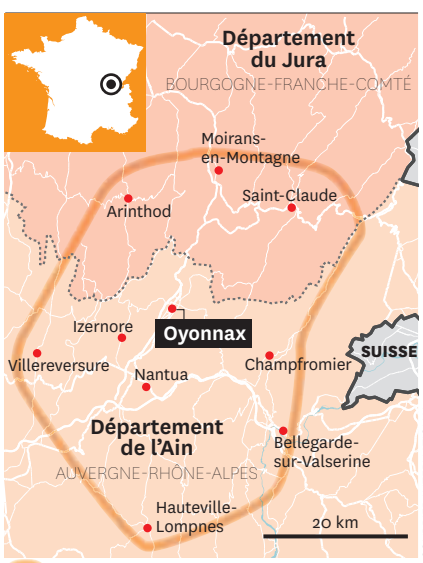
Pour Lefevre, il s'agit d'une petite victoire dans le grand combat pour la survie économique. *"On ne peut simplement plus se plaindre de ne pas trouver de personnel qualifié. C'est à nous de prendre les choses en main."*

—Liz Alderman
Publié le 27 juillet

18 000

POSTES, tous secteurs confondus, sont à pourvoir dans l'Ain. Le département s'inscrit comme le bassin manufacturier de l'industrie plastique et des pièces de machinerie. À l'échelle nationale, c'est dans le secteur industriel que la pénurie de main-d'œuvre est la plus criante : 40 % des entreprises font état d'un manque de personnel.

Repères



Territoire économique de la Plastics Vallée

asie

↙ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

Hong Kong. Les groupies chinoises à l'attaque

Les groupies chinoises en ligne, rassemblées dans de vastes communautés autour de la musique pop, reproduisent dans la guerre des réseaux sociaux ce qui se joue autour de Hong Kong.

—**Foreign Policy** *Washington*

A la fin du mois d'août, alors que la rhétorique de la Chine populaire à propos des manifestants hong – kongais adoptait un ton de plus en plus virulent, des jeunes "guerriers du clavier" chinois se sont déployés en masse sur la grande muraille [numérique] pour défendre leur mère patrie. En bataillons bien organisés, ils ont dénoncé les comptes Instagram pro-Hong Kong, inondé les sections "Commentaires" d'émoticônes représentant le drapeau chinois, et fait circuler de nombreux mèmes patriotiques.

La plupart des plateformes sur lesquelles se déroulent les batailles mondiales d'opinion, comme Twitter ou Facebook, sont bloquées en Chine. Mais l'utilisation d'un réseau virtuel privé [VPN, de l'anglais *virtual private network*] pour mener des attaques organisées et de grande ampleur contre des réseaux sociaux étrangers ne constitue pas un phénomène nouveau dans ce pays. La pratique remonte au moins à 2016. À l'époque, des jeunes patriotes chinois avaient déjoué les pare-feu pour bombarder de mèmes s'opposant à toute indépendance de Taïwan la page Facebook de la présidente taïwanaise fraîchement élue, Tsai Ing-wen. La star de la K-pop [pop sud-coréenne] taïwanaise Tzuyu venait de provoquer un incident en brandissant le drapeau taïwanais sur une chaîne de télévision sud-coréenne.

L'offensive actuelle semble cette fois avoir été lancée par deux sous-cultures de la jeunesse en ligne : par des membres de Diba, un forum géré depuis longtemps par Baidu [principal moteur de recherche chinois] qui ressemble à certains égards à Reddit, et par des cercles de fans féminins, des réseaux où de jeunes filles apportent leur soutien à leurs idoles de la K-pop ou de la C-pop [pop chinoise].

Idoles. Si la mobilisation des cybercitoyens de Diba n'a rien de vraiment surprenant, ce n'est pas le cas du ralliement des groupies chinoises. C'est en effet la première fois que cet impressionnant groupe démographique franchit le mur de la muraille numérique chinoise pour leur patrie.

Il semblerait que tout ait commencé par une campagne – somme toute assez banale – de défense d'idoles chinoises en chair et en os. Pour poursuivre ses activités en Chine, toute célébrité se doit d'exprimer haut et fort son patriotisme à chaque incident sur la scène internationale. Aussi, lorsque les manifestations à Hong Kong ont donné lieu à des flambées de violence, une flopée de chanteurs et d'acteurs se sont empressés d'aller poster sur les réseaux sociaux un drapeau chinois accompagné des opinions adéquates. En apprenant qu'ils étaient critiqués sur les plateformes étrangères pour leurs positions favorables à Pékin, les groupies chinoises se sont tout de suite mobilisées pour soutenir leurs idoles. Très vite, le mouvement s'est transformé en mouvement de défense de la Chine.

Plutôt que de prendre comme symbole de leur mobilisation le drapeau chinois, les fans chinoises l'ont fait autour d'A-Zhong [*zhong* pour *zhongguo*, "la Chine", *a-* étant un préfixe utilisé en chinois comme marque d'affection], une star pop virtuelle incarnant la nation chinoise. Bientôt, une multitude de mèmes mêlant de façon improbable une virulente rhétorique nationaliste aux usages gentillets en vigueur dans les cercles de fans ont proliféré sur les réseaux sociaux. A-Zhong est devenu le sujet de plusieurs hashtags très en vogue sur Weibo, dont *"Le nom de notre idole, c'est A-Zhong"* ou encore *"A-Zhong est le plus beau mec du monde"*. Des mèmes postés sur les comptes des fans d'A-Zhong ont célébré le 5 000e anniversaire des "débuts" de ce dernier. Des images ont circulé montrant d'adorables groupies déguisées en guerrières du genre *chibi* [dans les mangas, personnage enfantin aux caractéristiques physiques exagérées], arborant des casques rouges avec le drapeau chinois.

En fait, les fans chinoises sont à bien des égards les meilleures combattantes qui soient pour la guerre en ligne qui oppose actuellement les éléments pro-Pékin aux éléments pro-Hong Kong. N'oublions pas que "combattre les méchants" (*fanhei*) est l'une des activités les plus importantes dans la culture de ces adoratrices : c'est ce qui les incite à s'organiser sur Internet pour défendre leur idole.

Propagande. Désormais, alors que la jeunesse hongkongaise ingrate vitupère contre la Chine et que des voix s'élèvent dans le monde entier pour condamner leur patrie pour sa façon de traiter les manifestants, les jeunes adoratrices chinoises mettent le paquet pour défendre leur A-Zhong. Exactement de la même manière qu'elles se regroupent en "équipes de supportrices" (*houyuantuan*) sur la messagerie QQ pour coordonner leur action *fanhei*, elles se sont réunies dans des équipes de supportrices d'A-Zhong. Il en existerait déjà au moins 17, chacune d'environ 3000 membres, selon une enquête récente du journal cantonais *Nanfang Dushi Bao*.

Il est difficile de connaître l'étendue exacte du mouvement de soutien à A-Zhong. Même s'il a fait une entrée tonitruante dans les cercles de groupies sur Weibo, l'enthousiasme avec lequel les médias officiels, y compris ceux de la Ligue de la jeunesse communiste et le *Renmin Ribao* ("Quotidien du peuple"), l'ont soutenu laisse à penser que le mouvement n'est peut-être pas d'origine complètement naturelle, ou du moins qu'il est un peu aidé.

Le Parti communiste chinois semble donner sa bénédiction à cette culture des idoles pour laquelle il avait jusqu'alors affiché des sentiments mitigés. La mise au pas il y a deux ans des émissions en ligne d'artistes de variété visait en effet à dénoncer la capacité de ces spectacles à produire du jour au lendemain des idoles au talent incertain, et les médias officiels s'étaient plaints l'automne dernier de la popularité des *sissy boys* ("garçons efféminés").

Mais la position du parti à l'égard de la culture de la jeunesse est avant tout cynique. Si le Parti communiste chinois pense que cela peut servir à stimuler les sentiments des jeunes en sa faveur, il l'utilise. La présence massive de dessins de style manga dans les mèmes avec A-Zhong montre que même l'*erciyuan* ["monde en deux dimensions", expression provenant du japonais *nijigen*, désignant la BD japonaise et les animations en 2D], une autre sous-culture qui ne plaît guère normalement au parti, peut être mis à contribution quand il s'agit d'apporter son soutien à la patrie.

L'usage du VPN est depuis quelque temps associé à une activité dissidente, et les autorités ont commencé à infliger des amendes aux individus surpris en train d'accéder à du contenu sensible sur des sites étrangers. Mais cette fois-ci, les administrateurs ont décidé que les campagnes de *chuzheng* comportaient plus de bénéfices que de risques. Ainsi, l'auteur de l'article du *Nanfang Dushi Bao* ne craint pas que des jeunes puissent se laisser dévoyer du fait de l'absence de pare-feu. Il évoque le cas d'une adolescente de 13 ans qui avoue son *"hésitation"* de retour de la bataille. Fort heureusement, un autre guerrier aux idées solides intervient pour la rassurer : *"Ne tremble pas! Ce sont eux qui doivent être en train de tergiverser..."*

—***Lauren Teixeira***
Publié le 26 août

Contexte

●●● Deux semaines après le retrait du projet de loi sur l'extradition, qui a suscité trois mois de manifestations, Hong Kong est loin de connaître l'apaisement. Une manifestation devant le consulat du Royaume-Uni le samedi 14 septembre s'est terminée dans de violents affrontements avec la police. La ville a par ailleurs été secouée par des batailles entre protestataires et pro-Pékin. Selon le **South China Morning Post,** un homme a été sérieusement blessé lors d'un passage à tabac par des hommes en noir. Le site **Hong Kong Free Press** rapporte de son côté que des manifestants et des journalistes ont été attaqués par des bandes vêtues de blanc. Une lettre ouverte de 500 médecins soutenant l'action de la police a par ailleurs répondu à un texte signé par 1000 de leurs confrères condamnant l'usage excessif de la force par celle-ci.

DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU HORS-SÉRIE

En vente chez votre marchand de journaux

à la une

Cette missive de l'auteur Robert Templer est adressée aux Maldiviens du futur. Un futur proche, quelque part au XXIe siècle, quand les atolls des Maldives auront été rendus invivables par le changement climatique. La menace pèse sur d'autres archipels, comme les îles Salomon *(lire page 35)*, mais aussi sur de nombreuses villes.

Lettre aux futurs habitants des Maldives

Chers Maldiviens en exil,

—**Mekong Review** (*extraits*) *Sydney*

Je ne sais où adresser cette lettre car j'ignore où vous êtes. Si vous faites partis des plus chanceux, peut-être êtes-vous dans un de ces gratte-ciel surpeuplés installés sur l'une des îles artificielles flottant au large de la Nouvelle-Zélande. Dans le cas contraire, vous êtes sans doute dans un camp de réfugiés détrempé à l'extérieur de Thiruvananthapuram, la capitale du Kerala, dans le sud de l'Inde. Je sais, en tout cas, où j'ai peu de chance de vous trouver : à Shanghai, New York, Bombay, Singapour, Hô Chi Minh-Ville ou Rangoun. Ces grandes métropoles, imprudemment construites au bord de l'eau par les puissances coloniales, seront submergées quelques décennies seulement après les Maldives.

Avez-vous la nostalgie de votre pays ? Avant que les vagues ne recouvrent vos îles, c'était un lieu paradisiaque. Des îles si basses qu'elles étaient insoupçonnables, dépassant à peine du niveau de l'eau. Au-dessus, le ciel formait un vaste dôme bleu, empli, au crépuscule, d'imposants nuages roses. Le sable de corail blanc était si pur que même les eaux profondes offraient des nuances de bleu turquoise incomparables. Des bancs de poissons, bleu argenté, nageaient entre les récifs de corail, amoncelé au cours des siècles pour former ces atolls. Chaque année, d'énormes raies manta de plus d'un mètre d'envergure s'invitaient dans les lagons pour se nourrir de micro-organismes abondants. Elles effectuaient des sauts incroyables, comparables à une danse joyeuse. Le corail est désormais mort, fragilisé par la hausse des températures et l'acidité de l'eau.

Lors de mon séjour sur vos îles en 2019, tous les signes étaient là. L'eau douce avait disparu, souillée par la montée du niveau de la mer et contaminée par la pollution. Au XXe siècle, on pouvait encore creuser un puits presque partout pour s'approvisionner en eau potable. [Mais en 2019], à Malé, qui était naguère votre capitale, les gens dépendaient d'une usine de dessalement.

Dans votre exil climatique, vous avez peut-être lu la lettre que vous adresse William T. Vollmann. Intitulé *Carbon Ideologies* [2018, non traduit en français], ce texte de 1 500 pages, en deux volumes, nous dit comment nous en sommes arrivés là. Y sont exposés notre stupidité et notre égoïsme sans bornes, notre refus de voir la réalité qui se trouve sous nos yeux, notre rejet de la science au profit de charlatans. Tout cela vous a condamnés à subir des journées où le thermomètre affichait 50 °C et à essuyer chaque année des tempêtes qui, autrefois, n'arrivaient que tous les mille ans. La plupart des gens peuvent encore vivre dans leur pays. Ils sont certes, brûlés, grignotés par les eaux, ravagés par les incendies et les inondations. Ce n'est plus votre cas. Vos îles ont fini par être abandonnées, les derniers habitants vivant sur des plateformes flottantes amarrées à du corail mort.

Avez-vous toujours un passeport ? Votre pays existe-t-il encore ? Les ambassades sont-elles votre seule terre maintenant ? Les universitaires ont déjà commencé à s'intéresser au sujet. Les Maldives resteront-ils encore un pays avec un siège à l'ONU, un indicatif téléphonique et un drapeau si le pays n'a plus de territoire et si son peuple n'est plus réuni en un seul endroit ? À quel moment allez-vous cesser d'exister en tant que nation ? En vertu de la Convention de Montevideo [de décembre 1933], un État doit avoir une terre qui doit abriter la majorité de sa population. Si un État refuse de reconnaître une personne, celle-ci devient apatride, un sujet qui existait bien avant la disparition de votre pays. Mais si votre État disparaît, vous n'êtes pas officiellement apatride, vous n'existez tout simplement plus du tout en vertu du droit international. Quand j'ai écrit cette lettre, nous n'avions pas de réponse. Et personne n'en cherchait, d'ailleurs.

Au début du XXIe siècle, votre pays a fait un pari fou. Les Maldives se sont lancées dans l'une des formes de tourisme probablement les plus polluantes du monde. Certains des plus gros avions débarquaient des touristes après une dizaine d'heures de vol. Ils étaient conduits par de puissantes vedettes ou des hydravions vers leurs hôtels, qui fonctionnaient avec des usines de dessalement et des générateurs vingt-quatre heures sur vingt-quatre. Toute la nourriture était importée, en grande partie par voie aérienne. En haute saison, les jets privés étaient si nombreux qu'ils devaient atterrir à Colombo, la capitale du Sri Lanka, à plus de 800 kilomètres de vos îles. Une pollution qui ne faisait qu'aggraver les gaz à effet de serre qui allaient réchauffer les océans et faire monter les eaux. La centaine de complexes touristiques, chacun situé sur un atoll différent, nourrissait le fantasme de vivre sur une île déserte avec tout le confort possible. Tout cela grâce à une débauche de dépenses et d'émissions de gaz à effet de serre. Les Maldives pensaient qu'en offrant aux oligarques russes et aux princes saoudiens des villas à 65 000 dollars [58 000 euros] la nuit, le pays aurait les moyens de survivre à la montée des eaux.

Cela n'a pas marché. Non pas pour des questions d'argent, mais parce que la volonté d'investir cet argent de manière efficace n'était pas là. Votre pays était le plus riche d'Asie du Sud. Mais vos politiques étaient corrompus, vos oligarques trop gourmands, vos gangs violents et votre peuple démoralisé par son quotidien dans l'un des endroits les plus bondés et les plus chers de la planète.

Malé semblait toujours au bord de la paralysie totale, les rues tellement embouteillées que l'espace entre les cyclomoteurs, les gens et les camions de livraison avait disparu à jamais.

Cette nation de pêcheurs, d'agriculteurs, de commerçants et de marins éclatée sur 180 atolls s'est retrouvée confrontée sans transition à la modernité. En moins de cinquante ans, ce pays isolé et pratiquement inconnu est devenu un endroit où les touristes étaient quatre fois plus nombreux que les habitants. Le tsunami du 26 décembre 2004, qui avait balayé les îles, fut une sorte d'événement prémonitoire. [L'océan Indien a été touché par le plus puissant tsunami de l'histoire. On compte 250 000 victimes dans la région, dont plus d'une centaine aux Maldives]. Certains ont trouvé refuge dans la religion. De plus en plus de femmes se sont voilées, et de plus en plus d'hommes ont pris le chemin de la mosquée. En 2008, la démocratie a finalement été instaurée. Instable et fragile, comme toujours après des décennies de dictature. Le premier président élu par le peuple a été renversé. Le suivant a truqué l'élection, fait revenir aux affaires les proches de l'ancien dictateur et pillé allègrement l'argent de l'État.

Sa folie des grandeurs et son incompétence lui ont valu rapidement une cuisante défaite électorale, et ceux qui étaient favorables à une société plus ouverte et tolérante sont revenus au pouvoir. Mais le mal était fait. La corruption était généralisée. Tous les rouages nécessaires à l'avènement d'une société moderne étaient en place, mais le mécanisme n'a jamais été enclenché. Réformer le pays tout en maîtrisant → 32

L'auteur

ROBERT TEMPLER est un auteur irlandais, consultant en matière de sécurité et de risques pour les Nations unies. Ancien correspondant de l'AFP, il a également écrit pour le *New York Times*, le *Wall Street Journal*, le *Telegraph*, le *Guardian*… Il a récemment obtenu un master sur l'impact des changements climatiques dans les pays en développement. Une problématique dont il a pu mesurer les effets lors d'un séjour de quatre mois aux Maldives. Ce texte s'en fait l'écho.

← **L'atoll Ari aux Maldives.** *Photo Birgit Kleber/Visum*

Contexte

Le Sommet Action Climat

● **Le sommet.** Le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a convoqué le 23 septembre à New York, au siège des Nations unies, les chefs d'État et de gouvernement, le monde de la finance et des affaires, ainsi que des représentants de la société civile. L'objectif du Sommet Action Climat est, officiellement, de recueillir les engagements renforcés des pays de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre, pris dans le cadre de l'accord de Paris.

● **Les enjeux.** Le dernier rapport du Giec, qui sera officiellement présenté le 25 septembre à Monaco, prévoit que 280 millions de personnes devront quitter leur lieu d'habitation à cause de la hausse du niveau des mers. Et ce dans l'hypothèse où nous parviendrions à limiter le réchauffement global à 2 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Ces réfugiés climatiques viendront non seulement des îles, mais aussi des régions côtières, et surtout des villes : 570 villes côtières sont menacées par une élévation du niveau de la mer d'au moins 0,5 mètre, selon le rapport *The Future We Don't Want* ("L'avenir dont nous ne voulons pas"), publié notamment par le réseau C40. Parmi celles-ci : New York (États-Unis), Jakarta (Indonésie), Dar Es-Salaam (Tanzanie)… Et la montée des eaux ne fait pas que submerger les îles et les terres : elle menace des écosystèmes particuliers, comme les mangroves, sature des terres arables en sel, accélère l'érosion des sols et noie des réserves d'eau potable.

● **La figure de proue.** La militante écologiste suédoise Greta Thunberg a lancé dès le vendredi 13 septembre, devant les grilles de la Maison-Blanche, le coup d'envoi d'une série de manifestations en vue du sommet. Une mobilisation dont elle est le cœur : Amnesty International lui a remis un prix le 16 septembre, et le Congrès américain devait la recevoir le 18 septembre, à l'invitation d'élus démocrates. Et le 20 septembre est prévue une nouvelle grande "grève de l'école pour le climat". La ville de New York a autorisé les élèves de ses 1 700 écoles à y participer.

● **La mobilisation.** 170 agences de presse, journaux, sites Internet, radios et chaînes de télévision du monde entier, représentant une audience de plusieurs centaines de millions de personnes, ont rejoint le projet Covering Climate Now. Mené par la *Columbia Journalism Review* et le journal américain *The Nation*, il engage les titres signataires à *"renforcer la couverture médiatique de la crise climatique"*.

Repères

SINGAPOUR VULNÉRABLE

S'adapter au changement climatique est une *"question de vie ou de mort"* pour Singapour, a déclaré le Premier ministre de l'île-État le 18 août. Dans les années à venir, le très riche État subira de plein fouet les effets conjugués de la hausse du niveau de la mer et des phénomènes climatiques violents, souligne **The Straits Times.** Plus de 60 milliards d'euros seront investis sur les cent prochaines années, notamment dans des pompes et des digues. De nouvelles normes de construction doivent être mises en place et la taxe carbone, fixée aujourd'hui à 3,29 euros par tonne de gaz à effet de serre émis, sera augmentée.

SOURCE

MEKONG REVIEW
Sydney, Australie
Trimestriel
mekongreview.com
Cette revue de grande qualité lancée en novembre 2015 publie de la fiction, de la poésie, ainsi que de longs textes de journalisme littéraire. Elle met en lumière la vie littéraire et intellectuelle du Cambodge, de la Birmanie, de la Thaïlande, du Laos et du Vietnam.

31 ← la dette, en perpétuelle croissance à l'égard de la Chine, était une tâche impossible.

Et donc aucun projet pour s'adapter à la montée des eaux n'a été pensé. Les élites se sont acheté des pied-à-terre à Londres, Colombo, Paris ou Sydney. L'argent partait à l'étranger. Dans le même temps, d'énormes complexes touristiques ont été construits pour ces élites mondialisées à la recherche de vacances dans un environnement préservé et isolé, loin de la pollution de Pékin ou New Delhi. Malé est devenue une ville d'îles et de tours, les récifs coralliens de l'atoll Faafu ont été encerclés de ponts et les îles de plus en plus surpeuplées. Vos chefs religieux refusaient de voir les dégradations de l'environnement. Dieu allait continuer à pourvoir à tous vos besoins. La consommation de pétrole ne faisait qu'augmenter d'année en année, tout comme les émissions de gaz à effet de serre, mais ce n'était rien comparé au reste du monde. Votre pays n'était pas responsable des bouleversements climatiques. L'Occident en revanche y était pour beaucoup, même si au début du XXIe siècle c'est surtout en Inde, votre allié historique et voisin, et en Chine, généreux contributeur, propriétaire des résidences hôtelières et pourvoyeur du plus grand nombre de touristes, que s'est joué votre avenir.

Soixante-dix ans avant que vos îles ne sombrent, nous savions que les changements climatiques allaient avoir des conséquences dramatiques. En 1990, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (le Giec) avait remis son premier rapport sur les changements climatiques, un condensé de contributions scientifiques qui exhortait tous les pays à réduire leurs émissions de dioxyde de carbone.

Certains pays prirent des mesures radicales pour améliorer leur bilan carbone, mais avec le développement de la prospérité dans le monde entier, les émissions furent 60 % plus élevés en 2014 que vingt-cinq ans auparavant.

L'information ne manquait pas. Nous n'en tenions pas compte, ou alors nous ne mesurions pas les conséquences de nos actes. Pour une large part, le problème était lié à un manque de communication, mais surtout à notre esprit étroit : nous préférions ne pas penser à l'inconnu. Les changements climatiques étaient perçus comme une "macroréalité", trop complexe à appréhender. D'où un sentiment d'impuissance qui engendrait le laisser-aller. Les nombreux faits énoncés dans le livre de Vollmann sur le CO_2 et ses effets mortels étaient à l'aune des changements climatiques – si vastes et si déprimants qu'on n'arrivait pas à les assimiler, trop affligeants et terrifiants pour que notre cerveau puisse les accepter.

À cette époque-là, nous nous inquiétions de façon abstraite. Pas suffisamment pour démêler

PHOTO BIRGIT KLEBER/VISUM

Les îles d'Asie-Pacifique les plus menacées face à la montée des eaux

Archipels dont les atolls sont menacés à court terme par la montée des eaux
Frontières maritimes des états, basées sur les zones économiques exclusives (ZEE)
Haute mer (bleu le plus foncé), hors de la juridiction des États
Litiges frontaliers en mer de Chine méridionale

* **Abréviations :** BR Brunei, MA Malaisie, SA Samoa, SI Singapour, TO Timor oriental, WF Wallis-et-Futuna (France).

SOURCES : "ATLAS GÉOPOLITIQUE DES ESPACES MARITIMES" (ÉD. TECHNIP), ABC (AUSTRALIAN BROADCASTING CORPORATION)

Quand une île se retrouve submergée, que deviennent ses frontières maritimes ?
La Convention des Nations unies sur le droit de la mer (1982) délimite les frontières maritimes en fonction de la présence de terres émergées et de leur trait de côte. L'immersion des terres peut signifier la fin des eaux territoriales et ZEE associées. Et entraîne l'extinction des droits de pêche et d'exploitation des ressources sous-marines qui s'y rapportent. Les enjeux sont tels que des experts internationaux se sont déjà réunis pour évoquer la possibilité de conserver des frontières malgré la submersion des terres. Les risques de litiges sont innombrables. Mais la Communauté du Pacifique (CPS) pense que ses 22 membres auront intérêt à privilégier la coopération plutôt que la contestation.

les énormes problèmes dont nous étions pourtant conscients. Nous étions obsédés par la montée du niveau de la mer – tout le monde savait que votre pays était condamné. Sur la seule année 2017, l'Antarctique a perdu 200 milliards de tonnes de glace. Mais nous avons prêté moins d'attention aux autres problèmes attribués aux changements climatiques : les vagues de chaleur plus fréquentes, qui faisaient des morts parmi les jeunes et les vieillards ; la diminution des récoltes et la réduction alarmante de la valeur nutritives des aliments ; la hausse des températures et la multiplication des épisodes de sécheresse ; les pénuries d'eau qui touchaient des grandes villes dans le monde entier, à mesure que les nappes phréatiques s'asséchaient ; ou les 28 000 cours d'eau de Chine qui avaient disparu en dix ans.

Notre problème était jusqu'à un certain point un manque d'imagination, comme l'ont signalé certains auteurs de notre époque, notamment Amitav Ghosh, dans son livre lumineux *The Great Derangement* [2016, non traduit en français]. Il se plaignait [dans cet essai] qu'aucun auteur de fiction n'ait réussi à s'emparer des changements climatiques. Pourtant, le climat n'était pas au beau fixe, ni au cinéma ni dans les séries. Que l'on pense à la prophétie de *Game of Thrones* (*"L'hiver vient"*) ou à l'aridité qui régnait dans les opus plus récents de *Mad Max* et de *Blade Runner*. Loin de constituer une mise en garde, cela n'a servi qu'à nous détourner de la réalité ou à nous endormir. Aucun film, aucun roman ne pouvait rendre compte de l'échelle des dérèglements climatiques. Alors même que les connaissances scientifiques progressaient, nous avons détourné nos regards.

Nous savions donc ce qui vous attendait, même si nous ne pouvions pas nous décider à arrêter les frais, ou même à limiter les dégâts. En 2018, il était sans doute déjà trop tard pour stopper une augmentation des températures de 2 °C, dans la mesure où le dioxyde de carbone et le méthane peuvent subsister dans l'atmosphère pendant des siècles. Mais nous aurions pu éviter la catastrophe de hausses supplémentaires. Au lieu de cela, nous avons persisté dans l'erreur. Tels des zombies du climat, incapables d'imaginer l'avenir que nous nous préparions.

Si nous avions commencé en 2000, il aurait fallu réduire les émissions de gaz carbonique de 3 % par an, soit un seuil gérable, pour maintenir la hausse des températures à 2 °C. Si nous avions commencé en 2019, il aurait fallu baisser de 10 % par an. Cela nous aurait coûté environ 3 000 milliards de dollars [2 500 milliards d'euros] par an en investissements dans les énergies propres si nous avions voulu limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C – une somme considérable, mais bien en dessous des quelque 5 000 milliards par an [4 200 milliards d'euros] engloutis par les énergies fossiles sous forme de subventions diverses. Si, comme l'affirmait David Wallace-Wells dans son ouvrage *The Unihabitable Earth* [Penguin 2019, non traduit en français], les 10 % les plus riches de la population mondiale avaient réduit leurs émissions au niveau moyen de l'Union européenne, nous aurions pu limiter la production mondiale de dioxyde de carbone de 35 %. Notre manque de volonté politique, avec des dirigeants qui tournaient → 34

33 ← en dérision le moindre début de solution, rendait cela impossible.

Outre nos défaillances politiques et nos partis pris cognitifs, nous croyions dur comme fer en un sauveur technologique. (Elon Musk va nous sauver – et sinon, il va nous emmener vers une autre planète à bord de l'une de ses fusées !) Tandis que nous attendions ce messie, nous sommes devenus paradoxalement suspicieux envers la science. Des "experts" voulaient interdire les hamburgers et remplacer votre grosse cylindrée par une minuscule petite voiture.

Nous n'étions pas seulement bêtes, nous étions aussi insouciants et laxistes à un point qui doit vous sembler insupportable. Certains ont inventé une nouvelle monnaie pour les spéculateurs et ceux qui blanchissent l'argent, le bitcoin. Pour produire cette monnaie, des entrepôts d'ordinateurs gourmands en énergie devaient mouliner des lignes de code. La quantité d'énergie consommée par cette activité était ahurissante : pour fabriquer une monnaie qui n'apportait absolument rien à la collectivité, on utilisait l'équivalent en énergie de tous les panneaux solaires installés sur Terre jusqu'en 2018. Chaque année, le bitcoin produisait la même quantité de dioxyde de carbone que 1 million de vols transatlantiques.

Face à des gaspillages d'une telle ampleur, on pouvait se demander à quoi bon réaliser les changements nécessaires. Même si nous avions conduit de petites voitures électriques, même si nous n'avions plus mangé que des hamburgers végans, ces beaux efforts auraient été réduits à néant par le seul développement de l'extraction du charbon en Inde. La Chine avait coulé plus de béton en trois ans au début du XXIe siècle que les États-Unis durant les cent années qui avaient précédé. Et cela principalement pour garantir des taux de croissance que le Parti communiste chinois jugeait nécessaires à sa pérennité. Tout ce que nous aurions pu faire individuellement ne pesait rien face aux décisions du Politburo.

Tous nos efforts avaient un coût qui nous paraissait excessif. Les biocarburants supposaient de couper davantage de forêts, et donc d'émettre le CO_2 qu'elles renfermaient. En outre, l'utilisation de ces carburants faisait monter les prix de l'alimentation. Vaporiser du dioxyde de soufre dans l'atmosphère, comme font les volcans, afin de refroidir la planète, produisait des pluies acides et perturbait encore davantage le climat. La capture du gaz carbonique émis par les centrales à charbon aurait pu être abordable si nous avions été capables d'imposer une taxe suffisante sur les émissions. Pour les responsables politiques, c'était la quadrature du cercle. Adeptes de la pensée magique, nous ne tenions aucun compte de ce que l'ingénieur américain Howard Herzog, spécialiste du carbone, écrivait dans un petit guide sur la capture du carbone : *"Le meilleur moyen d'ôter du CO_2 de l'atmosphère, c'est encore de ne pas en émettre du tout."*

Alors que je vous écris, je me souviens de cette journée où j'étais assis sur une plage s'étendant à perte de vue, sur l'île de Kinolhas, dans l'atoll de Raa. Nous étions en début de soirée, le soleil se couchait, des familles étaient installées çà et là sur le sable blanc. Aux Maldives, la touffeur équatoriale était toujours adoucie par la mer et la brise. La température de l'air et de l'eau était parfaite. Un catamaran était amarré à quelques centaines de mètres de la côte, non loin de "l'île aux pique-niques" inhabitée, où les habitants allaient récolter des feuilles de palmier et des noix de coco. La famille néerlandaise qui l'avait loué était venue manger une salade de riz au thon et nager avec des tubas à travers le récif corallien. Au fil des millénaires, des bancs de poissons-perroquets avaient grignoté le corail et l'avaient réduit en fine poudre de sable blanc qui constitue l'île, chaque poisson ajoutant quotidiennement 250 grammes de sable.

Vous avez sans doute la nostalgie de ce qu'était votre pays. Les Maldives du passé n'étaient pourtant pas un paradis. Elles étaient marquées par le chômage, la consommation d'héroïne, la vénalité, la bêtise. Des prédicateurs saoudiens y imposaient leurs mœurs austères.

Mais, au crépuscule, à Kinolhas, il régnait une langueur et une paix irrésistibles. Les palmiers et les hauts buissons de moringas [un arbre originaire d'Inde] cachaient les maisons de l'île, dont la plupart étaient construites à distance de la plage. Leurs murs faits de corail étaient peints en fuchsia et en blanc. Je garde en tête l'image de ce petit garçon. Il aidait sa mère à arroser les bougainvilliers qui poussaient dans des pots. Il s'aspergeait de plus grandes quantités d'eau qu'il n'en répandait sur les plantes sèches. Tandis que leurs mères bavardaient, des enfants se poursuivaient à travers les palmiers. Ces enfants sont sans doute la dernière génération à avoir connu ce mode de vie.

—Robert Temple

Publié le 1er mai

Repères

Celles qui résistent

●●● Au lieu de sombrer sous les mers, certaines îles de récif du Pacifique pourraient s'élever et migrer en réponse aux effets du réchauffement de la planète. C'est ce que suggère une étude parue en juillet dans **Geology.** Pour parvenir à ces conclusions, les chercheurs ont fabriqué un modèle réduit de l'île de Fatato, située dans l'archipel des Tuvalu. Ils l'ont placé dans une citerne antiroulis où ils ont testé l'effet de l'élévation du niveau marin et des vagues de tempête : *"La crête de l'île est devenue plus haute et la totalité de la masse terrestre s'est déplacée"*, rapporte **Phys.org.** En effet, *"les atolls ne sont pas posés, inertes, sur leur récif : les graviers et les sables qui les forment peuvent réagir à l'évolution de leur environnement"*, explique Megan Tuck, doctorante à l'université d'Auckland, au site néozélandais **Stuff.** Dans le modèle, *"l'élévation de l'atoll a suivi celle du niveau de la mer, ce qui laisse penser que la montée des eaux joue un rôle clé dans la surélévation des îles"*. Un nouvel espoir, peut-être, pour les habitants des îles menacées.

Contexte

TOUJOURS PLUS PUISSANTS

Harvey, Irma, Maria… L'année 2017 a été marquée par le passage d'ouragans dévastateurs pour les îles et les terres bordant la mer des Caraïbes. Il y a quelques semaines, c'est Dorian qui a ravagé les Bahamas. C'est un fait, les ouragans de l'Atlantique nord gagnent en puissance et s'inscrivent de plus en plus fréquemment comme des phénomènes majeurs atteignant la catégorie 5, le niveau le plus élevé des échelles de classification. *"Les climatologues prédisent que le réchauffement climatique causé par l'homme rendra les ouragans de plus en plus forts et tenaces"*, rapporte le **Washington Post,** notamment dans cette région du monde pourtant habituée à de saisons cycloniques très cahoteuses. *"Mais la hausse du niveau de océans liée aux changements climatiques rend ces îles à faible relief plus vulnérables que par le passé."* Une situation qui renforce aussi les inégalités, souligne le quotidien de Floride **Tampa Bay,** puisque la destruction qui s'abat sur ces îles frappe en premier lieu les populations les plus pauvres.

PHOTO BIRGIT KLEBER/VISUM

S'adapter plutôt qu'être réfugié

Le contour des îles Salomon a déjà changé sous l'effet du changement climatique. Mais les habitants refusent pour le moment de partir, constate ce site néo-zélandais.

—**Stuff** *Wellington*

La mer engloutit lentement la terre de Josephine Lagi. Sa famille vit aux îles Salomon depuis des générations, et elle assiste impuissante aux dégâts infligés à son île par les caprices du bouleversement climatique. La montée des eaux fait disparaître les plages et l'habitat. La situation empire chaque jour, mais Lagi et sa famille s'adaptent. Ils comptent parmi les habitants des îles du Pacifique qui choisissent d'essayer d'*"atténuer"* les effets du changement climatique et de s'en accommoder plutôt que de les fuir. Ils construisent des digues pour enrayer la montée des eaux. Ils ne comptent quitter leur maison sur leur petite île qu'en *"dernier recours"*. *"Nos ancêtres et nos grands-parents y sont nés. La maison a été transmise de génération en génération. Déménager serait un crève-cœur."*

Les parents de Lagi sont les premiers témoins des bouleversements les plus importants et les plus graves. Depuis qu'elle a elle-même déménagé à Wellington pour terminer ses études, elle constate, à chacun de ses retours annuels, combien le paysage a changé par rapport au souvenir qu'elle en garde. *"Quand j'étais petite, le dessin de la côte était complètement différent"*, dit-elle.

> **"Nous devons les présenter comme des individus qui cherchent des solutions."**
> **Darren Brunk,** OXFAM, NOUVELLE-ZÉLANDE

Quand le moment viendra de quitter son foyer rendu inhabitable, cette famille aura au moins la satisfaction d'avoir tout mis en œuvre pour sauver son île ravagée par le changement climatique. Ces dernières années, un grand nombre d'habitants des îles du Pacifique, dépassés par les effets du climat sur leurs habitations, à Kiribati et Tuvalu par exemple, ont fait une demande d'asile en Nouvelle-Zélande. Mais leurs demandes – malgré l'attention internationale dont elles ont fait l'objet en 2015 et 2017 – ont toutes été rejetées.

Le terme "réfugié climatique" a beau être très utilisé, il n'est pas considéré comme un terme adéquat ou suffisamment précis pour décrire ceux qui sont contraints de quitter leur foyer à cause du changement climatique. Vernon Rive, chargé de cours sur l'environnement à l'université de technologie d'Auckland, préfère parler de "personnes déplacées à cause du climat" ou de "migrants climatiques", mais pas de "réfugiés". Pour Darren Brunk, spécialiste de l'humanitaire à Oxfam Nouvelle-Zélande, l'utilisation du terme "réfugié" dans cette situation est une manière de faire rentrer de force le sujet du climat dans la Convention des Nations unies sur le statut des réfugiés, signée à Genève en 1951 [prévue alors pour des cas de persécutions politiques].

Josephine Lagi ne trouve pas ce terme problématique, mais elle comprend ses connotations négatives. La perception que la société a des réfugiés peut dissuader les habitants des îles de se réclamer de ce statut. *"Il n'y a rien de mal à être un réfugié climatique, mais il faut tenir compte de la situation, certaines personnes n'ont sans doute pas envie d'être vues comme tel"*, explique-t-elle. De nombreux habitants des îles ne veulent pas être considérés comme des victimes, dit Vernon Rive, mais plutôt comme *"des gens qui prennent leur destin en main et qui se donnent les moyens de conserver leur souveraineté sur leurs territoires et les eaux"*.

Il suffit de constater les tentatives de nombreuses communautés de lutter contre le dérèglement climatique. Darren Brunk a été témoin de ces efforts d'adaptation dans plusieurs régions du Pacifique. *"Ils nous font comprendre que nous, en Nouvelle-Zélande, ne devons pas les présenter comme des réfugiés, mais plutôt comme des individus qui cherchent des solutions."* Mais si les effets du changement climatique s'aggravent, s'adapter ne suffira plus. Vernon Rive pense que *"des déplacements ou des transferts de lieu de résidence à l'intérieur des pays sont inévitables à court ou à moyen terme"*.

S'installer sur le même territoire mais dans un autre lieu sera possible dans *"certains pays du Pacifique qui ont des terres en hauteur, probablement pas dans d'autres (notamment Kiribati et Tuvalu)"*. Même si ce n'est pas ce qu'elle souhaite, Josephine Lagi comprend la nécessité de partir en cas d'urgence climatique. *"Nous n'aurons pas d'autre choix que de déménager et de chercher asile ailleurs."* Si c'est le cas, elle espère qu'il y aura des lois pour protéger les habitants des îles du Pacifique afin de les aider à s'installer dans d'autres pays.

—***Brittney Deguara***
Publié le 24 mai

Chronologie

Le Pacifique lutte

●●● Les États insulaires du Pacifique sont en première ligne face à la montée des eaux : déjà, à Fidji, plusieurs villages rendus inhabitables ont été reconstruits loin des côtes. Ces quinze micro-États menacés ont su se rendre incontournables dans les négociations climatiques.

— **En 2015,** leur activisme diplomatique a permis de fixer, dans l'accord final de la COP21 à Paris, l'objectif de limiter la hausse moyenne des températures à 2 degrés d'ici à 2100, rappelle le magazine **Time.** Une gageure pour ces 15 micro-États.

— **En 2017,** Fidji a dirigé la COP23 et a lancé le dialogue de Talanoa, une plateforme de discussions sur les efforts consentis par les États pour limiter leurs émissions de gaz à effet de serre.

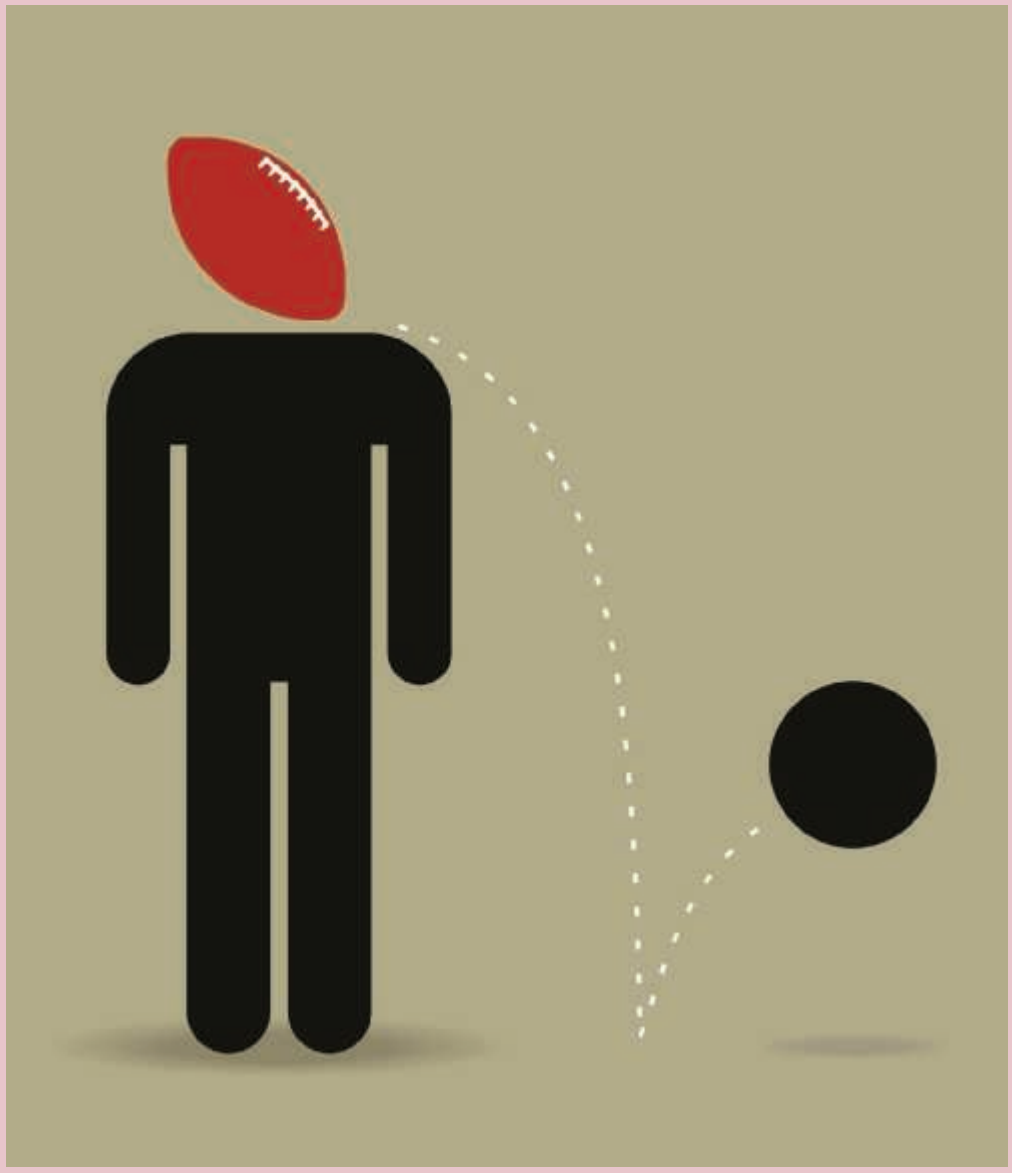
— **En 2019,** ils ont rappelé, en juillet, la nécessité d'une *"action urgente"* dans la Déclaration de la baie de Nadi, signée à Fidji. À New York, le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, entend quant à lui placer ces pays au cœur du débat politique et moral lors du Sommet Action Climat, le 23 septembre.

trans-versales. économie

Environnement . 38
Signaux 39

Le rugby japonais attend un effet Coupe du monde

Sport. La compétition, qui débute le 20 septembre à Tokyo, doit permettre de développer le business de l'ovalie. Ce qui suppose une plus forte professionnalisation, estime ce magazine économique.



↙ *Dessin de* **Falco,** *Cuba.*

—Nikkei Asian Review
(extraits) Tokyo

La saison de rugby ne s'ouvrira que dans deux mois, mais ce dimanche matin, sur le terrain de sport d'un lycée du centre de Tokyo, quelque 120 élèves, des primaire pour la plupart, font des passes et des plaquages dans la chaleur de l'été.

Créée en 2013, l'école de rugby de [l'arrondissement de] Bunkyo est l'un des 25 clubs de l'agglomération tokyoïte. Kanta Mitake, 12 ans, en est membre depuis ses 6 ans et se prépare à disputer la coupe de la ville en novembre. Kanta a déjà assisté à quantité de matchs au stade Chichibunomiya de Tokyo, le QG du rugby japonais, mais n'a jamais eu l'occasion de voir jouer l'équipe nationale – jusqu'à maintenant. *"J'ai super hâte d'assister à la Coupe du monde dans un stade"*, s'enflamme-t-il.

Télévision. C'est sur cet enthousiasme que World Rugby, l'instance faîtière de l'ovalie mondiale, va devoir surfer si elle veut tirer profit de la première Coupe de monde de rugby à se tenir en Asie, dont le coup d'envoi sera donné le 20 septembre à Tokyo. Plus de 500 000 supporters étrangers devraient débarquer dans les semaines qui viennent : la quasi-totalité des 1,8 million de billets mis en vente est déjà partie. World Rugby estime que 40 millions de Japonais (soit un tiers de la population) vont suivre le match d'ouverture à la télévision.

Le défi pour les organisateurs est de profiter de cette flambée de popularité pour jeter une tête de pont en Asie et réitérer le succès de la Coupe du monde de football de 2002, organisée conjointement avec la Corée du Sud. L'événement – c'était la première fois qu'une Coupe du monde de foot avait lieu dans la région – avait été un tournant majeur dans l'histoire du sport asiatique, provoquant un engouement qui perdure, et grâce auquel le marché du football asiatique pèse aujourd'hui plusieurs milliards de dollars.

Le rugby a plus de retard à rattraper. En raison d'une audience plus restreinte à l'échelon national, et à moins d'un an des Jeux olympiques [d'été de 2020, à Tokyo], les organisateurs de la Coupe et les sponsors disposent d'une fenêtre de tir limitée s'ils veulent convertir les foules au ballon ovale.

"C'est la première Coupe du monde de rugby organisée en Asie – à nous de faire en sorte qu'elle soit historique, déclare Akira Shimazu, directeur général du comité organisateur de la Coupe 2019. "[*Le tournoi*] *ne doit pas fédérer uniquement les gens qui jouent déjà, mais aussi les futurs joueurs.*"

Le rugby japonais a déjà connu des faux départs, dont le plus grand après la victoire "miraculeuse" contre l'Afrique du Sud lors de la Coupe du monde de 2015 en Angleterre.

Le Japon a alors 3 points de retard sur l'Afrique du Sud – l'un des cadors de la discipline – lorsque le match entre dans sa dernière phase de jeu. Les Nippons laissent volontairement passer deux occasions de mettre une pénalité et d'égaliser – ce qui aurait été déjà une belle performance. Et ils tentent le tout pour le tout. Les Brave Blossoms ["Bourgeons courageux" de cerisier] assiègent la ligne des Springboks avant d'envoyer le ballon dans les bras du joueur d'origine néo-zélandaise Karne Hesketh, qui marque un essai dans le coin gauche. Explosion de joie. Le Japon a stupéfié l'ovalie.

Des joueurs comme l'arrière Ayumu Goromaru se font alors un nom et le pays s'enflamme pour le rugby. Pour un temps. La fréquentation moyenne des tribunes de la Top League, le championnat du Japon, passe à 6470 personnes pendant la saison 2015-2016, contre 4719 l'année précédente. Mais les travées se sont rapidement retrouvées clairsemées pour se stabiliser autour de 5000 spectateurs.

"[*Le match*] *a braqué les projecteurs du monde entier sur nous, mais on n'a pas su en tirer profit*, confesse le directeur de la Fédération japonaise (la JRFU), Kensuke Iwabuchi. *La JRFU ne s'était pas suffisamment préparée et ne savait pas quoi faire d'une telle victoire, ça a été trop soudain. Mais cette Coupe du monde,*

La liste des entreprises qui possèdent des équipes ressemble à un Who's Who du secteur privé.

c'est différent. Il faut que le Japon décroche une victoire solide, pas une victoire accidentelle. On est prêts, cette fois."

La structure particulière des ligues de rugby japonaises explique en partie cette difficulté à exploiter une victoire historique. Contrairement à d'autres disciplines, les équipes de la Top League ne sont pas rattachées à une région mais à des marques. La liste des entreprises qui possèdent des équipes ressemble à un Who's Who du secteur privé : des sociétés comme Suntory Holdings, Toyota, Canon, Panasonic, Honda et Toshiba parrainent la crème du rugby, et les équipes n'ont pas de port d'attache fixe. *"Beaucoup de supporters disent qu'ils n'ont pas l'impression de soutenir 'leur' équipe*, confirme Kensuke Iwabuchi. *Sauf s'ils sont employés dans une entreprise ou étudiants dans une université qui possède sa propre équipe."*

La grande majorité des joueurs ont le statut d'amateur et travaillent pour l'entreprise qui possède le club.

Au sein de l'ovalie nipponne, certains proposent d'en finir avec ce système et de professionnaliser la discipline. Katsuyuki Kiyomiya, un ancien entraîneur de la Top League devenu vice-président de la JRFU, fait partie d'une association qui cherche à créer une ligue 100 % professionnelle d'ici à 2021. L'idée est de lancer la compétition avec une douzaine d'équipes rattachées aux 12 villes d'accueil de la Coupe du monde, ce qui impliquerait de créer des clubs indépendants qui seraient responsables de leur propre viabilité financière.

Kensuke Hatakeyama, qui a disputé 78 matchs pour le Japon – notamment celui contre l'Afrique du Sud en 2015 – est très favorable à la création d'une équipe nationale entièrement professionnelle. Aujourd'hui président de l'Association japonaise des joueurs de rugby, il estime qu'il faudrait que ce changement intervienne dans les deux ans. Faute de quoi le bénéfice de la Coupe du monde serait perdu.

"Il faut qu'on se dépêche de monter un projet de ligue professionnelle… et qu'on se demande si on veut que le rugby soit juste un sport populaire ici ou si on veut que le Japon soit capable de conquérir le monde, résume-t-il. *On a des gamins qui envisagent de faire carrière dans le base-ball et dans le foot, mais pas encore dans le rugby. Il faut qu'on les motive davantage."*

La J. League de football a explosé depuis sa création en 1992 et a attiré 20 000 supporters en moyenne lors des grands matchs de la saison dernière. Au total, les clubs ont reçu 59 milliards de yens [près de 500 millions d'euros] de leurs sponsors sur l'exercice 2018 – soit près de la moitié de leurs revenus.

Mais c'est sur la B. League de basket que Katsuyuki Kiyomiya prend exemple. Les dirigeants de la B. League ont bravé les usages lorsqu'ils ont créé leur championnat en 2015 : ils ont rebaptisé les équipes, abandonnant les noms de marques pour des appellations régionales et se sont adressés à un public plus jeune et plus technophile en diffusant les matchs en streaming sur Line, une des applis de messagerie les plus prisées au Japon, et en vendant des billets sur une plateforme mobile.

Marketing. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : plus de 2,5 millions de supporters ont assisté aux matchs de la saison 2018-2019, et [le groupe de télécommunications] Softbank est devenu l'un de leurs sponsors. La Chiba Jets Funabashi, une des équipes de la ligue, a signé un accord de partenariat avec le développeur de jeux mobiles Mixi afin de construire un stade de 10 000 places.

Historiquement, le patronat nippon considère que soutenir le rugby relève de la responsabilité sociétale des entreprises ou d'une stratégie marketing. C'est un moyen de faire connaître l'entreprise et donc une forme de publicité, explique un porte-parole de Kobe Steel, le groupe sidérurgique qui possède l'équipe des Kobelco Steelers. Ce modèle, poursuit-il, va sans doute devoir s'adapter aux mutations du rugby nippon. *"Le climat économique est instable*, ajoute-t-il, *et il est de plus en plus difficile pour une entreprise de continuer à faire tourner une équipe de rugby."*

> **"Des gamins pensent faire carrière dans le base-ball et dans le foot, mais pas dans le rugby."**
>
> **Kensuke Hatakeyama,** ASSOCIATION JAPONAISE DES JOUEURS DE RUGBY

La professionnalisation implique que les équipes deviennent rentables. La JRFU elle-même a été déficitaire sur 7 des 12 derniers exercices budgétaires.

"La fréquentation des tribunes sera un facteur clé du succès des équipes pros, commente Munehiko Harada, professeur en gestion du sport à l'université Waseda de Tokyo. *Mais le plus important, c'est de savoir si on gagnera assez d'argent pour payer l'équipe. En sachant qu'il faut de 40 à 50 [personnes] par équipe."*

Si Katsuyuki Kiyomiya affirme que plusieurs équipes de la Top League sont favorables à une professionnalisation, la route semble longue. On ne sait pas si les entreprises qui gèrent aujourd'hui leurs équipes continueraient d'investir dans la ligue par le biais du sponsoring. *"Ce qu'il faut éviter, c'est de faire chuter ce que j'appelle [le PIB] du rugby"*, observe Kensuke Iwabuchi. Les propriétaires des équipes de la Top League dépensent chacun près de 1,5 milliard de yens [13 millions d'euros] par an pour s'assurer que les grands joueurs gagnent leur vie en pratiquant ce sport. *"Il faut éviter que la réduction des financements qui pleuvaient jusqu'alors sur le rugby japonais ne mette les joueurs en difficulté"*, poursuit le directeur de la JRFU.

Échafauder un modèle économique autour du rugby est un défi au Japon, où il est pourtant pratiqué depuis le début du XXe siècle. Dans le reste de l'Asie, cela reste un sport marginal.

Joies du ballon. World Rugby, la JRFU et Asia Rugby se sont donc associés pour lancer un programme [de pérennisation] baptisé "Impact beyond 2019", qui vise à *"transformer l'essai au Japon et en Asie"*. Dans leurs publications, les trois partenaires affirment que ce programme laissera une empreinte durable en *"ouvrant des perspectives pour les joueurs, les coachs, les arbitres et les bénévoles"*. World Rugby ajoute que près de 200 000 enfants ont pu découvrir les joies du ballon ovale à l'école depuis le lancement du projet, et qu'un million de personnes pratiquent ce sport dans toute l'Asie.

"Pass it back", un projet lancé par World Rugby et l'association à but non lucratif ChildFund, se sert également du rugby pour venir en aide aux enfants défavorisés dans des pays comme le Laos, le Vietnam et la Thaïlande. Rich Freeman, chroniqueur rugby à [l'agence de presse] Kyodo News, ajoute que c'est aussi l'occasion de mettre le rugby féminin en valeur, beaucoup d'enseignants étant des enseignantes dans les pays en question.

La Chine et la Corée du Sud font des *"bonds de géant"*, assure Brett Gosper, directeur général de World Rugby. La Chine préfère le rugby à 7, et donc des matchs généralement plus mouvementés, explique-t-il, ajoutant que ce pays *"a beaucoup de chemin à parcourir avant d'être aussi compétitif que le Japon"*. Le sport chinois pèse déjà plus de 325 milliards de dollars, selon les statistiques officielles. World Rugby mène un combat de longue haleine pour toucher ce marché. Quand ils ont vendu à la Chine les droits de diffusion de la Coupe du monde, les organisateurs cherchaient à faire de l'audience plus que du profit, acceptant de gagner provisoirement moins d'argent en permettant à 800 millions de téléspectateurs chinois de regarder gratuitement les matchs sur la chaîne publique CCTV.

World Rugby mise beaucoup sur la Coupe du monde, espérant notamment rallier 40 millions de supporters et 2 millions de nouveaux joueurs d'ici à la fin de 2020, mais aussi permettre à une autre équipe asiatique de se qualifier pour la Coupe du monde de 2023.

"Notre stratégie consiste à créer un événement majeur dans cette région du monde, capable de susciter de l'intérêt, et de gagner les pays d'Asie à la cause du rugby, conclut Brett Gosper. *Organiser la Coupe au Japon, c'était un choix stratégique né de la volonté de développer ce sport dans le pays et dans toute la région."*

—Andrew Sharp et Eri Sugiura
Publié le 4 septembre

6,6

MILLIARDS DE YENS. Cette somme, équivalente à 55 millions d'euros, correspond aux revenus annuels de la Fédération japonaise de rugby à XV. Plus de 36 % proviennent des sponsors, et 35,7 % de la billetterie, précise la **Nikkei Asian Review.** À titre de comparaison, la J. League de football engrange (hors revenus des clubs) 26,87 milliards de yens (225 millions d'euros), dont 66 % issus des droits de diffusion.

SOURCE

NIKKEI ASIAN REVIEW
Tokyo, Japon
Hebdomadaire
asia.nikkei.com
La *Nikkei* renforce sa couverture de l'Asie en consacrant une publication hebdomadaire à la région. Reportages, analyses, enquêtes – notamment économiques – font de cette publication une source précieuse pour suivre l'actualité.

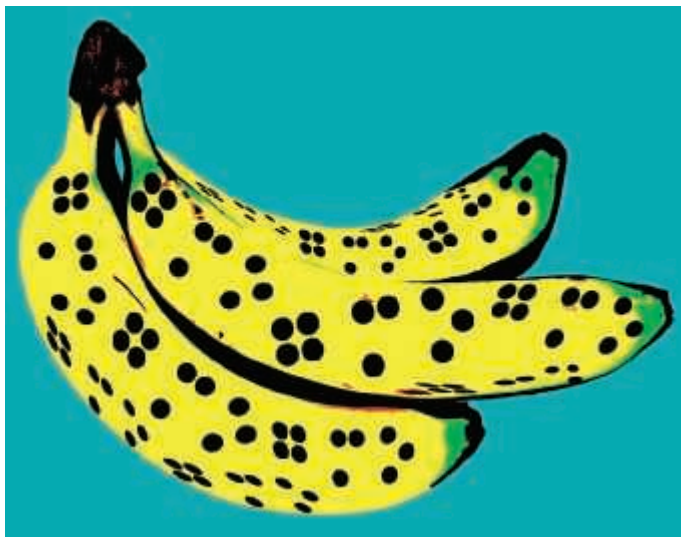
SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com
—
Retrouvez les temps forts de la **Coupe du monde 2019,** qui commence le 20 septembre à Tokyo : notamment les affrontements entre certaines grandes équipes des hémisphères Sud et Nord, et les matchs de la France.

ENVIRONNEMENT

N'y aura-t-il plus de bananes à Noël ?

Agriculture. De plus en plus de bananeraies dans le monde sont touchées par un champignon qui réduit les récoltes à néant.



↙ *Dessin de* **Magee** *paru dans* **The Guardian,** *Londres.*

—Süddeutsche Zeitung
Munich

La mort colle aux semelles. Visqueuse, invisible à l'œil nu, dissimulée dans la terre, elle adhère aux chaussures des cultivateurs, à leurs voitures, leurs outils et leurs caisses. Avant même que les premières feuilles de bananiers flétrissent et que la catastrophe devienne ainsi manifeste, le champignon a déjà assuré sa survie dans le sol en y répandant des spores microscopiques, rondes, dont aucun pesticide ne peut venir à bout – pas plus que le passage du temps. Le nuisible est capable de subsister pendant vingt, parfois trente ans dans le sol à attendre un moyen de se déplacer.

C'est largement suffisant pour faire le tour du monde. Connu sous l'appellation peu élégante de *Fusarium oxysporum f. sp. cubense, Tropical Race 4,* le champignon vient d'atteindre l'Amérique latine, et plus précisément la Colombie. En juillet, les premières plantations ont été placées en quarantaine. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence nationale. On le redoutait depuis longtemps. FOC TR4 – ou TR4 , pour faire plus court – s'est d'abord répandu en Asie de l'Est et du Sud-Est et en Australie dans les années 1990, avant de réussir à passer au Proche-Orient, puis au Mozambique. Il vient de débarquer là où il pourrait causer les dégâts les plus terribles, en Amérique latine. Les bananes sont un produit d'exportation capital dans presque tous les pays de la région, la quasi-totalité des bananes que l'on trouve sur le marché allemand en proviennent. Principalement de l'Équateur et de Colombie.

Hôte utile. L'ennemi auquel sont confrontés les Colombiens a semble-t-il commencé sa carrière dans l'évolution comme un hôte utile des végétaux, mais maintenant il n'est plus synonyme que de destruction. Il s'attaque aux plantes vivaces, dont il colonise les racines à l'aide de minuscules filaments, puis il atteint progressivement les feuilles, dont il interrompt l'alimentation en eau. Les feuilles flétrissent, jaunissent, et la plante finit par mourir. Il n'existe aucun moyen de protection. Les agriculteurs sont obligés de tout brûler, de placer leurs champs en quarantaine – bien que cela ne soit une solution que partielle, à cause de la présence des spores dans le sol et parce que le champignon peut aussi se contenter d'herbe. Bref, c'est pour ainsi dire sans espoir. L'histoire le montre.

Ce n'est pas la première fois que le champignon met le monde de la banane sens dessus dessous. Il y a plus de cinquante ans, on appelait encore la chose R1, et la variété de banane visée était la Gros Michel. C'était cette variété qui dominait le marché dans les années 1960. Les cultivateurs en parlent encore avec nostalgie. Ce fruit avait un goût plus intense, plus sucré, autrement dit il avait davantage le goût de banane que nos bananes actuelles. Mais c'est alors que R1 a fait son apparition, d'abord au Panama, et qu'il a balayé la Gros Michel du marché. Depuis, l'infection est également connue en tant que maladie de Panama.

On prédit aujourd'hui le même destin à la variété dominante du moment, la Cavendish. Les scénarios les plus sinistres dépeignent l'effondrement de l'industrie bananière, la disparition du fruit tant apprécié après une phase de pénurie subite, qui devrait être aussi bientôt perceptible dans les supermarchés allemands.

Ce raisonnement n'est pas aussi absurde qu'on pourrait le croire, car si, dans le cas de la Gros Michel, il existait une solution de repli – en l'occurrence la Cavendish –, dans le cas de la Cavendish, il n'y a plus aucun substitut envisageable. On n'en espère pas moins sauver les fruits jaunes grâce à de nouvelles bananes, un sauvetage qui dépendrait d'une variété résistante capable de faire ce que seules les bananes sauvages réussissent : défier le fusarium.

Ce n'est pas si simple. La sélection normale des végétaux pose problème avec la banane. Les cultivars modernes sont dépourvus de graines. Contrairement aux variétés sauvages, elles ne se reproduisent plus sexuellement, mais par clonage à partir des tissus de la plante. De plus, au lieu du matériel génétique double typique des plantes sauvages, leur génotype est triple. Il n'est donc pas si facile de procéder au croisement d'anciennes et de nouvelles variétés. Récemment, on a parié sur des mutations spontanées du patrimoine génétique de la Cavendish, à partir de laquelle se développeraient d'elles-mêmes de nouvelles variétés résistantes.

Ces dernières existent effectivement, les Giant Cavendish Tissue Culture Variants (GCTCV), conçues à l'aide d'une sélection massive de clones. Quelques-unes de ces variétés sont un peu moins vulnérables au fusarium. Mais les spécialistes doutent que cette tolérance survive à la culture intensive, et, du reste, le nuisible aussi finira par s'adapter. Par ailleurs,

Monocultures gigantesques et pesticides favorisent la propagation de maladies.

la sélection ne fait pas ressortir uniquement les propriétés positives des bananes : quelques variétés sont par exemple plus petites ou moins adaptées au transport. C'est aussi pour cela que l'on rêve de quelque chose de nouveau, de meilleur, mais qu'il paraît impossible de l'obtenir naturellement.

Outil génétique. Il existe déjà des bananes rendues plus résistantes au fusarium grâce à la biotechnologie. Depuis des années, l'agronome australien James Dale poursuit le développement de bananes transgéniques résistantes au TR4, deux variétés se sont mêmes avérées immunes, et, selon les chercheurs, elles pourraient être produites à grande échelle dès 2023. Sauf que l'Europe est tout à fait hostile aux OGM. Une banane transgénique est donc capable de sauver la banane, mais pas son marché. Les négociants en sont eux aussi convaincus.

En dernier recours, il reste Crispr, qui ne produit pas de plantes transgéniques. Cet outil moléculaire relativement nouveau peut transcrire dans le génome de la banane la qualité désirée de la variété sauvage, sans intégrer de gène étranger. Les plantes qui en résultent ne se différencient pas de celles qui sont cultivées de façon classique, en dehors du fait qu'elles nécessitent un développement d'une dizaine d'années. Mais, là encore, on se heurte à des problèmes d'approbation et surtout de compréhension. En Europe, depuis l'année dernière, les plantes modifiées à l'aide de Crispr sont elles aussi considérées comme issues de l'ingénierie génétique : elles ne sont donc pas adaptées au marché européen.

Mais la seule solution passe-t-elle vraiment par une nouvelle banane? Nombre de spécialistes estiment que le problème réside plutôt dans les méthodes de production. Des monocultures sans rotation, des plantations aux dimensions gigantesques et l'utilisation de pesticides créent les conditions idéales à la propagation de maladies pour lesquelles il n'existe aucune contre-mesure. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met d'ailleurs en garde les producteurs de bananes depuis des années, les invitant à renoncer à leurs pratiques actuelles et à adopter des comportements plus durables – par exemple, en valorisant les sols des plantations avec d'autres plantes une fois la récolte effectuée. Enfin, on ne trouve pas que la Cavendish : il y a bien d'autres variétés de bananes qui, si elles ne répondent pas au besoin uniformisé du marché, offrent une saine diversité.

Mais il faut du temps pour bouleverser les schémas de pensée – et de la volonté. Entre-temps, il est vrai, les bananes bio se sont assuré une place de choix dans les supermarchés allemands. Mais chez nous, un kilo de bananes issues de l'agriculture intensive se vend 1 euro. Aucun autre fruit n'est aussi bon marché. On peut se demander si ce n'est pas cela qui devrait changer. Après tout, la banane est le deuxième fruit préféré des Allemands, derrière la pomme… pour laquelle ils sont prêts à payer nettement plus.

—Kathrin Zinkant
Publié le 26 août

SOURCE

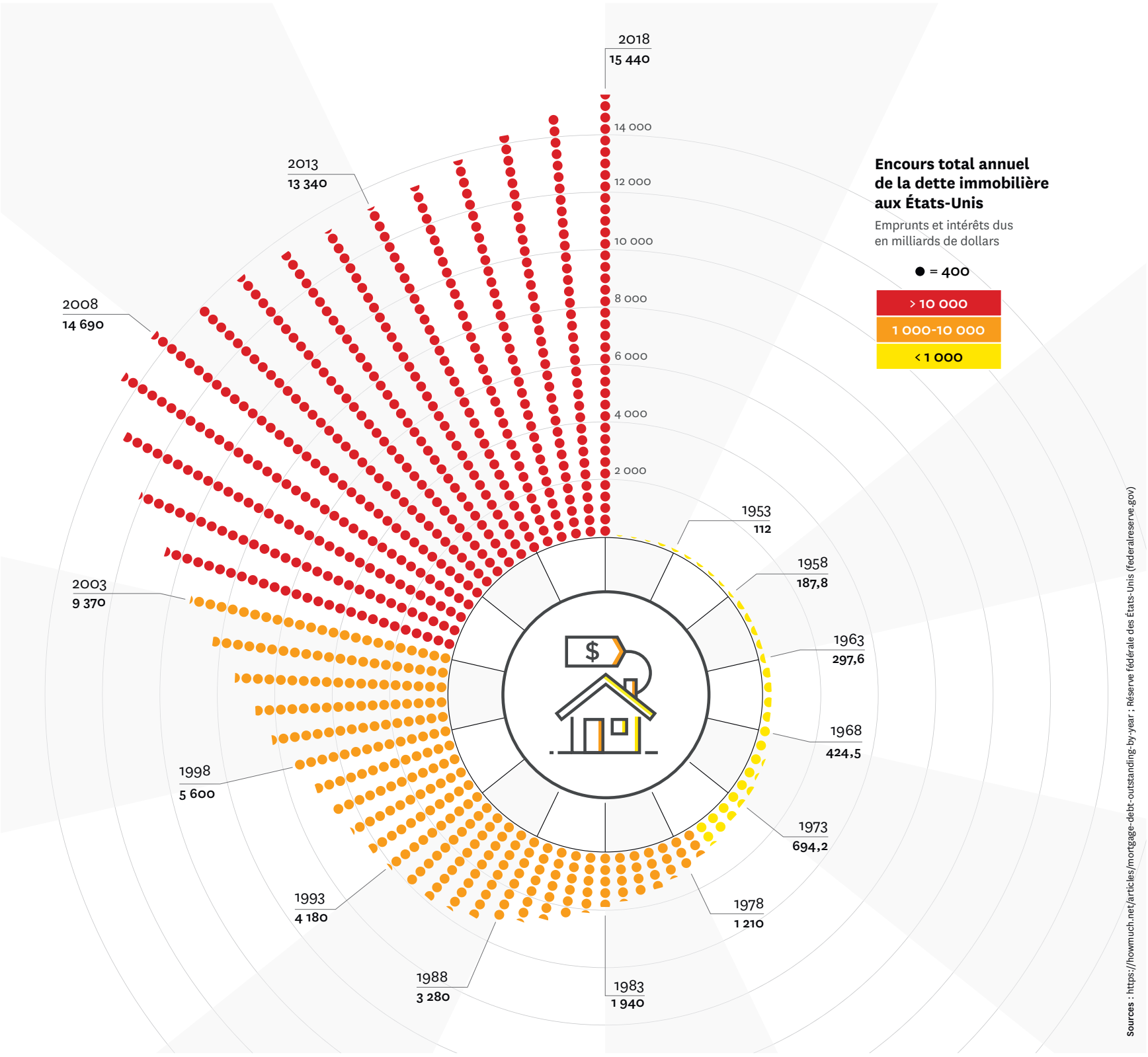
SÜDDEUTSCHE ZEITUNG
Munich, Allemagne
Quotidien, 345 156 ex.
sueddeutsche.de
Créé en 1945, le "journal du sud de l'Allemagne" compte parmi les quotidiens suprarégionaux de référence du pays. De tendance libérale, il est un grand défenseur des valeurs démocratiques et de l'État de droit. Sa page 3, qui publie grands reportages et articles de fond,

signaux

Chaque semaine, une page visuelle pour présenter l'information autrement

La spirale de la dette

Aux États-Unis, les taux d'intérêt sont bas, mais les montants empruntés pour acheter son logement atteignent des sommets.



La source

HOWMUCH.NET. Ce site américain se consacre à la datavisualisation économique. Celle ci-dessus, publiée en août, s'appuie sur les données de la Réserve fédérale américaine, qui répertorie le montant de la dette hypothécaire aux États-Unis depuis 1949. Elle représente l'évolution des emprunts immobiliers entre cette date et 2018 et se lit dans le sens des aiguilles d'une montre. L'envolée du prix des logements explique l'augmentation des emprunts nécessaires pour accéder à la propriété.

360°

MAGAZINE
Poisson, quel est ton nom ? • Culture..... 44
Il était une fois la Fête de la bière • Série... 46
Géométries accidentelles • Tendances 48

TYSHAWN JONES A DOMPTÉ NEW YORK

À 20 ans, ce prodige du Bronx est salué comme l'un des plus grands talents du skate américain. Une fierté pour les New-Yorkais, dans un univers dominé par les riders de la côte Ouest.
—The New York Times Magazine, New York

Parmi les spots préférés de Tyshawn Jones, il y a le terrain de sport William F. Passannante, à Greenwich Village. Même pour des skateurs habitués à s'adapter à leur environnement, le lieu présente un intérêt plus que limité : un simple carré de bitume aux couleurs d'un terrain de base-ball. Pas d'arêtes waxées, pas d'escaliers à jumper, pas même de courbe, ne serait-ce que symbolique; et, dès que vous quittez le terrain à proprement parler, le sol devient trop grossier pour être skatable. Pourtant, les skateurs new-yorkais en ont fait un de leurs lieux de rendez-vous, connu des jeunes du cru sous le nom de T.F. West – pour Training Facility [site d'entraînement], une façon ironique de se dire entre eux qu'il n'y a rien à rider ici.

À part les poubelles, qui, sous réserve qu'elles ne débordent pas, peuvent constituer des obstacles ad hoc. La plupart des skateurs les couchent, de sorte qu'elles leur arrivent juste au-dessous du genou. Tyshawn Jones, lui, les laisse généralement debout. L'année dernière, il a tourné à T.F. West une vidéo de quelques minutes sur laquelle il multiplie les figures au-dessus des poubelles. Il donne une telle impression de facilité que les corbeilles semblent moins être des obstacles que des repères visuels, comme le petit bonhomme qui sert à donner l'échelle quand on dessine un gratte-ciel ou une baleine. Les Adidas vertes de Tyshawn Jones, siglées à son nom, sont ornées d'une poubelle de New York en miniature; la marque fabrique d'autres récipients, grandeur nature, pour les boutiques de skate, avec le nom de "TYSHAWN" barrant leur bord supérieur en grosses lettres.

Cela faisait longtemps que le milieu du skate n'avait pas vu émerger de personnalité aussi marquante que Tyshawn Jones. Quelqu'un qui, sorti de nulle part ou presque, redéfinit ce qu'il est physiquement possible de faire sur une planche. Tyshawn conjugue avec une aisance diabolique force, souplesse, détente verticale, délicatesse et sens du timing (ce que les skateurs appellent le "pop"), qui lui permettent de se propulser, lui et sa planche, par-dessus ou sur tout ce qu'il veut, donnant parfois l'impression de rester suspendu une fraction de seconde au mitan de son saut. Tyshawn Jones a découvert le skate à travers les jeux vidéo, et on a parfois le sentiment qu'il se fie aux lois surnaturelles de ces mondes imaginaires pour savoir ce qu'il peut faire ou non sur une planche.

Un après-midi de décembre, un lundi, Tyshawn est invité à se rendre à T.F. West par son sponsor, la marque de vêtements Supreme, qui lui a fait croire qu'il allait simplement me donner une interview. En fait, il est là pour s'entendre dire de la bouche de Jake Phelps, le rédacteur en chef de *Thrasher* [un mensuel américain de référence dans le monde du skate], qu'il vient de remporter le prix du Skateur de l'année, décerné par le magazine – c'est-à-dire la plus haute distinction, si tant est qu'il en existe d'autres, à récompenser le skate de rue. La cérémonie se résume à peu de chose : Jake Phelps arrive sur les lieux avec un cameraman, et Tyshawn ne met pas longtemps à comprendre ce qui se trame.

"T'es chaud?" lui demande Jake Phelps.
"Grave!" répond Tyshawn, scellant le deal d'une étreinte virile.

Quelqu'un traîne une poubelle vers un spot, à peu près au milieu du terrain, et Jake Phelps demande à Tyshawn de réaliser, en passant par-dessus, un switch kickflip [figure qui consiste à faire tournoyer sa planche sur elle-même lors du saut en se servant de son pied faible comme pied d'appel] pour le photographe de *Thrasher*. Tyshawn, qui vient d'avoir 20 ans, est somnolent en raison d'un décalage horaire et d'une overdose de *Fortnite* [l'un des jeux vidéo les plus populaires au monde]. Il rentre tout juste du Japon, où il était en compagnie de l'équipe de Supreme pour assister à la première de *Blessed*, le deuxième film de skate long format produit par son sponsor, dont il → 42

← Tyshawn Jones redéfinit ce qu'il est physiquement possible de faire sur une planche. *Photo Philip Montgomery*

40 ← a l'honneur de se voir consacrer la dernière partie. Mais une fois sa planche entre les mains, Tyshawn semble reprendre du poil de la bête.

Le jeune homme s'apprête à faire la couverture de *Thrasher* avec un cliché qui le montre en train de jumper une bouche de métro de Midtown [à Manhattan, *voir encadré*]. Après un nouveau saut au-dessus de la poubelle, il revient me voir en me demandant si je ne peux pas m'arranger pour qu'il fasse la couverture du *New York Times Magazine*. Ou mieux encore : *"Je voudrais faire la couv de* Vogue*"*, me lance-t-il.

"La couv de Vogue*?* commente le cameraman assis par terre un peu plus loin. *C'est chaud."*

Tyshawn plaisante peut-être, mais il a une idée derrière la tête. Les univers de la mode et du skate se tournent autour depuis des années : des mannequins et des célébrités portent des sweats à capuche *Thrasher* et le site de *Vogue* (si, si) s'est même intéressé pendant une semaine à la discipline. Le trou noir qui aspire tout au centre de cette galaxie, c'est Supreme, une société assez mystérieuse dont l'envergure et l'influence semblent aller croissant : une boutique de skateboard de New York qui est devenue un géant de la mode, mettant le grappin sur Tyshawn Jones alors qu'il n'avait que 12 ans pour en faire l'un des skateurs les plus prometteurs de ces vingt-cinq dernières années – un skateur aujourd'hui représenté par [l'agence de mannequins] DNA Model Management.

Le jour où nous nous rencontrons, Tyshawn devient donc le premier New-Yorkais à décrocher le titre de Skateur de l'année; la quasi-totalité des lauréats avant lui étaient des Californiens de naissance ou d'adoption. Il a été adoubé pour avoir réussi l'impossible : dompter le chaos new-yorkais pour le soumettre à sa volonté et à celle de sa planche.

Tyshawn a commencé le skateboard à l'âge de 10 ans, à peu près au moment où une véritable calamité s'est abattue sur lui et sa famille. Né à New York, il vivait à l'époque dans le New Jersey, où sa mère, Termisha Henry, avait installé sa petite famille de sorte que lui et son frère aîné, Bryan, puissent fréquenter une meilleure école. Elle planquait le gros de ses économies dans sa chambre. La mère de famille avait ses raisons, mais il n'était pas facile de soustraire 80 000 dollars à la curiosité de deux garçonnets. La famille vivait dans la plus grande tour d'un complexe résidentiel de Hackensack, un endroit accueillant, avec concierge et piscine. De temps en temps, des copains d'école venaient profiter de la piscine. Un jour, Bryan a sorti la montagne de billets sous le nez de quelques-uns d'entre eux.

Ces mêmes copains sont revenus un jour où Tyshawn était seul à la maison pour lui demander s'ils pouvaient aller se baigner. Tyshawn les a laissés entrer. *"J'étais un gosse; je ne me suis pas posé de question*, confesse-t-il. *J'avais, quoi, 10 ans."* Quelques jours plus tard, sa mère l'appelle à l'école. Elle est en pleurs. Presque tout l'argent a disparu.

PHILIP MONTGOMERY

Termisha Henry est allée voir la police pour s'entendre dire, se souvient-elle, qu'elle ne pouvait porter plainte contre les garçons qu'à condition de le faire aussi contre ses fils, qui, juridiquement parlant, étaient également impliqués. Non seulement l'argent s'était envolé, mais Bryan voyait les voleurs en profiter. *"C'étaient des gosses de 13 ans qui avaient peut-être 80 000 dollars en cash*, raconte Tyshawn. *Il y avait tellement de fric qu'ils en distribuaient à l'école."*

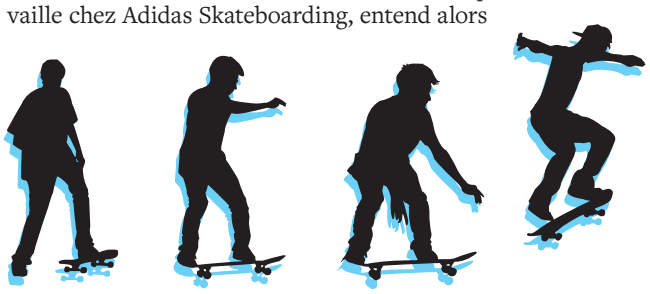
Rongé par la culpabilité, Tyshawn commence à chercher des moyens de remplacer cet argent. Il demande, par exemple, au concierge d'aller chercher quelque chose dans la pièce où il stocke les colis et en profite pour attraper des clés d'appartements accrochées au mur. *"J'étais jeune et bête"*, dit-il. Il s'imagine que tout le monde a des liasses de billets dissimulées dans sa chambre. Ce n'est pas le cas, mais il trouve d'autres choses à voler. Il finit par se faire pincer, et la famille retourne dans le Bronx. *"Quand je suis arrivé à New York, je ne pensais qu'à cet argent,* se souvient-il. *Il fallait que je rende ce fric à ma mère."*

Tyshawn apprend à rider dans les skateparks de New York, qui fleurissent un peu partout dans la ville à l'époque. Un jour, quelqu'un montre une vidéo de Tyshawn à Ty Lyons, qui travaille au vaisseau amiral de Supreme, la boutique de Lafayette Street. On y voit Tyshawn réaliser un 360 flip [un saut avec rotation horizontale de la planche à 360°] en jumpant neuf marches quelque part à Battery Park [à la pointe sud de Manhattan]. En multipliant ce genre de figures, il casse six planches par mois. Ty Lyons est impressionné et veut s'arranger pour que Supreme lui laisse gratuitement des boards [des planches]. Tyshawn donne son accord mais disparaît pendant plusieurs mois. *"Je n'étais pas comme ça,* confie-t-il. *Je n'aime pas mendier du matos."*

Or, pour dire les choses crûment, c'est le matos qui fait vivre la culture skate. Les virtuoses de la board se voient confier du matériel et tout ce qu'ils ont à faire, en échange, c'est de se filmer en train de l'utiliser. Quand ils sont assez bons, les marques les paient pour qu'ils se servent exclusivement de leur matériel. Et s'ils sont vraiment très doués, ils peuvent même avoir leur nom dessus (essentiellement sur les planches et les chaussures) et, généralement, une part des royalties. À 12 ans seulement, Tyshawn avait donc déjà franchi une première étape : il avait trouvé une boutique du quartier qui était prête à lui donner des planches.

Mais, à l'époque, Supreme n'est déjà plus une simple boutique de skateboard, loin de là. Depuis sa création à SoHo, en 1994, l'enseigne est devenue une très grande marque internationale de streetwear, avec des boutiques à Los Angeles, à Londres et à Tokyo (elle possède aujourd'hui des boutiques à Brooklyn et à Paris, plusieurs au Japon, et en ouvrira une autre à San Francisco prochainement). Ses vêtements s'arrachent, au point que beaucoup les achètent dans le seul but de faire une plus-value sur un marché secondaire florissant.

Tyshawn ne savait rien de tout cela quand Ty Lyons est venu le trouver. Tout ce qu'il savait, c'est que les casquettes Supreme avaient la cote. Finalement, un copain qui voulait se racheter du matériel l'a attiré dans la boutique, et Ty Lyons a fini par le convaincre. C'est à peu près au même moment que Supreme a embauché le New-Yorkais William Strobeck, photographe et vidéaste de talent, qui a commencé à filmer Tyshawn aux quatre coins de Downtown [la partie sud de Manhattan]. En travaillant sur la première vidéo long format de Supreme, *Cherry,* William Strobeck a poussé Tyshawn à enchaîner autant de figures que possible sur ce que les skateurs de la ville appellent le Courthouse Drop [les escaliers du tribunal], sur Foley Square, un haut lieu du skate à New York. Jascha Muller, qui travaille chez Adidas Skateboarding, entend alors

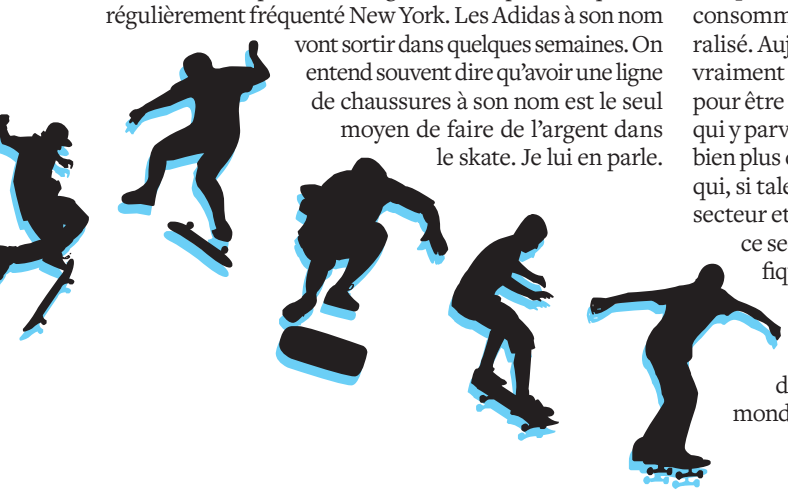


parler des vidéos incroyables d'un petit gars sur le parvis du tribunal. Entre-temps, Tyshawn en avait appris beaucoup sur le milieu, et il a repoussé son entrevue avec Jascha Muller jusqu'à la sortie du film. Quand les deux hommes ont fini par se rencontrer, rendez-vous avait été donné à Foley Square. L'une des premières questions que Tyshawn posera à Jascha sera : *"Je fais comment pour avoir des pompes à mon nom?"*

A l'époque, Tyshawn mène une sorte de double vie : il zone dans Downtown sur sa planche d'un côté et, de l'autre, fréquente Uptown [la partie nord de Manhattan, où se situe notamment le quartier de Harlem, tout près du Bronx] avec ses potes, des baskets Air Jordan aux pieds et des vêtements True Religion sur le dos. Pour William Strobeck, la figure que Tyshawn a réalisée pour la couverture de *Thrasher* illustre bien ce parcours entre le Bronx et Manhattan : un ollie [un saut considéré comme une figure de base du skate] au-dessus de la bouche de métro de la ligne 6 [qui relie le Bronx à Manhattan], à la station 33rd Street. La bouche en question est un gouffre béant; le trou commence sur l'esplanade surélevée d'un immeuble de bureaux. De là, il faut franchir une première rambarde qui se dresse à mi-cuisses, puis un escalier de 1,80 mètre de large qui s'enfonce sous la rue et, de l'autre côté, une rambarde métallique hérissée de pointes. Mais l'ollie en lui-même n'est qu'une petite partie du défi : Midtown grouille de monde à chaque fois que Strobeck et Tyshawn se rendent sur place pour filmer.

Tenter un ollie au-dessus d'un obstacle aussi monstrueux équivaut un peu à essayer de calculer la courbe d'une parabole avec son corps tout en attentant à ses jours. Mais le défi implique aussi d'enchaîner une série de mouvements qui sont comme une seconde nature pour Tyshawn : donner une impulsion sur le tail [l'arrière de la planche] et décoller, lever la board aussi haut que possible avec le pied avant, rentrer les genoux dans le ventre (sur la couverture de *Thrasher*, ceux de Tyshawn touchent presque les épaules), en croisant les doigts pour que tout se passe bien. Quand Tyshawn y parvient enfin, lors de sa troisième visite sur les lieux, il se réceptionne avec les roues avant sur la rue et les roues arrière sur le trottoir – une dernière petite vacherie de New York –, mais il continue de rouler. Il reçoit sur Instagram un message d'une femme qui travaille dans une tour qui surplombe l'esplanade. Elle lui dit que les gens de son bureau se sont pressés contre les vitres pour le regarder. Et que, quand il a atterri, tout le monde a laissé éclater sa joie.

Un jeudi après-midi de mai, Tyshawn se rend dans le Bronx, au skatepark de Throgs Neck – le premier qu'il ait régulièrement fréquenté New York. Les Adidas à son nom vont sortir dans quelques semaines. On entend souvent dire qu'avoir une ligne de chaussures à son nom est le seul moyen de faire de l'argent dans le skate. Je lui en parle.



"C'est ce qu'on m'a dit", commente Tyshawn. Sa voix porte les marques de son parcours hors du commun : un accent du Bronx, avec ses voyelles qui s'étirent et s'aplatissent comme du caramel mou. "Oh, tu seras riche quand t'auras des pompes à ton nom'. *Moi, je suis genre : je le croirai quand je le verrai."*

Parce qu'avoir des chaussures à son nom est la consécration financière d'une carrière pour un skateur de rue, le destin des riders de très haut niveau est lié au comportement des consommateurs extérieurs au milieu du skate, ce qui peut être frustrant et produire de curieux effets. J'évoque le cas Stefan Janoski, un skateur qui a dessiné avec Nike, en 2009, une chaussure encore fabriquée aujourd'hui. Si Stefan Janoski n'est peut-être pas le plus grand skateur de tous les temps, il fait sans aucun doute partie des plus riches.

"Il est blindé de thunes, confirme Tyshawn. *Je veux dire, il n'est pas milliardaire, mais il doit avoir 15 ou 20 millions de dollars sur son compte. Ce qui n'est pas mal pour un skateur qui n'a pas fait de compètes. Il a fait les choses à sa sauce. Il fait des bonnes figures, mais bon, c'est pas Nyjah non plus."* Nyjah, c'est Nyjah Huston, multimédaillé aux X Games [une compétition annuelle de sports extrêmes] et qui sera membre de l'équipe américaine aux Jeux olympiques de 2020 [le skate sera représenté pour la première fois lors des JO qui se dérouleront du 24 juillet au 9 août à Tokyo, au Japon]. *"Il doit être aussi blindé que Nyjah, et regardez ce que Nyjah a dû faire pour en arriver là."*

Ce que Nyjah Huston a dû faire, précisément, c'est devenir un personnage largement tourné en ridicule [par ses pairs], alors qu'il était, d'un point de vue technique, l'un des meilleurs riders du milieu. Même s'il ride aussi dans la rue, Nyjah Huston gagne beaucoup d'argent dans des compétitions qui tendent à récompenser la reproduction bête et méchante des mêmes figures sur un parcours conçu à cet effet – autrement dit, tout l'inverse de l'inventivité, de la persévérance et des prises de risque traditionnellement associées au skate.

À maintenant 20 ans, Tyshawn pense déjà à la suite. Il a ouvert un restaurant dans le Bronx à 19 ans et cofondé sa propre marque de matériel, Hardies, qui commercialise aussi, bien sûr, des vêtements siglés. Le restaurant, baptisé Taste So Good (Make You Wanna Smack Your Mama) [littéralement, "C'est si bon (que ça te donne envie de taper ta mère)", pour exprimer l'idée que l'on va regretter de ne pas avoir aussi bien mangé chez soi], sert des plats américano-antillais. Il y emploie sa propre mère, qui en est la patronne – sa dette à son égard est en bonne voie d'être remboursée.

Le milieu du skate a préfiguré une économie prescriptive [dans laquelle les influenceurs orientent les goûts des consommateurs], dont le modèle s'est désormais généralisé. Aujourd'hui, tout le monde aspire à travailler sans vraiment travailler, à se mettre en scène et à s'arranger pour être rémunéré par une marque pour le faire. Et ceux qui y parviennent sont sans doute susceptibles de gagner bien plus d'argent que quelqu'un comme Tyshawn Jones, qui, si talentueux soit-il, est contraint par la taille de son secteur et par les règles d'une sous-culture qui a façonné ce secteur – et lui-même. Ces règles lui ont été bénéfiques en même temps qu'elles l'ont bridé : elles ont, certes, évité au skate de sombrer dans l'ennui qui caractérise d'autres disciplines sportives, mais le corollaire est que Tyshawn ne sera sans doute jamais reconnu comme l'athlète de classe mondiale qu'il est probablement.

—Willy Staley
Publié le 29 août

À la une

LE GOÛT DU RISQUE
En janvier 2019, Tyshawn Jones a fait une première fois la couverture du magazine spécialisé *Thrasher* avec un saut spectaculaire au-dessus d'une bouche du métro new-yorkais. Comme le raconte *The New York Times Magazine*, cette figure n'a été possible que parce que le jeune homme était accompagné, ce jour-là, de dix amis qui ont *"mis pour lui la ville à l'arrêt"*. Ils se sont postés à des endroits stratégiques, dans et autour de la bouche de métro, pour empêcher les passants de circuler et de se mettre en travers du chemin de leur héros. Tyshawn Jones a une nouvelle fois fait la une de *Thrasher* en avril dernier, cette fois pour saluer son titre de Skateur de l'année, une véritable consécration dans le milieu.

SOURCE

THE NEW YORK TIMES MAGAZINE
New York, États-Unis
Hebdomadaire, 1 150 000 ex.
nytimes.com/section/magazine
Inclus dans la livraison dominicale du *New York Times* depuis 1896, ce magazine de haute volée est réputé pour ses longs formats (reportages, enquêtes, essais) et ses signatures prestigieuses. Il est capable d'aborder avec originalité une grande variété de sujets, des plus sérieux aux plus légers.

culture.

↙ *Dessin de* **Walenta**
paru dans **Audubon,** *États-Unis.*

Poisson, quel est ton nom ?

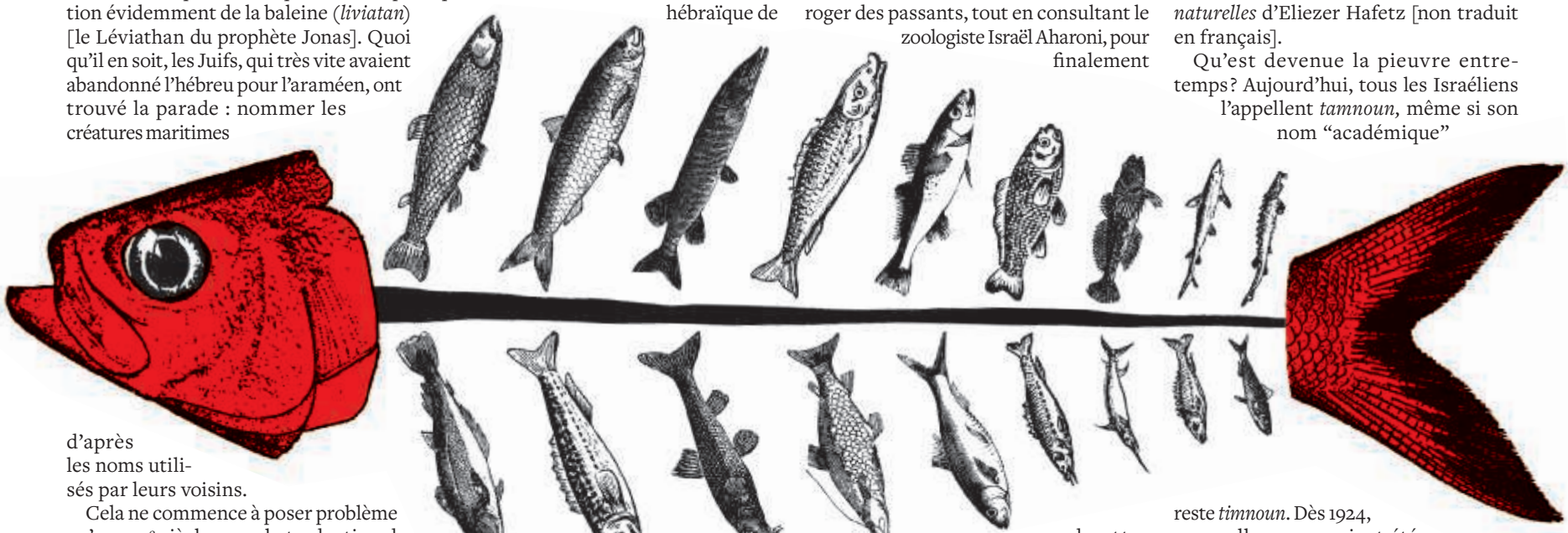
Les premiers traducteurs en hébreu de *Vingt mille lieues sous les mers* se sont heurtés à un épineux problème. Ils manquaient de mots dans cette langue pour désigner les créatures marines citées par Jules Verne.

—Ha'Aretz *(extraits) Tel-Aviv*

Contrairement aux Phéniciens, les anciens Hébreux n'étaient pas un peuple de marins, ce qui explique probablement pourquoi les animaux de mer sont rarement mentionnés dans les sources bibliques hébraïques, à l'exception évidemment de la baleine (*liviatan*) [le Léviathan du prophète Jonas]. Quoi qu'il en soit, les Juifs, qui très vite avaient abandonné l'hébreu pour l'araméen, ont trouvé la parade : nommer les créatures maritimes d'après les noms utilisés par leurs voisins.

Cela ne commence à poser problème qu'au XIXe siècle, avec la traduction de livres étrangers en hébreu moderne [une langue nouvelle forgée par et pour le mouvement sioniste à partir de l'hébreu biblique et de l'hébreu rabbinique, et qui deviendra, en 1948, la langue officielle d'Israël]. Lorsqu'en 1876 Zeev Sperling, un Juif de Palestine, se met en tête de traduire *Vingt mille lieues sous les mers,* il se trouve bien en peine de trouver le nom hébreu des multiples créatures marines décrites dans le roman de Jules Verne. Pour ne prendre qu'un exemple, les créatures qui attaquent le Nautilus sont ainsi appelées "escargots géants" (*khelzonot anak*) dans sa traduction, puisqu'en hébreu il n'existe pas à l'époque de terme pour désigner les… pieuvres.

Pourtant, dès 1892, le grammairien pionnier de l'hébreu moderne Eliezer Ben Yehouda [né Yitskhok Leyzer Perelman dans la bourgade juive de Loujki, dans l'actuelle Biélorussie, 1858-1922] avait assigné des substantifs néohébreux à plusieurs poissons de consommation courante : *khilak* (du latin *halec*) pour le hareng, *sardal* (du grec *sardella*) pour la sardine, et *palmod* (du grec ancien *pelamys*) pour le maquereau. Seulement, malgré l'aura de Ben Yehouda, ces néologismes ne sont jamais entrés dans l'usage courant. Alors que, au début du XXe siècle, la société hébraïque de Palestine se développe à un rythme soutenu, les poissons continuent d'être appelés par les noms utilisés par les marins-pêcheurs arabes de Palestine ou par ceux importés par les immigrants juifs du continent européen.



Un travail essentiel. Ainsi, à cette époque, les Juifs de Palestine nomment la daurade *dènis,* d'après l'arabe levantin *dinnîs*. En turc, ce poisson s'appelle *çipura,* et ce nom est aussi entré dans l'usage (*tshipora*), à l'inverse de celui inventé par le grammairien [qui préconisait *avroma*, d'après le latin *abramis*]. Le saumon est nommé *salmon* [un emprunt à l'anglais] ou *lavrak*, d'après le terme turc ottoman *levrek*, utilisé par les marins palestiniens. Même le mulet s'est vu donner, en dépit des efforts de Ben Yehouda, un nom arabe : *bouri*. La sardine étant un terme utilisé dans de nombreuses langues, comme l'arabe, le russe, l'allemand et l'anglais, ce nom a également été adopté en hébreu moderne vernaculaire. De même, sous l'influence de l'environnement arabe palestinien, le maquereau, traduit *palmod* par Ben Yehouda, est devenu la *palamida,* hébraïsation de la *ballamîda* des pêcheurs arabes.

En 1930, la Commission linguistique décide de remettre de l'ordre dans les noms de poissons. *"Ce travail était essentiel. Dans aucun autre domaine pratique de la vie israélienne, on ne vit pareil engagement"*, se souvenait des années après Shmuel Eisenstadt, directeur du bureau central de la Commission linguistique, dans son livre *Notre hébreu vivant* [inédit en français]. Selon Eisenstadt, Haïm Nahman Bialik [célèbre écrivain hébreu et yiddish originaire d'Ukraine, 1873-1934] et lui-même sont descendus dans la rue interroger des passants, tout en consultant le zoologiste Israël Aharoni, pour finalement admettre qu'aucun nom hébreu n'était pertinent pour les animaux marins. *"Mais, tel un capitaine n'abandonnant pas son navire en pleine tempête, Bialik a trouvé une idée géniale pour enfin donner des noms hébreux aux poissons."*

Bialik se rappelle que, en judéo-araméen de la Palestine du premier siècle, en araméen et en syriaque contemporain, "poisson" se dit *"noun"*. Il propose donc *noun* comme suffixe à tous les termes néohébreux. Ironie de l'histoire, *noun* était le symbole des premiers chrétiens : le poisson, mais aussi l'initiale, en judéo-araméen de Palestine, en araméen classique, en syriaque et en arabe, de "nazaréen", c'est-à-dire "chrétien".

La liste de noms arrêtée par Bialik est imprimée par la Commission linguistique et affichée dans les poissonneries juives de Palestine. Un seul d'entre eux, *amnoun* (et son synonyme *shfarnoun*) ne va jamais entrer dans la langue vernaculaire, alors qu'il désigne le poisson le plus commun du Moyen-Orient : le tilapia. Les locuteurs israéliens continuent à le désigner *mushtt,* selon le nom que lui donnent encore aujourd'hui les Arabes palestiniens. Ce nom est un raccourci de l'arabe *samak Al-mushtt*, qui signifie "poisson-peigne", à cause de sa nageoire caudale.

Même le mulet s'est vu donner, en dépit des efforts de Ben Yehouda, un nom arabe : bouri.

Il n'empêche, le suffixe *noun* imaginé par Bialik est encore et toujours utilisé pour déterminer le nom de nouvelles créatures marines. En 2019, le substantif *dionoun* (calamar) apparaît dans la dernière édition du *Manuel de sciences naturelles* d'Eliezer Hafetz [non traduit en français].

Qu'est devenue la pieuvre entretemps ? Aujourd'hui, tous les Israéliens l'appellent *tamnoun,* même si son nom "académique" reste *timnoun*. Dès 1924, ces mollusques avaient été intelligemment nommés *tmanei-raglon* (littéralement, "octopodes") dans le dictionnaire germano-hébreu du rabbin Moshe David Gross. Lorsque Uriel Halperyn [Yonatan Ratosh, 1908-1981, poète et chef de file du mouvement des Cananéens, une branche marginale du sionisme] a dû à son tour traduire *Vingt mille lieues sous les mers* en 1930, il a inventé le nom *tman-gapim* (octopède). Il est difficile de savoir qui est l'auteur originel de *tamnoun*. Tout ce que l'on sait, c'est qu'il est apparu pour la première fois en 1937 dans un article du quotidien travailliste *Davar,* trois ans après la mort de Bialik. Dénué de tout commentaire, on peut en conclure qu'il était déjà entré dans le domaine public. Le poisson-chat (*sfamnoun*), quant à lui, est venu plus tard : on ne le trouve dans la presse hébraïque que depuis les années 1950.

—Elon Gilad
Publié le 26 juin

Courrier international

Analyser
les points de vue de l'étranger sur la France

Comprendre
l'actualité du monde

Interpréter
les différents éclairages sur l'histoire

Apprendre
en puisant dans les meilleures sources d'information

Débattre
des grandes questions qui agitent le monde

9,90€ PAR MOIS au lieu de ~~18,23 €~~*

VOTRE ABONNEMENT COMPREND :

1 an
(52 numéros)

+

l'accès au **site Internet** et au **Réveil Courrier** *sur tous vos supports numériques.*

+

EN CADEAU

L'agenda 2019-2020
de *Courrier international*

Valeur 9,90€

Bon d'abonnement

à retourner à : *Courrier international* - Service Abonnements A2100 - 62066 ARRAS Cedex 9

☐ **Oui, je profite de cette *Offre liberté*** pour **9,90 €** par mois au lieu de ~~18,23~~ €*
et je recevrai ***en cadeau*** **l'agenda 2019-2020** de *Courrier international*
Je complète le mandat SEPA ci-dessous.

Réduction de plus de 45%**

☐ **Je préfère régler en une fois 119 €** au lieu de ~~218,80~~ €*
et je recevrai l'agenda 2019-2020 de *Courrier international*

Pour tout autre moyen de paiement, rendez-vous sur notre site :
https://abo.courrierinternational.com/auto1
ou téléphonez au 03-21-13-04-31 (du lundi au vendredi, de 9 heures à 18 heures)

RCO19BA1507

☐ Monsieur ☐ Madame

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ VILLE .....

* Prix de vente au numéro. Offre valable jusqu'au 31/12/2019 pour un premier abonnement en France métropolitaine dans la limite des stocks disponibles. Etranger nous consulter. En retournant ce formulaire, vous acceptez que *Courrier international*, responsable de traitement, utilise vos données personnelles pour les besoins de votre commande, de la relation Client et d'actions marketing sur ses produits et services. Pour connaître les modalités de traitement de vos données ainsi que les droits dont vous disposez (accès, rectification, effacement, opposition, portabilité, limitation des traitements, sort des données après décès), consultez notre politique de confidentialité à l'adresse *https://www.courrierinternational.com/page/donnees-personnelles* ou écrivez à notre Délégué à la protection des données – 80, bld Auguste-Blanqui – 75707 Paris Cedex 13 ou *dpo@groupelemonde.fr*. Vous acceptez que vos données de contact soient partagées par *Courrier international* avec sa sélection de partenaires français afin de recevoir des informations sur leurs actions et/ou leurs offres de produits et services. Si vous ne souhaitez pas recevoir des propositions de ces sociétés, merci de cocher la case ci-contre ❑

** Par rapport au prix de vente au numéro.

Je remplis le mandat de prélèvement SEPA ci-dessous et je joins un RIB.

En signant ce formulaire de mandat, vous autorisez Courrier international SA à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte et votre banque à débiter votre compte conformément aux instructions de Courrier international SA. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les 8 semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.

Vous acceptez que le prélèvement soit effectué à l'installation de votre abonnement. Vos droits concernant le prélèvement sont expliqués dans un document que vous pouvez obtenir auprès de votre banque. Les informations contenues dans le présent mandat, qui doit être complété, sont destinées à n'être utilisées par le créancier que pour la gestion de sa relation avec son client. Elles pourront donner lieu à l'exercice, par ce dernier, de ses droits d'accès, de rectification, d'effacement, d'opposition, de portabilité, de limitation des traitements ainsi que du droit de donner des instructions sur le sort des données après décès.

TITULAIRE DU COMPTE À DÉBITER

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

Code postal : ⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋ Ville : .....

DÉSIGNATION DU COMPTE À DÉBITER

⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊_ ⌊_⌊_⌊_⌊
IBAN – Numéro d'identification international du compte bancaire

⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌊_⌋
BIC – Code international d'identification de votre banque

RÉFÉRENCE UNIQUE DU MANDAT (RUM)

.....
Sera rempli par *Courrier international*

Paiement répétitif

Fait à : .....

Le : .....

Signature obligatoire

Organisme créancier :
Courrier international – ICS : FR11ZZZ396542
80, boulevard Auguste-Blanqui – 75013 Paris

RCS Paris 344 761 861 000 71

plein écran.

Il était une fois la Fête de la bière

↙ **Misel Matisevic (à gauche) incarne le baron de la bière Curt Prank.** *Photo Dusan Martincek/BR*

Un journaliste a pu se glisser sur le tournage de la minisérie allemande *Oktoberfest – 1900*. Celle-ci nous emmènera à Munich au début du XXe siècle, dans les coulisses de l'industrie naissante de la bière et de sa grande fête annuelle.

—Süddeutsche Zeitung *Munich*

Le lieu de tournage est une vieille auberge abandonnée de Deutenhausen, dans la région de Dachau [au nord-ouest de Munich], ça sent le vieux bois humide et la lumière du jour peine à pénétrer dans l'arrière-salle. Une dizaine de membres de l'équipe de tournage sont en place, les yeux rivés sur deux moniteurs, tandis que la patronne et veuve du brasseur, Maria Hoflinger (interprétée par Martina Gedeck), arrive avec un casse-croûte dans la pénombre de l'auberge, squattée par quelques piliers de bar.

Un homme arrive. Moustache, redingote, manières bourgeoises. La patronne, toute de noir vêtue, apporte deux chopes, et ça discute. La conversation tourne à l'aigre, l'homme en question, le brasseur Curt Prank (interprété par Misel Maticevic), jette une pièce sur la table d'un air mauvais et tourne les talons. Maria Hoflinger glisse nonchalamment l'argent dans la bourse qu'elle porte à la ceinture.

La scène, tournée mercredi [31 juillet] à Deutenhausen, fait partie d'une série historique en six épisodes qui seront diffusés deux par deux l'année prochaine sur [la chaîne publique] Das Erste. Le nom provisoire de la série est *Oktoberfest – 1900*. Et d'après ce qu'on a pu voir et entendre sur le plateau, ce sera une fresque dramatique autour d'une lutte opposant deux clans de brasseurs qui veulent chacun avoir la haute main sur l'économie et la société munichoises.

La courte scène de l'auberge donne une idée des sujets abordés : d'un côté, le vieux Munich, la tradition, la bière locale de la famille Hoflinger, de l'autre, la nouvelle ère, le progrès, la bière industrielle, dont le grand brasseur Curt Prank, originaire de Berlin et arrivé à Munich après un passage par la Franconie (le modèle historique de son personnage est un célèbre cuisinier, Georg Lang, à qui l'on doit la première halle géante consacrée à l'Oktoberfest, en 1898) veut abreuver la ville et notamment la "Wiesn" [surnom de la Theresienwiese, grande place de Munich qui accueille chaque année la Fête de la bière].

"Ça parle de changement", confirme le coproducteur Alexis von Wittgenstein, à qui l'on doit l'idée de la série [dont le tournage s'est achevé à la mi-août]. Et qu'est-ce qui pourrait incarner le mieux le changement qui a balayé au tournant du dernier siècle la Bavière, et surtout Munich, que les brasseries, qui étaient alors les premiers employeurs de la ville ?

L'Oktoberfest de 1900 a été reconstituée à Prague à partir de photos d'époque.

La montée du capitalisme est implacable : les petites brasseries mettent la clé sous la porte les unes après les autres, pour ne laisser que les grands sites de production des barons de la bière, qui brassent selon des procédés industriels – et ce dans une ville qui n'en finit plus de s'étendre, une ville entreprenante, à la fois conservatrice et progressiste, et dans laquelle, au-delà de l'effervescence économique, l'art moderne connaît ses premiers balbutiements.

Veuve courage. La réalisation est signée Hannu Salonen, qui s'est notamment fait un nom avec l'adaptation de *Coupables*, un recueil de nouvelles de Ferdinand von Schirach [traduit en français aux éditions Gallimard]. *"Il ne faut pas que ça soit trop lisse à l'écran*, confie-t-il. *Il faut que cela ait un goût, une odeur, il faut sentir le côté rugueux."* D'après notre aperçu sur le plateau, on se dit qu'il est en passe de réussir.

Les décors à eux seuls sont impressionnants. Notamment la vieille brasserie, trouvée au fin fond de la République tchèque, qui ressemble encore aux brasseries artisanales du vieux Munich. L'Oktoberfest de 1900 a ensuite été reconstituée à Prague à partir de photos d'époque. La comédienne Brigitte Hobmeier, qui incarne Colina Kandl (on pense à Coletta Möritz, célèbre et jolie serveuse de la fin du XIXe siècle, devenue symbole de l'Oktoberfest), a été subjuguée en découvrant la reproduction de la "Wiesn" sur une place de Prague : *"Le décor était tellement énorme, tellement grandiose, et tout avait l'air tellement vivant !"*

Au risque de me donner mauvaise conscience en déflorant un peu trop l'intrigue, sachez que le sang coulera, et que les amateurs d'histoires d'amour mouvementées seront servis. La fille du grand brasseur, Clara Prank, incarnée par Mercedes Müller, sera particulièrement tiraillée entre ses devoirs familiaux et ses sentiments.

SÉRIE

Ce qu'on remarque surtout, c'est que les scénaristes Ronny Schalk et Christian Limmer ont imaginé des personnages féminins qui ne se cantonnent pas aux rôles traditionnels de l'épouse et de la mère de famille. En particulier Maria Hoflinger, la veuve courage, qui est une femme se battant jusqu'au dernier client pour sauver la brasserie familiale. *"Elle est très rude et elle va au charbon*, confirme son interprète, Martina Gedeck. *C'est une femme blessée et traumatisée, mais elle en tire aussi une grande force."*

Reste à voir si le Munich de 1900, bouillonnant et menaçant de craquer sous toutes les coutures, sera plus qu'un décor pittoresque dans la série. Le producteur Alexis von Wittgenstein et le scénariste Ronny Schalk affirment avoir beaucoup travaillé le matériau historique. La série montre donc le prolétariat munichois, qui se politise à l'époque, et la bohème n'est évidemment pas oubliée. Ainsi, Ludwig Hoflinger, le fils de la brasseuse, se laisse séduire par la vie indépendante, affranchie des conventions, que les artistes, marginaux et autres traîne-savates mènent à Schwabing [le quartier bohème de Munich]. La bohème, glisse Alexis von Wittgenstein, sera d'ailleurs représentée sur le tournage, dès le lendemain, par l'une de ses figures les plus illustres. Franziska zu Reventlow, la jolie comtesse pleine d'esprit [une figure historique du début du XXe siècle, par ailleurs écrivaine, traductrice et poétesse], doit entrer en scène, jouée par Ines Hollinger. Tous les éléments sont réunis pour que Munich rayonne à nouveau.

—Wolfgang Görl
Publié le 1er août

Agenda

Trinquons maintenant

Ce 21 septembre, à midi tapant, le maire Dieter Reiter donnera à Munich le coup d'envoi de la 186e édition de l'Oktoberfest en mettant en perce le premier baril de bière. Les festivités dureront jusqu'au 6 octobre. L'an dernier, 6,3 millions de visiteurs s'étaient pressés, venus du monde entier, pour y assister. Au total, ils avaient éclusé 7,5 millions de litres de bière.
Informations sur oktoberfest.de

SUR NOTRE SITE

courrierinternational.com

Suivez l'actualité du cinéma, des séries télévisées et des jeux vidéo. À découvrir cette semaine, la critique de deux films sortis en salle le 18 septembre :
– *Ad Astra*, de James Gray, un space opera en forme d'introspection, avec Brad Pitt en tête d'affiche.
– *Les Fleurs amères*, d'Olivier Meys, ou les désillusions d'une jeune Chinoise venue chercher fortune à Paris.

GRANDES HISTOIRES
ET BELLES MUSIQUES

PASSEZ
LA
MATINÉE
EN BONNE
COMPAGNIE

9H00 :
FRANCK FERRAND RACONTE...

9H30 :
TOUS CLASSIQUES AVEC **CHRISTIAN MORIN**

12H00 :
ENTRÉE DES ARTISTES AVEC **LAURENCE FERRARI**

RADIO CLASSIQUE

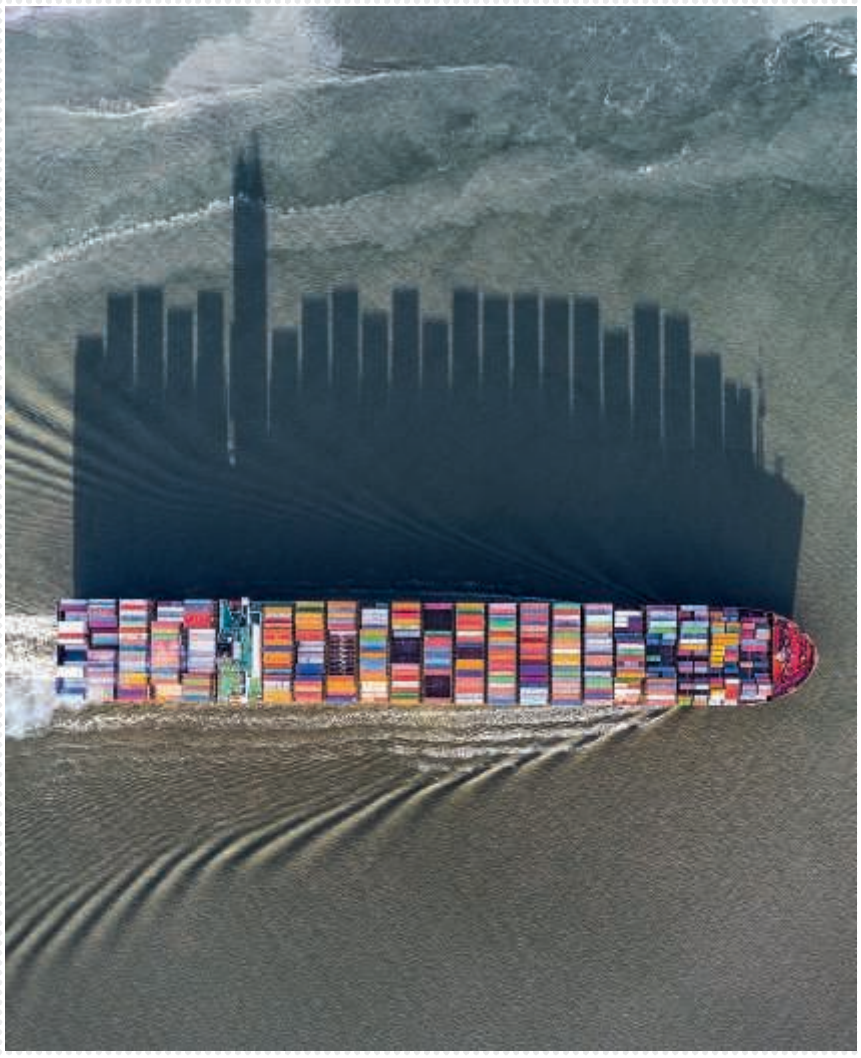
et votre journée devient plus belle.

tendances.

Bouclier connecté

AFRIQUE DU SUD — ***"Les femmes sont en danger chez elles, sur leur lieu de travail, dans les écoles où elles étudient, et même au bureau de poste"***, **selon The South African :** ***"la triste réalité, c'est que les femmes d'Afrique du Sud ne sont nulle part en sécurité"***. **Déplorant l'augmentation des féminicides dans le pays depuis janvier dernier, le site d'information se fait l'écho de l'initiative combattant les violences sexistes et domestiques intitulée** ***"The Warrior Project"***. **L'association à but non lucratif créée en début d'année a vu une telle croissance de ses activités ces derniers mois qu'elle s'est associée à la nouvelle application Namola, un outil géolocalisé pour demander une aide d'urgence. En collaboration avec la police et les services d'urgences locaux,** ***"les opérateurs font tout ce qui est en leur pouvoir pour venir en aide aux victimes, responsabiliser les premiers intervenants et accompagner les victimes durant tout le processus"***, **explique la fondatrice de l'association.**

FALCO, CUBA



"SKYLINE" PAR ABSTRACT AERIAL ART

PHOTO

Géométries accidentelles

C'est durant un tour du monde que les frères britanniques J. P. et Mike Andrews se sont passionnés pour les prises de vues aériennes de la Terre, raconte **Colossal**. Pour ce projet intitulé *Abstract Aerial Art*, le duo a utilisé un drone dans le but de capturer

ILS FONT BOUGER LES LIGNES

QUINTA BRUNSON, humoriste américaine, 29 ans

Une autre voix

Le chemin pour une véritable diversité à Hollywood est encore long, estime **Fast Company**. Le magazine rappelle les chiffres des dernières études menées à ce sujet en 2018 : seuls deux personnages principaux sur dix sont de couleur au cinéma, et la proportion est à peine plus importante à la télévision. Dans ce paysage culturel, *A Black Lady Sketch Show*, diffusé sur la chaîne américaine HBO, détonne et, surtout, plaît. Créée, produite et jouée par des femmes noires, cette série comique *"démantèle la vision monolithique de la femme noire"*. L'humoriste Quinta Brunson, l'une des quatre actrices principales de la série, estime d'ailleurs que c'est sa *"mission"* d'élargir ce champ de perception. Après avoir travaillé dans le développement vidéo du média numérique BuzzFeed, elle a écrit et produit ses propres sketchs, d'abord avec sa websérie *Broke* sur YouTube, puis *Quinta vs Everything* sur Facebook Watch. En parallèle d'*A Black Lady Sketch Show*, qui aura une deuxième saison, elle est en pleine écriture d'une nouvelle série qu'elle espère encore *"plus éloignée des clichés"* et qui offrira aux minorités une nouvelle palette de personnages.

FACEBOOK QUINTA BRUNSON

EN PROJET

SNØHETTA

Deux fois plus productif

De l'extérieur, le nouvel immeuble conçu par le cabinet norvégien Snøhetta à Trondheim, sur les rives du fjord éponyme, ne laisse rien transparaître. Pourtant, la structure nommée *"Powerhouse Brattørkaia"* a la particularité de produire le double de l'électricité consommée quotidiennement par ses 18 000 m² de bureaux. L'immeuble anguleux de 40 mètres de hauteur est *"recouvert de 3 000 m² de panneaux solaires qui fournissent de l'énergie verte pour l'édifice lui-même, les bâtiments voisins et les transports alentour"*, explique **Dezeen**. Ses architectes veulent multiplier ce genre de constructions dans tout le pays, et créer ainsi *"de nouvelles normes pour l'industrie du bâtiment dans le contexte de la crise climatique"*.

Le Monde FESTIVAL

imagine / 4-7 octobre 2019

RENAUD VAN RUYMBEKE - PABLO SERVIGNE

RUSSELL BANKS

BELINDA CANNONE

BERTRAND BELIN

CYNTHIA FLEURY

JEAN CLAUDE AMEISEN

AGNÈS BUZYN

EVE ENSLER

MICHEL BARNIER - CHANTAL LOÏAL - CÉDRIC VILLANI

LAURENCE BOONE

MAME-FATOU NIANG

DELPHINE DE VIGAN

ENKI BILAL

FARY - MAÏA MAZAURETTE - JEAN-MICHEL BLANQUER

JOSÉ MONTALVO

AURÉLIE FILIPPETTI - DOMINIQUE PERRAULT - RUTH ELKRIEF

Opéra Bastille - Théâtre des Bouffes du Nord - Cinéma Beau Regard

Programme et inscription sur **festival.lemonde.fr**

mgen GROUPE VYV · Commerçants autrement · BEAU REGARD · 350 ANS OPÉRA NATIONAL DE PARIS · Théâtre des Bouffes du Nord · moov'in.paris by Renault

HISTOIRE

À la recherche d'un Pinochet soviétique

"1989" — Russie

Alors que l'Union soviétique vit depuis quatre ans dans l'atmosphère libératrice de la perestroïka lancée par Mikhaïl Gorbatchev, un grand entretien dans un journal de référence fait l'effet d'une bombe au sein de l'intelligentsia. Pour avancer sereinement vers l'économie de marché et la démocratie, la dictature serait une étape incontournable.

—Gazeta.ru *Moscou*

Il y a trente ans, ce texte avait déclenché des discussions frénétiques et anxieuses. Deux politologues devenus célèbres à la faveur de la perestroïka, Andranik Migranian et Igor Kliamkine, invoquaient, dans un entretien avec Guéorgui Tselms pour la *Literatournaïa Gazeta*, dont le tirage en 1989 était de 6,5 millions d'exemplaires, chiffre qui paraît dément aujourd'hui, la nécessité de l'autoritarisme dans… la transition vers la démocratie. Ce très long entretien, pour les standards actuels, s'intitulait "A-t-on besoin d'une main de fer ?"

À l'époque, la question en elle-même était perturbante et sonnait comme une provocation : les troupes s'étaient retirées d'Afghanistan en février ; en mars, beaucoup de candidats du parti du pouvoir avaient été écartés lors des élections au Congrès des députés du peuple ; fin mai, le marathon de la "démocratie radiophonique" s'était élancé pour plusieurs jours, le pays entier avait l'oreille collée aux transistors et écoutait en direct les débats du premier Congrès ; on entendait de toutes parts la voix ferme et fêlée d'Andreï Sakharov, le discours formaté des défenseurs du régime et les admonestations de Mikhaïl Gorbatchev.

Les attentes étaient encore plus fortes : car la "fin de l'histoire", définie par le chercheur américain Francis Fukuyama, était palpable. Cela s'est d'ailleurs vérifié la même année : une semaine après la sortie tonitruante de l'article de la *Literatournaïa Gazeta*, une chaîne humaine se formait à travers l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie en signe de solidarité entre les peuples occupés et en mémoire du pacte Molotov-Ribbentrop. En novembre 1989, le mur de Berlin tombait symboliquement et la plus jolie des "révolutions de velours" commençait en Tchécoslovaquie. On n'emprisonnait plus pour le slogan "Pour notre liberté et la vôtre".

C'est pourquoi le niveau de provocation de l'article de la "*Literatourka*", si prisée de l'intelligentsia, était sans précédent. L'effet a été si puissant que je me souviens encore du moment où j'ai lu cet article. J'étais sorti à la pause-déjeuner pour m'asseoir dans le square place Staraïa [à Moscou], afin de lire tranquillement l'imposant papier. Pour être franc, dans ce débat, je me rangeais du côté du journaliste, dont les questions et les interventions, incisives, professionnelles, polies mais teintées de scepticisme, m'apparaissaient bien plus convaincantes que le raisonnement creux et contradictoire qui voulait que le chemin vers le marché libre et la démocratie passe nécessairement par la dictature.

Cet article a été notre "fin de l'histoire" soviétique, mais dans le sens inverse.

Quelques années plus tard, ce journaliste allait devenir mon chef et mon collègue, puis mon ami ; nous l'avons enterré il y a un an. Sans compromis, vif, toujours une cigarette malodorante au bec, une barbe hirsute et blanche, Guéorgui Tselms, héros de la *Literatourka* en pleine perestroïka, était allé en classe avec Boris Pougo, l'un des putschistes du Comité d'État pour l'état d'urgence [1991].

Les deux savants expliquaient que seul un dirigeant autoritaire serait à même de réformer l'économie.

Lorsque les deux politologues interviewés affirmaient que la démocratie entravait la perestroïka, Tselms, étonné, demandait : *"Mais la démocratie n'est-elle pas le moyen et le but de la perestroïka ?"* Lorsque les deux savants expliquaient que seul un dirigeant autoritaire serait à même de réformer l'économie, le journaliste questionnait : *"Mais les événements tragiques survenus en Chine (la répression sanglante de Tian'anmen cette même année 1989) ne nous montrent-ils pas qu'il peut être dangereux de réformer l'économie sans rien changer au système politique ?"*

Période de transition. Ses interlocuteurs plongeaient dans l'histoire mondiale pour démontrer que nulle part, jamais, il n'y avait eu de passage direct du totalitarisme à la démocratie. Oubliant curieusement l'exemple de l'après-guerre. Certes, il y a partout eu une période de transition. Mais la passerelle vers le changement démocratique en Allemagne et en Italie à la fin des années 1940, comme en Espagne dans les années 1970, n'a pas été autoritaire, et n'a a fortiori pas duré des décennies. Ces vues historiques ne convainquaient pas le journaliste. Qui rappelait donc à ses collègues que la perestroïka ne se déroulait pas dans les siècles passés, dans une société traditionnelle, mais, au contraire, dans un contexte fortement transformé par la révolution scientifique et technologique, sans parler de l'alphabétisation massive de la population.

Mais les deux politologues campaient sur leurs positions : *"Le passage à l'économie de marché, au marché libre, n'a jamais nulle part, pour aucun*

Prochain épisode (3)

"Trente ans après, les différences entre l'Est et l'Ouest"

← **Moscou, 1989. Passants et clients devant une confiserie.** *Photo Harry Gruyaert/Magnum Photos*

peuple, été mis en œuvre parallèlement à une démocratisation" ; *"Sous un régime autoritaire, la société se stratifie, faisant émerger différents intérêts. Mais si les représentants de ces différents intérêts sont prêts à se sauter à la gorge, la main de fer est là pour les en empêcher. C'est ainsi que se créent les conditions d'un équilibre des intérêts, qui rend les réformes démocratiques possibles. Personne n'a encore réussi à sauter cette étape historique"* ; *"On pourrait passer par* [...] *une dictature démocratique"* ; *"Oui, je suis aujourd'hui pour la dictature, pour la mise en place d'un dictateur* [...] ; *"*[...] *former un Comité de sauvegarde nationale* [...] *Ce Comité devra être doté d'un vrai programme de sauvegarde et d'un mandat limité dans le temps"*.

Tselms faisait alors remarquer à raison qu'en prenant le pouvoir le dictateur *"se ficherait bien de tout programme ou limitation de mandat"*. Mais la discussion continuait à tourner en rond : il était indispensable, selon les deux experts, de *"renforcer le pouvoir du leader-réformateur. La démocratisation, comme nous l'avons déjà dit, ne favorise pas les réformes"* ; *"Lorsque les masses veulent régler des questions importantes, elles prennent des décisions qui les desservent"*.

Khrouchtchev comme Kossyguine, faisait remarquer le journaliste, *"ont tenté de mener des réformes économiques. D'ailleurs, les premières années de la perestroïka en cours l'ont montré : la réforme de l'économie ne fonctionne pas. Elle est bloquée par un système politique archaïque."*

Et en effet la réforme de l'économie ne fonctionnait pas. Le programme de réformes économiques relativement radical rédigé par Evguéni Iassine et Grigori Iavlinski, membres de la Commission de la réforme économique, a été rejeté à la fin de cette même année 1989. Otto Latsis et Egor Gaïdar avaient écrit une note alarmiste dénonçant le déficit grandissant du budget et une politique financière irresponsable. Ils étaient parvenus à la transmettre à Mikhaïl Gorbatchev, qui l'avait prise très au sérieux.

Le plan consistant à transformer "Gorbi" [alors toujours secrétaire général du Parti communiste] en autocrate éclairé qui dirigerait d'une main de fer les réformes économiques a été ressuscité lorsqu'il est devenu clair que le parti perdait du pouvoir, ce qui signifiait qu'il fallait réformer le pouvoir de Gorbatchev lui-même. En mars 1990, il a été élu président de l'URSS par le troisième Congrès des députés du peuple (sans suffrage universel).

Divers groupes d'économistes rédigeaient des programmes à la chaîne, parmi lesquels l'ambitieux plan des Cent premiers jours du président.

Pour conduire les réformes en Russie, le Congrès des députés du peuple octroie à Boris Eltsine des pouvoirs étendus.

Mais aucune réforme radicale n'a été menée. Et l'économie s'est effondrée. Ensuite, après les affrontements armés survenus à Vilnius en 1991, l'économie n'a plus été la priorité. Beaucoup ont alors qualifié Gorbatchev de dictateur, pas dans le sens que donnaient alors à ce mot Migranian et Kliamkine, mais dans le sens premier, politique. Le Comité de sauvegarde nationale évoqué en août 1989 par Migranian a vu le jour deux ans plus tard, en août 1991, sous le nom de Comité d'État pour l'état d'urgence (les putschistes). L'autoritarisme en tant que passerelle vers la démocratie a échoué à plusieurs reprises et a enterré les dernières illusions quant à la sauvegarde de l'Union soviétique.

Pour conduire les réformes en Russie, le Congrès des députés du peuple a octroyé à Boris Eltsine des pouvoirs étendus et un mandat limité dans le temps (exactement comme dans l'article de la *Literatourka*). Il cumulait les postes de président et de Premier ministre. Rapidement, les divergences entre le gouvernement et le Soviet suprême ont créé une véritable dualité du pouvoir. La suite appartient à l'histoire de la Russie et non plus de l'URSS. Mais le mythe d'un Pinochet russe restait vivant. Le spectre d'une modernisation autoritaire a ressurgi dans le programme du ministre de l'Économie German Gref en 2000, puis dans les projets de l'Institut du développement contemporain sous la présidence de Dmitri Medvedev et, plus récemment, dans la Stratégie 2020, conçue pour le retour de Vladimir Poutine.

L'idéologie officielle. Dans le même temps, l'idée que le peuple ne serait pas prêt pour la démocratie a essaimé et s'est installée dans le débat public ; la notion de démocratie souveraine a papillonné de salons en clubs de discussion, ouvrant finalement la voie à l'idée de "pays profond". On a répété la même chose qu'en 1989, que le chemin de la prospérité devait passer par une main de fer, qu'il était long, que rien ne se fait d'un claquement de doigts.

Sur plusieurs décennies, les faits viennent contredire les thèses de 1989, mais celles-ci sont pourtant devenues l'idéologie officielle. La main de fer s'est révélée être plutôt une prothèse métallique, toujours en retard sur la main invisible des marchés. Des dizaines d'États ont adopté la démocratie sans passer d'aucune manière par l'autoritarisme, menant avec succès des réformes libérales. Certains ont même eu le temps de revenir vers des démocraties illibérales, faisant fi de toutes les théories et de tous les modèles, défiant les chercheurs, les experts et les politiques. Pendant ce temps en Russie, on rêvait, et on rêve encore, d'une modernisation autoritaire qui roulerait à l'énergie autocratique et à l'interventionnisme étatique dans l'économie, de l'amélioration progressive du système de l'intérieur, en dehors du champ politique.

Mais cela échoue à chaque fois. La mise en œuvre du libéralisme sans démocratie, comme le soulignait Guéorgui Tselms dans la *Literatournaïa Gazeta* en 1989, a pour effet de faire disparaître le libéralisme sans faire émerger la démocratie. Depuis trente ans, nous tournons donc en rond, sans parvenir à sortir des frontières de ce débat houleux de 1989.

—Andreï Kolesnikov
Publié le 6 août

↓ **7 novembre 1989. Mikhaïl Gorbatchev, président du Soviet suprême de l'URSS, et Nikolaï Ryjkov, président du Conseil des ministres d'URSS, saluent la foule depuis la tribune officielle à l'occasion des célébrations de l'anniversaire de la révolution d'Octobre sur la place Rouge, à Moscou.** *Photo Laski/Sipa*

SOURCE

GAZETA.RU
Moscou, Russie
gazeta.ru
Fondé en 1999, ce site plutôt libéral est devenu l'un des principaux médias électroniques généralistes russes. Il figurait en 2014 dans le top 5 des sites d'information les plus visités de l'Internet russe. *Gazeta.ru* couvre quotidiennement l'actualité russe et internationale.

LA FRANCE ET L'EUROPE À PORTÉE DE TRAIN.

SNCF

RENDEZ-VOUS SUR OUI.sncf, EN GARES, BOUTIQUES, AGENCES DE VOYAGES AGRÉÉES SNCF ET PAR TÉLÉPHONE.

D'ici 2020, SNCF transforme les trains TGV en TGV INOUI. Télépaiement obligatoire par téléphone au 3635 (service gratuit + prix appel) et sur Internet. TGV INOUI est une marque déposée de SNCF Mobilités. Tous droits de reproduction réservés. SNCF Mobilités – 9, rue Jean Philippe Rameau – CS 20012 – 93200 Saint Denis Cedex – R.C.S. BOBIGNY B 552 049 447. ROSA·PARK

TGV inOui

VOYAGEZ AVEC VOTRE TEMPS